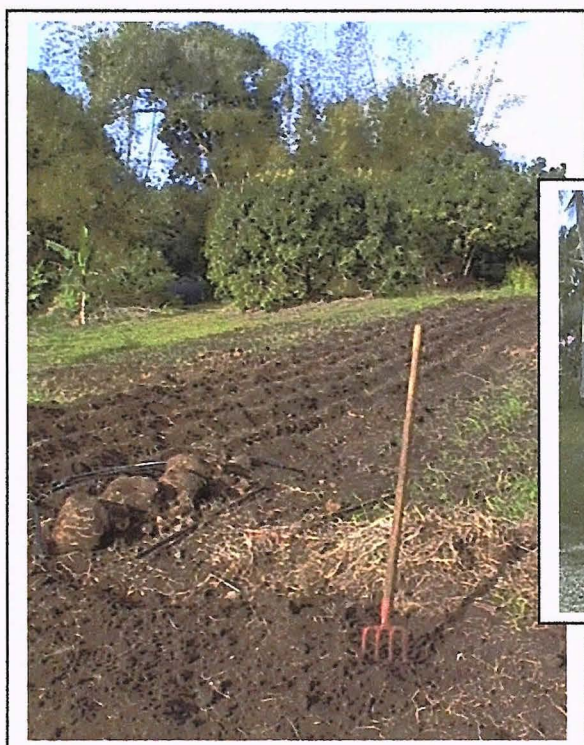




**Institut Agronomique néo-Calédonien**

**CENTRE DE RECHERCHE NORD**

**Programme Systèmes Ruraux & Développement Local**



**SYSTEMES DE PRODUCTION ET D'ACTIVITE DES  
MENAGES AGRICOLES DE LA PROVINCE NORD :**  
synthèse des données existantes et proposition d'un cadre typologique

**IAC/CRN  
10/2003**

**I.A.C./C.R.N. BP 6 98 825 Pouembout, Nouvelle-Calédonie, tel. 47 76 15 , fax : 47 29 89**

SYSTEMES DE PRODUCTION ET D'ACTIVITE DES MENAGES  
AGRICOLES DE LA PROVINCE NORD :  
synthèse des données existantes et proposition d'un cadre typologique

Philippe Pédelahore<sup>1</sup> et Philippe Bonnal<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Chercheur du CIRAD TERA AFM en poste à l'IAC en Nouvelle-Calédonie (programme Systèmes Ruraux et Développement Local). Adresse e-mail : [pedelahore@iac.nc](mailto:pedelahore@iac.nc)

<sup>2</sup> Chercheur du CIRAD TERA AFM en poste au CIRAD Montpellier. Adresse e-mail : [philippe.bonnal@cirad.fr](mailto:philippe.bonnal@cirad.fr)



## **Remerciements,**

Nos remerciements vont à Messieurs Thierry Mennesson<sup>3</sup>, Nicolas Barré<sup>4</sup>, et Patrick D'Aquino<sup>5</sup>, qui ont bien voulu faire bénéficier ce document de leur relecture attentive et de leurs corrections.

Merci également à Christophe Gruner et à Chantal Caouidjo du secrétariat du CRN pour le tirage et la reproduction de ce document.

Merci enfin aux personnes ressources et aux producteurs qui ont accepté de consacrer du temps pour s'entretenir avec nous et nous faire part de leur vision du monde rural et des réalités de leurs pratiques agricoles.

---

<sup>3</sup> Directeur Général de l'IAC

<sup>4</sup> Directeur Scientifique de l'IAC

<sup>5</sup> Responsable du Programme Systèmes Ruraux et Développement Local de l'IAC

## RESUME

Bien que le secteur agricole ne représente que 2 % du PIB de la Nouvelle-Calédonie, les exploitations regroupent encore près de 20 % de la population de la province Nord. De plus, cette activité joue un rôle décisif dans l'autosubsistance d'un nombre important de ménages ruraux et dans les échanges coutumiers de l'ethnie mélanésienne. Ces réalités conduisent la puissance publique à consacrer des moyens matériels et humains importants pour la promotion de ce secteur.

La définition de mesures d'appui adaptées aux familles concernées par cette activité agricole nécessite donc de disposer d'une connaissance précise des caractéristiques des différents types de ménages, de leurs objectifs et de leurs contraintes.

Les ménages agricoles de la province Nord présentent une diversité importante du point de vue de leurs moyens de production (terre, matériel agricole...), des orientations qu'ils assignent à l'activité agricole (autoconsommation, échanges coutumiers, obtention de revenus monétaires) et des systèmes d'activités (agriculture et salariat, agriculture et entrepreneuriat...) qu'ils ont su développer pour assurer la pérennité de leur exploitation et de l'unité familiale.

Ce document apporte des informations sur les caractéristiques de ces ménages à travers la revue et la synthèse de données statistiques et bibliographiques et propose un cadre typologique et une démarche de travail pour établir une typologie exhaustive des ménages agricoles en province Nord.

Ce rapport constitue ainsi la première étape d'un travail, qui se déroulera de juin à décembre 2003, et visera à réaliser cette typologie de l'ensemble des systèmes de production et d'activités présents en province Nord.



## LEXIQUE

ADRAF : Agence Développement Rural et Aménagement Foncier  
CRN : Centre de Recherche Nord (IAC)  
DAVAR : Direction des Affaires Vétérinaires Alimentaires et Rurales  
DDEE : Direction du Développement Economique et de l'Environnement de la province Nord (nouveau nom de la DDRP)  
DDRP : Direction du Développement Rural de la Province Nord.  
FCFP : Francs Pacifiques (= 0.055 FF)  
GAPCE : Groupement Agricole des Producteurs de la Côte Est  
GIE : Groupement d'Intérêt Economique  
GDPL : Groupement de Droit Particulier Local  
ha : hectare  
IAC : Institut Agronomique Calédonien  
ITSEE : Institut Territorial de Statistique et des Etudes Economiques  
Kg : kilogramme  
NC : Nouvelle-Calédonie  
RGA : Recensement Général Agricole  
SAU : Surface Agricole Utilisée  
SESA : Service des Statistiques Agricoles  
SMG : Salaire Minimum Garanti  
SRDL : Programme Systèmes Ruraux et Développement Local (IAC)  
UGB : Unité de Gros Bétail  
UTA : Unité de Travail Annuel  
UTH : Unité de Travail Humain  
VAN : Valeur Ajoutée Nette

## TABLE DES MATIERES

<b>1) Introduction.....</b>	<b>7</b>
<b>2) Problématique du secteur agricole en province Nord. ....</b>	<b>9</b>
2.1) La production agricole marchande en province Nord (PAM). ....	9
2.2) Les productions agricoles non prises en compte dans les chiffres de la PAM. ....	12
2.3) Evolution du nombre d'exploitation et de la SAU en province Nord. ....	14
2.4) Conclusion. ....	15
<b>3) Facteurs de différentiation des systèmes de production et d'activité.....</b>	<b>17</b>
3.1) Le contexte morpho-pédologique ....	17
3.2) Le contexte climatique ....	21
3.3) Le poids de l'histoire. ....	24
3.4) La ressource foncière et les modèles de développement agricole.....	26
3.5) Des marchés agricoles restreints, saturés et fluctuants.....	27
3.6) Une forte pluri-activité des ménages agricoles. ....	28
3.6.1) Des stratégies anti-risque et d'accumulation. ....	28
3.6.2) Des niveaux de salaire attractifs qui déterminent les différenciations matérielles de la plupart des ménages ruraux. ....	31
3.7) Des objectifs multiples assignés à la production agricole.....	32
3.8) Un attachement fort à la terre et aux modes de vie ruraux.....	33
<b>4) Revue des typologies existantes. ....</b>	<b>34</b>
4.1) Typologie des éleveurs de bovins du territoire (1994). ....	34
4.2) La typologie des élevages bovins de la province Nord (1991). ....	35
4.3) Typologie des éleveurs de la province Nord ( 1998). ....	37
4.4) Typologie des GIE/GDPL d'élevage réalisée par la DDRP (1994). ....	37
4.5) Typologie des agriculteurs de la vallée de la Pouembout (1998). ....	38
4.6) Typologie des agriculteurs marchands de la côte-Est (2001). ....	40
4.7) Typologie des ménages ruraux en milieu mélanésien (2000). ....	41
4.8) Typologie des habitants de la tribu de Ouélisse (2000). ....	42
4.8) Conclusion. ....	43
<b>5) Proposition d'un cadre Typologique. ....</b>	<b>44</b>
5.1) Remarques préalables pour la construction et l'utilisation d'une typologie. ...	44
5.2) Proposition d'un cadre Typologique. ....	47
5.1.1) Les systèmes d'activité.....	47
5.1.2) Les systèmes de production et techniques.....	52
5.3) Classification des 360 exploitations marchandes de la province Nord dans le cadre typologique proposé. ....	54
5.3.1) Quantification de l'importance de chaque type. ....	54
5.3.2) Une première représentation spatiale. ....	57
5.4) Démarche pour la réalisation d'une typologie complète et actualisée.....	60
5.4.1) Les sources d'information.....	60
5.4.2) Le traitement cartographique de l'information. ....	62
5.4.3) Produits attendus. ....	65
<b>6) Conclusion générale. ....</b>	<b>66</b>
Bibliographie.....	68
Annexes.....	71



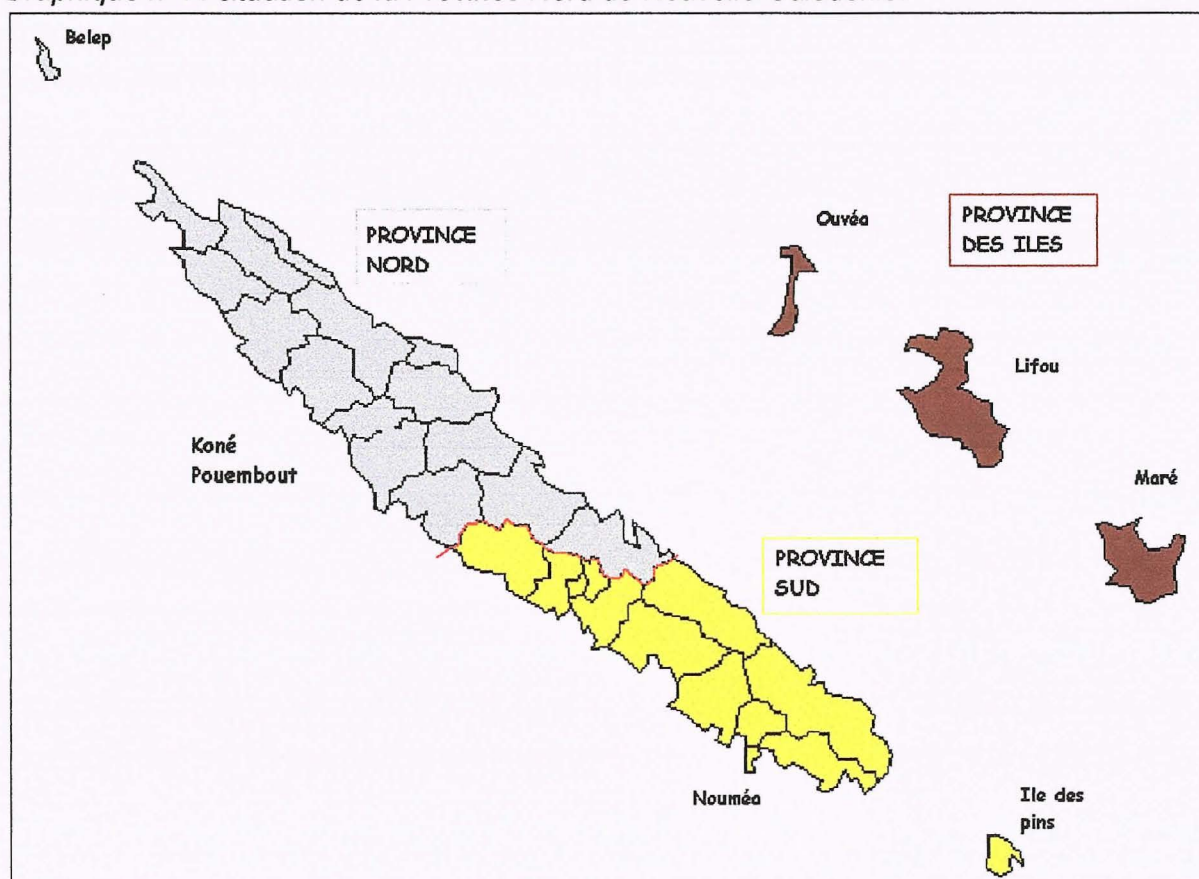
## 1) Introduction.

La production agricole marchande<sup>6</sup> de la Nouvelle-Calédonie était en 2001 (DER-SESA 2001) de 7.1 milliards de FCFP. Bien qu'ayant connu une forte augmentation (+ 30%) au cours de ces dix dernières années (DER-SESA 2000), elle ne représente toujours qu'environ 2% du PIB<sup>7</sup> calédonien du fait de la forte expansion des autres secteurs de l'économie.

La population agricole est en diminution notable sur la longue période. Elle ne représentait en 1991 que 23% de la population totale du territoire (ITSEE 1993a) et a encore fortement diminué durant la dernière décennie (ISEE/DAVAR 2003) puisqu'elle ne concerne aujourd'hui que moins d'un calédonien sur dix (9.7%). Cette évolution traduit le mouvement de tertiarisation de l'économie calédonienne et l'intégration d'une partie des populations agricoles dans d'autres secteurs d'activités.

Malgré ces évolutions rapides, la population agricole de la Province Nord (voir situation dans le graphique n°1 ci-dessous) représente aujourd'hui encore 18.4% du total provincial (ISEE/DAVAR 2003) contre 51% en 1991.

Graphique n°1 : situation de la Province Nord de Nouvelle-Calédonie.



<sup>6</sup> Production agricole marchande au sens strict c'est à dire sans la production aquacole qui représentait en 2001 un montant de 1.6 milliards de FCFP. Les données recensées par l'institut de la statistique ne prennent pas en compte la production agricole auto consommée ou échangée sur les marchés de proximité et sous évalue donc la production réelle.

<sup>7</sup> La dernière donnée disponible pour le calcul du PIB calédonien date de 1997.



De plus, au dernier recensement de 1996 (ITSEE 1997), les deux tiers de la population de cette province résidaient dans les espaces tribaux où l'activité agricole fait partie intégrante du cadre de vie et constitue l'une des formes d'expression des liens de solidarité et d'alliance entre les individus ou les clans.

Ainsi, en plus des productions marchandes issues d'exploitations agricoles situées en milieu européen ou en tribu, cette activité joue un rôle décisif dans l'autosubsistance d'un nombre important de ménages ruraux et dans les échanges coutumiers de l'ethnie mélanésienne. Cette réalité conduit la puissance publique à consacrer des moyens matériels et humains importants pour la promotion de ce secteur.

La définition de mesures d'appui adaptées aux familles concernées par cette activité agricole nécessite de disposer d'une connaissance précise des différents types de ménages, de leurs objectifs et de leurs contraintes.

L'importance de la pluri-activité<sup>8</sup> chez les agriculteurs européens ou chez les Mélanésiens implique que l'analyse ne porte pas seulement sur une caractérisation des systèmes de production agricole, mais que celle-ci prenne en compte également les activités non agricoles. Ces activités non-agricoles déterminent en effet en grande partie les possibilités et les stratégies des ménages.

Cette typologie des systèmes de production et d'activité vise à constituer un outil utile pour les services techniques et les responsables chargés de la définition des politiques publiques d'appui au secteur agricole et rural.

Ce rapport constitue la première étape d'un travail, qui se déroulera de juin à décembre 2003, et visera à réaliser une typologie de l'ensemble des systèmes de production et d'activité présents en province Nord.

Il rappelle tout d'abord la problématique agricole de la province Nord et son positionnement par rapport à l'ensemble du territoire.

Il précisera ensuite les facteurs qui président à la différenciation des ménages agricoles<sup>9</sup> et leurs conséquences sur les caractéristiques et la situation géographique actuelles de ces ménages.

Les principales typologies partielles existantes seront présentées dans le chapitre 4 en précisant les enseignements que l'on peut en tirer pour la construction d'un cadre typologique applicable à l'ensemble des ménages agricoles de la Province Nord.

Il proposera enfin un cadre typologique, basé sur les principaux facteurs de différenciation identifiés et sur les typologies partielles existantes, et précisera les travaux à conduire à partir de juin 2003 pour renseigner ce cadre typologique.

---

<sup>8</sup> Les statistiques du RGA 1991 (ITSEE 1993a) indiquent que 25% seulement des chefs d'exploitations se consacrent à plein temps plein à leur activité agricole et qu'un quart d'entre eux exercent une activité rémunérée extérieure à l'exploitation. Les premiers résultats publiés du RGA 2002 (ISEE/DAVAR 2003) confirment ces données puisque près de 60% des chefs d'exploitation ont une activité secondaire et qu'un sur trois exerce son activité principale dans une profession non agricole

<sup>9</sup> « Ménages agricoles » est entendu ici au sens large et comprend également les ménages pluri-actifs dont l'activité agricole ne peut représenter parfois qu'une part marginale de l'activité des membres de la famille.



## **2) Problématique du secteur agricole en province Nord.**

Pour que l'interprétation des données et la caractérisation des systèmes de production et d'activité conduite au niveau des ménages agricoles soient pertinentes, il importe de rappeler au préalable les caractéristiques macro-économiques et la problématique dans lesquels s'insèrent ces ménages.

Ces caractéristiques macro-économiques sont la résultante des évolutions et performances des systèmes de production et d'activité des différents ménages agricoles en même temps qu'elles traduisent les difficultés et défis auxquels ces ménages ont à faire face.

### **2.1) La production agricole marchande en province Nord (PAM).**

- Un accroissement de la PAM de 50% en 14 ans (1988-2001).

Les données statistiques<sup>10</sup> (Davar 1989 à 2001 Mémento agricole, Der-SESA 2000, Mercoiret et al 1999) indiquent que la Province Nord a vu diminuer en quatorze ans (1988-2001) sa participation relative à la production agricole marchande du Territoire. Elle est passée de 25% en 1988 et 1989 à environ 19% durant les années 90<sup>11</sup> et 2000 (voir graphique n° 2 ci-après).

Notons que cette baisse a été brutale puisqu'elle intervient dès 1990, c'est à dire au lendemain de la création des provinces, suite aux accords de Matignon (1988)<sup>12</sup>. Depuis 1990 la participation de la province Nord à la PAM territoriale reste relativement stable sur la longue période et oscille autour de 19%.

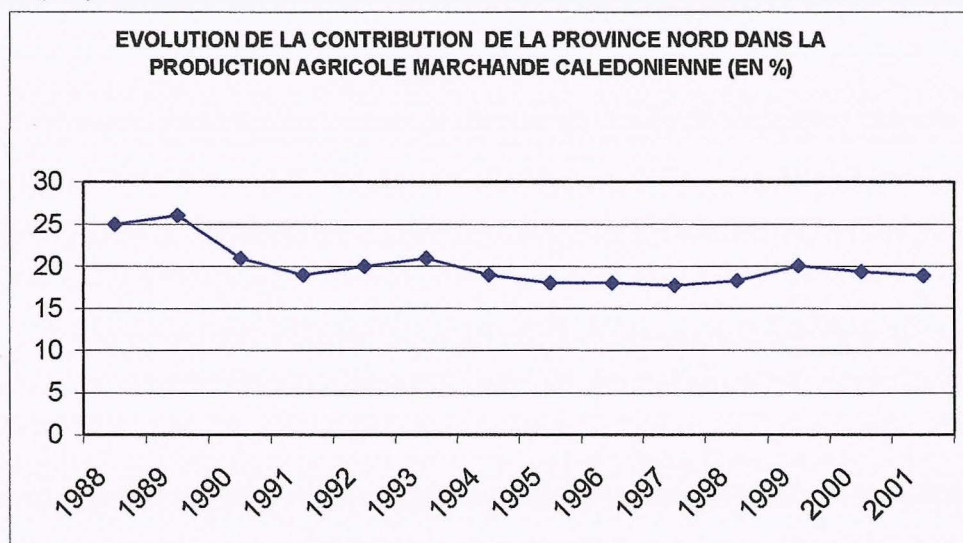
---

<sup>10</sup> Bien que ces données n'intègrent pas les productions auto consommées ou échangées coutumièrement et sur les marchés de proximité, et soient parfois entachées d'imprécisions et de données hétérogènes sur les séries chronologiques, elles constituent une base d'information utile pour l'analyse.

<sup>11</sup> Alors que la Surface Agricole Utilisée de la province Nord était de 99.523 ha en 1991 et représentait donc 43% de la SAU territoriale.

<sup>12</sup> On peut s'interroger pour savoir si cette baisse brutale correspond à une baisse réelle de la participation provinciale à la PAM du territoire ou si cette variation est en partie due à certaines hétérogénéités des relevés statistiques entre la période avant et après la provincialisation (découpage statistique auparavant par régions).

Graphique n°2



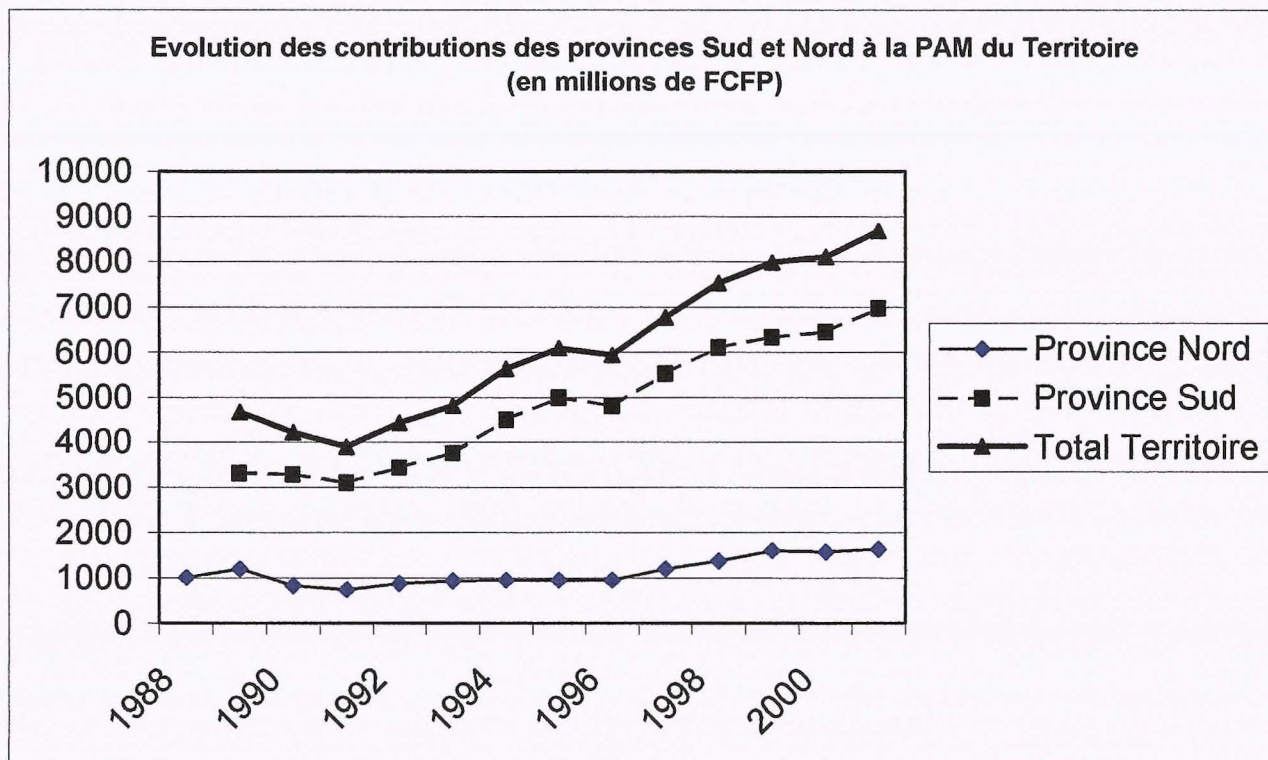
sources : Davar 1989 à 2001 Mémento agricole, Der-SESA 2000, Mercoiret et al 1999

Si la baisse en pourcentage observée à travers les chiffres précédents est réelle, il apparaît cependant qu'elle est plus imputable à une montée en puissance de la production en province Sud qu'à une diminution en valeur absolue de la production marchande du Nord (voir graphique n°3 ci-après). En effet, la PAM de la province Nord est, sur la longue période (1988-2001), passée d'environ 1 milliard de FCFP à plus de 1.6 milliards de FCFP.

Ces éléments tendent à montrer que si les avantages comparatifs (proximité du grand marché de consommation Nouméen, compétences techniques et commerciales, disponibilité en capitaux...) de la province Sud lui ont permis de profiter pleinement de l'accroissement de la consommation intérieure et des marchés à l'exportation, la province Nord a également su développer son appareil productif malgré son éloignement par rapport au marché et la destabilisation de son appareil productif qui a suivi les événements des années 80 et la réforme foncière. Cet accroissement de la PAM en province Nord est surtout marqué depuis 1998 et pourrait laisser penser que dix années ont été nécessaires pour que la province Nord et les ménages ruraux construisent de nouveaux équilibres et de nouveaux mécanismes les rendant aptes à conduire leur développement.



Graphique n° 3



sources : Davar 1989 à 2001 Mémento agricole, Der-SESA 2000, Mercoiret et al 1999

Cependant, cette capacité d'accroissement a été deux fois plus forte pour la province Sud, qui en quatorze ans a réussi à doubler la valeur de sa production marchande, alors qu'elle n'était augmentée que de 50% en province Nord.

Ces évolutions interrogent donc sur le rôle que peut jouer le secteur agricole en terme de rééquilibrage spatial et de diminution des disparités sociales. Il semble, ainsi que cela est fréquemment observé, que si l'injection de capitaux et le développement technique contribuent à l'expansion des appareils productifs, ils conduisent dans le même temps à un accroissement des disparités spatiales et sociales.

### ➤ Une modification du panorama des filières marchandes : l'émergence de la filière aquacole.

Cette augmentation globale de la production agricole marchande de la province Nord a été « tirée » en grande partie par le développement rapide de l'aquaculture (+ 400 millions) et dans une moindre mesure par celui de la filière bovin viande<sup>13</sup> (+ 100 millions de FCFP), porcine (+ 80 millions) et céréales (+ 60 millions) alors que les filières fruits et légumes restaient globalement stables sur la longue période et que la filière café accusait une forte baisse (- 60 millions).

<sup>13</sup> Ces chiffres de production de la filière bovin viande donnent peut-être une vision sous-estimée de la dynamique de cette filière dans la mesure où ne sont comptabilisés que les abattages alors qu'il semble que la province Nord se soit progressivement orientée vers de l'élevage naisseur dont les bêtes sont envoyées en province Sud pour l'engraissement et l'abattage. Par ailleurs une partie des abattages effectués ne sont pas comptabilisés par les relevés officiels.



Ces évolutions conduisent aujourd'hui à la présence en province Nord d'une filière aquacole qui représente 30% de la PAM, juste derrière la filière bovine (34%), traditionnellement largement dominante, et devant les filières fruits (9%), bois (7%) et porcs (5%).

La réussite de la filière aquacole s'explique par la conjonction de débouchés garantis et rémunérateurs à l'exportation, de l'accès aux capitaux publics à travers la SOFINOR<sup>14</sup>, la mise en valeur d'espaces fonciers sécurisés relevant du droit commun et procurant une forte valeur ajoutée à l'hectare, et la maîtrise des itinéraires techniques<sup>15</sup>. Le rapide développement de cette filière est intéressant, car il confirme bien l'importance de la levée des contraintes, et en particulier celles qui se rapportent aux capacités d'investissement et à la sécurisation des marchés, qui pèsent sur la plupart filières agricoles de la Province Nord et limitent leur expansion, ainsi que cela sera précisé au chapitre 3.

## **2.2) Les productions agricoles non prises en compte dans les chiffres de la PAM.**

Les chiffres présentés dans le chapitre précédent rendent compte des volumes échangés dans les circuits marchands suivis par les services statistiques du territoire mais les volumes auto-consommés, échangés dans le cadre de la coutume ou des marchés « non officiels »<sup>16</sup> échappent à ce mode de comptabilisation.

Si l'ensemble des observateurs s'accorde pour souligner le rôle primordial joué par cette production « occulte » dans l'alimentation des populations rurales, le maintien des réseaux de solidarité en milieu mélanésien et dans les revenus des familles les plus modestes, les données chiffrées sur ce sujet sont peu fiables et peu précises.

Il semble cependant important d'apporter quelques repères quantitatifs sur les volumes et les montants concernés par ce type de production pour « fixer les idées » et objectiver les débats relatifs à ce sujet.

Une première estimation quantitative de ces productions, bien que discutable et très approximative, peut-être obtenue à partir de données concernant les surfaces dédiées aux cultures vivrières<sup>17</sup> qui représentent l'essentiel des productions agricoles consacrées à l'alimentation familiale, les échanges coutumiers ou les ventes sur les marchés de proximité.

Le RGA de 1991 (ITSEE 1993 a et 1993 b) chiffre les surfaces consacrées à ces productions à 1242 ha dont 92% (1142 ha) sont situées en tribu. Ces données indiquent qu'en moyenne seuls 34% de ces productions vivrières seraient consacrées à la commercialisation et 66% seraient donc destinés à l'autoconsommation et aux échanges coutumiers.

---

<sup>14</sup> SOFINOR : Société Financière du Nord. Outil financier de la province Nord alimenté par des fonds publics dédié à la création d'entreprises en province Nord.

<sup>15</sup> Cette mise au point technique conduite par IFREMER depuis 1973 a abouti à un démarrage de la production dans les années 1980 (DER SESA 2000)

<sup>16</sup> on entend par marchés « non officiels » tous ceux qui ne font pas l'objet d'un suivi statistique : étals de bord de route, marchés de proximité en tribu ou en commune, vente par les réseaux familiaux ou claniques, colporteurs ou organisations de mise en marché ne transitant pas par le marché de gros de Nouméa...

<sup>17</sup> cultures vivrières = banane à cuire, igname et dérivés, légumes en verts, manioc, patate douce, taro, autres.



Si l'on se base sur ce chiffre de 66%, sur les rendements estimés et sur les prix moyens pour les différentes cultures vivrières (voir tableau en annexe n°1) l'ordre de grandeur pour cette production « occulte » serait de 5000 tonnes de produits pour une valeur estimée aux alentours de 800 millions de FCFP pour l'ensemble du territoire.

Ce chiffre, probablement sous-estimé<sup>18</sup>, est à rapprocher de celui de la PAM de 1991 qui se montait à 4000 millions de FCFP et montre que cette production « occulte » représenterait la création d'une valeur ajoutée équivalente à au moins 20% de la PAM. Bien qu'en diminution, puisque les surfaces consacrées aux cultures vivrières ont perdu 70% des surfaces entre 1983 et 1991 (ITSEE 1993 a et b), cette production « occulte » est loin d'être négligeable dans le panorama agricole territorial. Cette réalité est encore plus prégnante en province Nord puisque les estimations réalisées suivant la même démarche montrent que ces productions « occultes » représenteraient au moins 40% de la PAM de la province Nord.

Des requêtes plus précises sur les RGA de 1983 et 1991 et la publication prochaine des données complètes du RGA 2002 devraient permettre de consolider ces premières estimations et les évolutions observées durant la dernière décennie. Les premiers chiffres disponibles donnent cependant à penser que cette production vivrière aurait poursuivi son déclin car le nombre d'exploitations de type « vivrier » a fortement baissé durant la dernière décennie.

Un deuxième élément d'information permettant de mieux cerner la réalité de ces échanges « occultes » se rapporte aux travaux réalisés sur les marchés de proximité en Province Nord (Sabourin et al 2002a et b) qui établissaient que 52 marchés étaient fonctionnels et que l'on pouvait évaluer à environ 200 tonnes les quantités échangées annuellement sur ces marchés de proximité. Cette production vendue représenterait une valeur évaluée de l'ordre de 32 millions de FCFP et donc 3.2 % de la PAM et 4 % de la valeur de la production agricole « occulte ».

Si ces différentes informations méritent d'être précisées, elles permettent de confirmer et de mieux évaluer l'importance du rôle que joue cette production « occulte » dans l'alimentation des populations rurales, les échanges coutumiers et l'obtention de ressources monétaires à travers les circuits marchands « non officiels ».

---

<sup>18</sup> En effet les données du RGA 1991 indiquent que le pourcentage commercialisé mentionné (34%) est probablement largement surestimé et de plus ce pourcentage comprend également des produits échangés sur les marchés « non officiels » ou des lieux dont les flux ne sont pas enregistrés par les services statistiques. De plus d'autres productions dites non vivrières (les fruits en particulier) font l'objet d'autoconsommation et d'échanges et ne sont pas prises en compte dans cette estimation.



## 2.3) Evolution du nombre d'exploitation et de la SAU en province Nord.

Apporter des informations sur la population agricole suppose qu'il soit possible de définir avec précision ce que l'on considère comme une exploitation agricole.

L'existence d'une forte pluri-activité des ménages agricoles d'origine européenne ou mélanésienne et de la spécificité du mode de vie des mélanésiens rend l'exercice parfois difficile et impose que soit systématiquement rappelée la définition retenue.

Si l'on se réfère au dernier recensement agricole de 1991 (ITSEE 1993 a et b) qui définissait l'exploitation agricole sur une base assez large<sup>19</sup>, le nombre d'exploitations agricoles de la province Nord était de 5252 (50% du total Territorial) qui se répartissaient en 4775 en tribu (90% du total provincial) et 477 hors tribu (30% du total Territorial).

Ces exploitations représentaient une population familiale de 13.353 individus soit un tiers de la population de la province Nord.

Les exploitations en tribu se caractérisent généralement par leur faible surface, puisqu'elles ne totalisaient en 1991 que 41.130 ha (en moyenne 8 ha/exploitation alors que les exploitations hors tribu recouvraient 58.393 ha (en moyenne 122 ha/exploitation).

A cette dichotomie en tribu/hors tribu basée sur la localisation de l'exploitation le RGA ajoute la distinction entre exploitation marchande<sup>20</sup> ou non marchande. Cette répartition donne 2096 exploitations marchandes et 3156 non marchandes (60%).

Même si la faible taille des 4775 exploitations recensées en tribu et le modèle coutumier de ces exploitations (production pour l'autoconsommation et les échanges rituels) expliquent que les deux tiers soient classées « non marchandes », il faut remarquer tout de même qu'un tiers d'entre elles relèvent de la catégorie « marchande ».

De plus, cette classification du RGA 1991 sous-estime probablement les exploitations en tribu intégrées dans les circuits marchands puisque un nombre important des exploitations en tribu d'une surface inférieure à 1.5 ha ou présentant moins de 0.5 ha de cultures spécialisées pour la vente commercialisent leurs produits (en particulier les produits dits vivriers) sur les marchés de proximité ou par d'autres canaux (étals de bord de route, colporteur, structures de mise en marché telles qu'Arbofruit ...).

Si cette dichotomie traduit une certaine réalité du monde agricole de la province Nord, il est important que le cadre typologique proposé révise ce type de schématisation.

---

<sup>19</sup> Définition de l'exploitation agricole au sens du RGA 1991 = 1 : elle produit des produits agricoles, les produits de cueillette, de la pêche ou de la chasse ne sont pas considérés comme des produits agricoles ; ou 2 : la superficie est supérieure à 1 ha ou elle comporte au moins 20 ares de cultures spécialisée pour la vente (légumes, fruits, café...) ou elle possède une activité minimale de production animale (1 mâle reproducteur, ...) ou elle pratique une activité vivrière en tribu ; ou 3 : elle est soumise à une gestion courante indépendante ; ou 4 : elle est localisée en un certain lieu. (ITSEE 1993a)

<sup>20</sup> Définition d'une exploitation marchande au sens du RGA 1991 = 1 : superficie agricole supérieure à 1.5 ha ; ou 2 : comporte au moins 50 ares de cultures spécialisées pour la vente ; ou 3 présence d'une activité minimale d'élevage et 4 : lorsqu'elles commercialisent au moins une partie de leur production.



Cet exercice devrait être facilité par le fait que le RGA de 2002, dont les données complètes seront disponibles fin 2003, a révisé ce mode de classification pour tenter de donner une image moins stéréotypée de la réalité agricole en tribu.

La comparaison du recensement de 1983 et de 1991 montre une érosion de la surface agricole utile de la Province Nord qui a perdu 30% en 8 ans alors que le nombre d'exploitation diminuait de 8% (ITSEE 1993a). Ces diminutions sont probablement dues à l'abandon des grandes propriétés d'élevage de la côte Ouest (ITSEE 1993a) et à la disparition d'un nombre important de celles de la côte Est. Elles traduisent donc les conséquences des événements des années 84-86 mais également le mouvement général d'abandon de l'activité agricole au profit du secteur minier ou tertiaire. Remarquons cependant que la faible baisse du nombre d'exploitations témoigne de la robustesse du système coutumier mélanésien dont la majorité des effectifs perdurent malgré un désengagement des mélanésiens pour l'activité agricole en tribu (- 70% pour les surfaces vivrières cultivées entre 1983 et 1991).

Cette érosion s'est cependant accélérée depuis 1991 puisque les premières données du recensement général de l'agriculture de 2002 publiées (ISEE/DAVAR 2003) indiquent que le nombre d'exploitations agricoles en province Nord est passé de 4.279 en 91 (en données corrigées) à 2.230 en 2002 (- 48%).

## **2.4) Conclusion.**

La province Nord avec 40% des exploitations agricoles du territoire et autour de 50% de la SAU représente seulement 20% de la PAM du territoire.

Eloignée du principal marché de consommation nouméen et disposant de ressources en capital et techniques moindres elle n'a pu participer pleinement à l'expansion des filières fruitières, légumières et horticoles qui totalisent aujourd'hui un tiers de la PAM.

Sa tradition d'élevage bovin et le maintien de ses droits d'abattage dans le cadre d'une filière administrée lui permettent de rester présente, et même d'améliorer ses revenus, sur une filière bovine qui ne représente plus aujourd'hui que 20% de la PAM du territoire.

La réactivité d'une partie de ses exploitants et des structures publiques lui a tout de même permis de s'inscrire positivement dans les marchés qui se sont ouverts depuis une dizaine d'années (aquaculture, filière porcine, céréales) et de conforter sa production agricole marchande qui a augmenté de 50% ces dix dernières années.



Au-delà des données relatives à la production agricole marchande, la Province Nord se caractérise par l'importance de sa population agricole et rurale, en particulier mélanésienne, pour qui l'activité agricole et le lien à la terre sont intégrés de façon très étroite dans les pratiques sociales de l'échange et de l'identité du clan. Si ces sociétés contribuent de façon modeste à la formation de la PAM de la province Nord enregistrée par les statistiques, leur activité agricole joue un rôle majeur dans l'alimentation et les échanges coutumiers de la majorité des familles rurales et un rôle primordial comme source de revenus pour les ménages peu insérés dans le système salarial.

Cette participation modeste à la PAM traduit mal l'importance, la valeur et la diversité des expériences et des réflexions qu'apporte aujourd'hui le monde mélanésien sur son rapport à l'espace foncier, à l'activité agricole ou à la mise en marché des produits de la terre. Ces aspects devront rester centraux dans l'analyse des systèmes de production et d'activité car ils conditionnent une part importante du devenir de cette province.

Si l'avènement de l'Usine du Nord et du projet Koniambo peuvent contribuer à renforcer la demande locale en produits alimentaires, le pouvoir d'achat des consommateurs et à stabiliser un certain nombre d'exploitations déjà insérées dans les marchés agricoles, il n'est pas certain que cet événement majeur de l'économie provinciale modifie fondamentalement les principales caractéristiques et les tendances lourdes du secteur agricole et agro-alimentaire provincial.

Bien qu'il soit toujours hasardeux d'anticiper sur des évolutions à venir, l'expérience de la mise en place des structures provinciales, qui se sont également traduites durant les années 90 par une expansion du nombre de consommateurs solvables de la zone Koné-Pouembout, laisse à penser que le développement d'activités dans les secteurs de la mine ou de l'administration ne suffisent pas toujours à impulser un développement agricole compétitif et intégrant le plus grand nombre.

Il apparaît donc nécessaire d'être attentif aux différentes formes de production et de valorisation des produits agricoles pour être à même de proposer des démarches et des axes de développement aptes à valoriser les efforts des différents types de ménages agricoles.

Ce travail de typologie souhaite apporter sa contribution à cette réflexion stratégique.



### 3) Facteurs de différenciation des systèmes de production et d'activité.

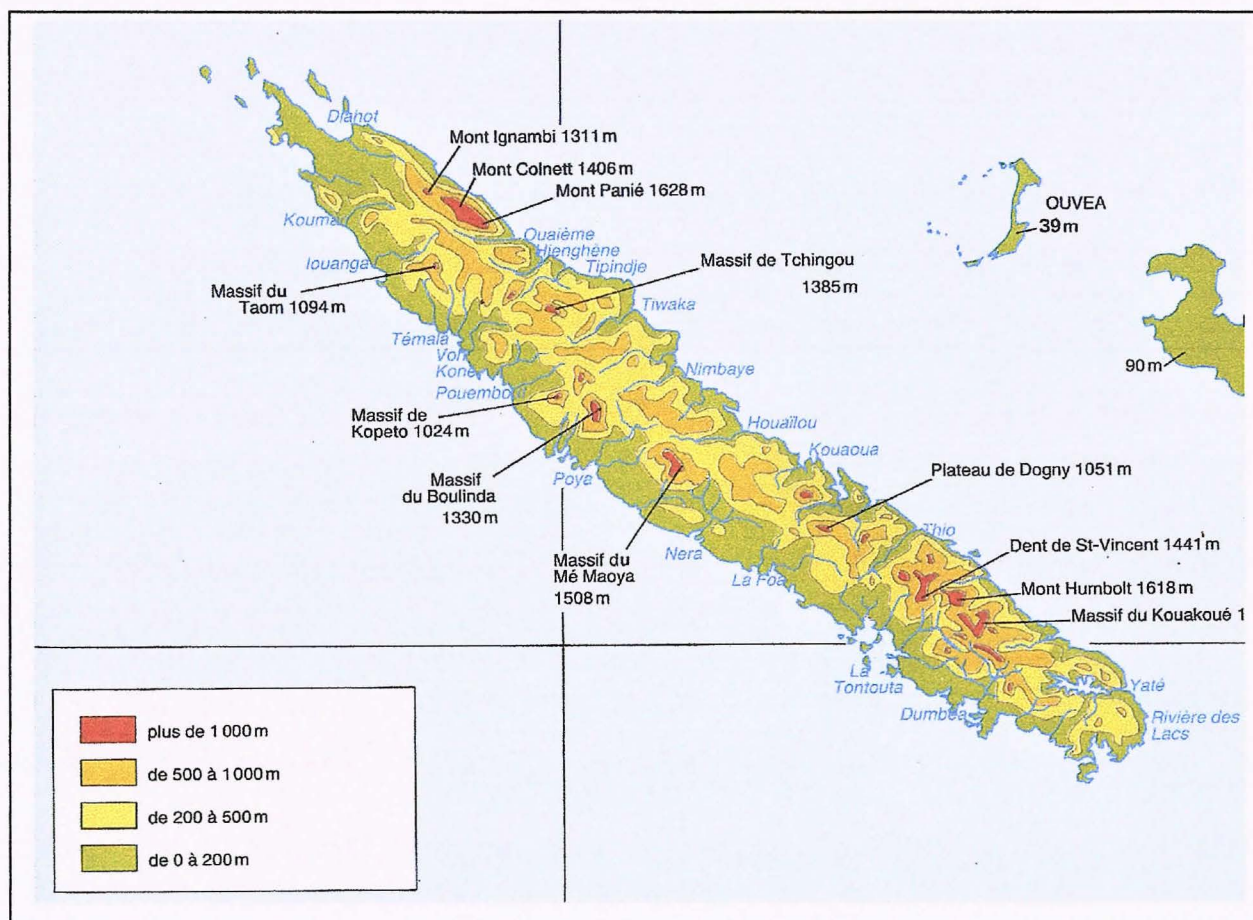
La diversité et les performances des systèmes de production et d'activité observés aujourd'hui constituent les réponses, élaborées par les sociétés rurales, aux différentes possibilités ou contraintes imposées par l'histoire et le contexte naturel, économique, social ou politique.

La définition d'une typologie et son explicitation nécessitent que puissent être identifiés et précisés les facteurs dont nous faisons l'hypothèse qu'ils ont des répercussions fortes sur les mécanismes de différenciation des systèmes de production et d'activité.

#### 3.1) Le contexte morpho-pédologique .

La Nouvelle-Calédonie présente une chaîne centrale orientée SE-NO, qui se caractérise par des pentes abruptes et occupe la majorité de l'espace de la Grande Terre en général et de la Province Nord en particulier. Le système orographique se distribue généralement sur les versants ouest et est de cette chaîne et génère des vallées qui entaillent le massif principal.

Graphique n° 4 : Oro-hydrographie de la Nouvelle-Calédonie

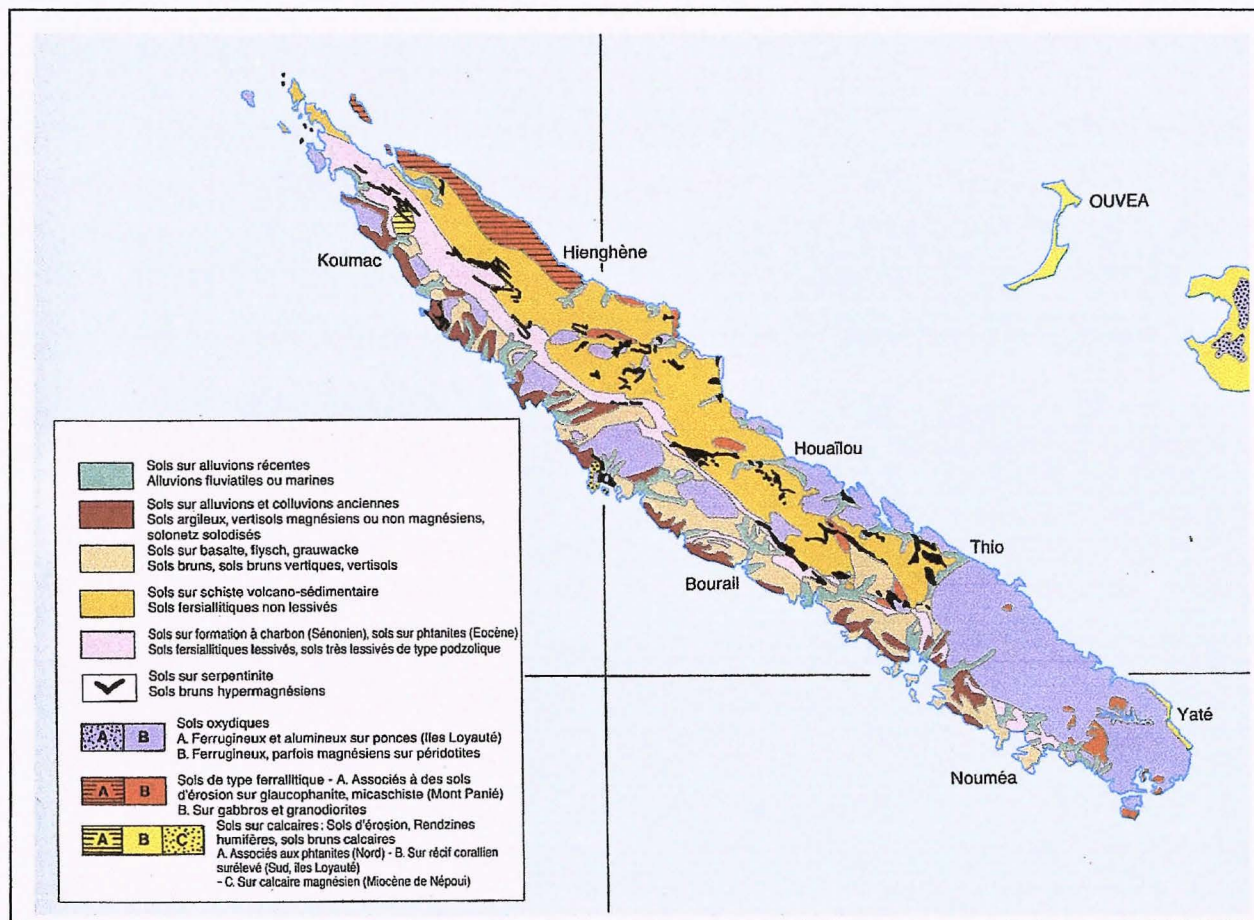


source : Editions du Cagou 1992, Atlas de Nouvelle-Calédonie



Les sols (voir carte pédologique du graphique n°5 ci-après), en dehors des vallées alluviales ou des zones d'alluvions ou de colluvions anciennes, sont généralement peu fertiles.

Graphique n° 5 : Les sols de la Nouvelle-Calédonie



source : Editions du Cagou 1992, Atlas de Nouvelle-Calédonie

Ces conditions morpho-pédologiques offrent donc peu d'espace aux activités agricoles.

Les statistiques indiquent que seuls 10% de la surface de la province Nord sont aptes à porter des productions agricoles (ITSEE 1993a). Cette faible disponibilité en terres à bonne valeur agricole est particulièrement forte pour les tribus mélanésiennes situées en fond de vallée où le relief et l'exiguïté des zones fertiles donnent des ratios SAU/habitant généralement faibles même après le processus de réforme foncière qui a restitué une part importante du foncier aux mélanésien (voir chapitre n°3.4).

Ce caractère peu agricole du territoire est clairement traduit par le fait que la surface agricole utile portant des cultures annuelles alimentaires, impliquant un investissement en travail important de la part de l'exploitant agricole, ne représentent que 1% de la SAU soit 0.01% de la surface totale du territoire (ITSEE 1993a).

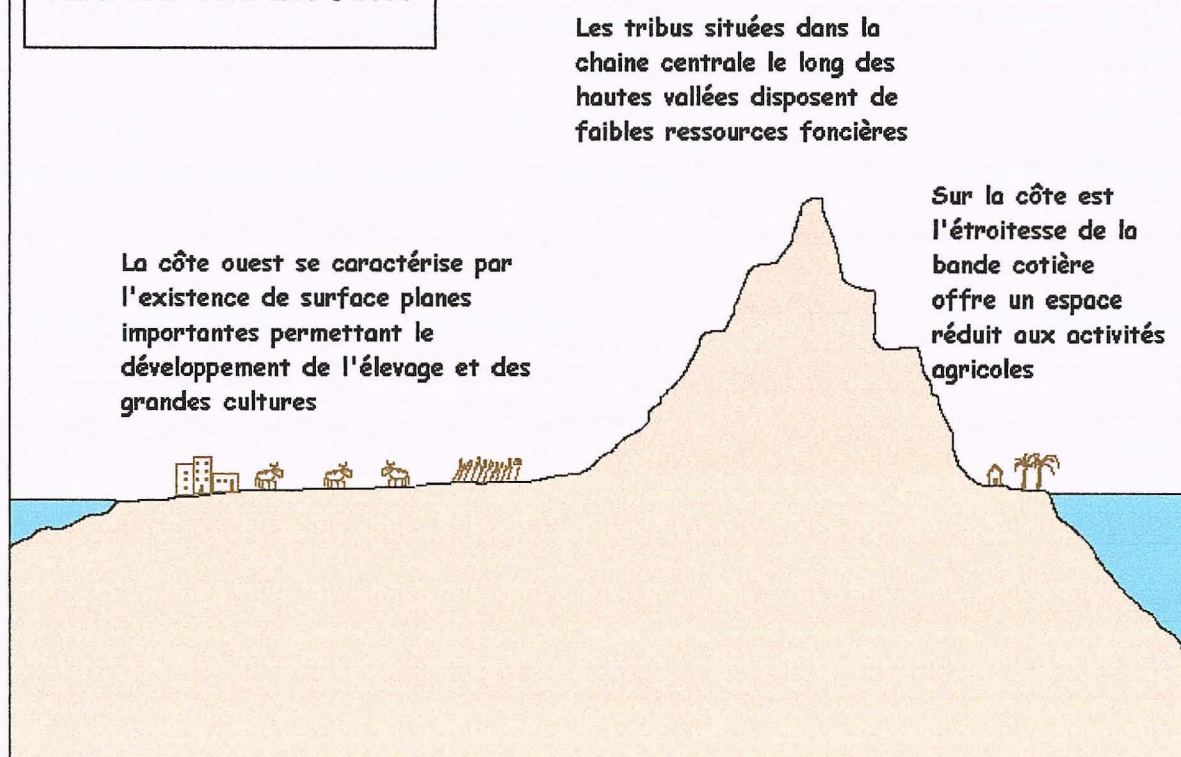


➤ Les différenciations est-ouest.

Ainsi que l'illustre le graphique n° 6 ci-dessous, la morpho-pédologie de l'axe Ouest-Est détermine trois espaces distincts :

- Une côte Ouest présentant une bande littorale plane ou peu pentue relativement large (de 5 à 20 km suivant les endroits) autorisant le développement de l'élevage bovin, en particulier extensif, et des grandes cultures. L'existence de bourgs ruraux et d'une certaine activité économique (administration, services...) offre à certains maraîchers une clientèle leur permettant d'écouler une partie de leur production localement et aux producteurs agricoles la possibilité de diversifier leurs activités et leurs sources de revenus. C'est sur cette côte Ouest que se concentre la population d'origine européenne de la province Nord et les exploitations marchandes.
- Une côte Est présentant une bande côtière de faible largeur (inférieure à 5 km et souvent de l'ordre de quelques centaines de mètres) offrant de faibles disponibilités en terres arables. Les vallées fluviales viennent cependant un peu augmenter ce disponible et autorisent par endroit la pratique de l'élevage et des cultures de plein champ. Essentiellement peuplée par les mélanésiens, cette côte est le domaine de la cocoteraie, aujourd'hui en grande partie délaissée, et des cultures coutumières.
- La chaîne centrale qui se caractérise par des reliefs escarpés et une accessibilité souvent difficile abrite une population essentiellement mélanésienne. Ces tribus se situent en règle générale le long des vallées fluviales et développent des cultures coutumières et des structures généralement modestes d'élevage bovin lorsque le disponible foncier l'autorise.

**Graphique n°6 :**  
**Différenciations Est-Ouest**

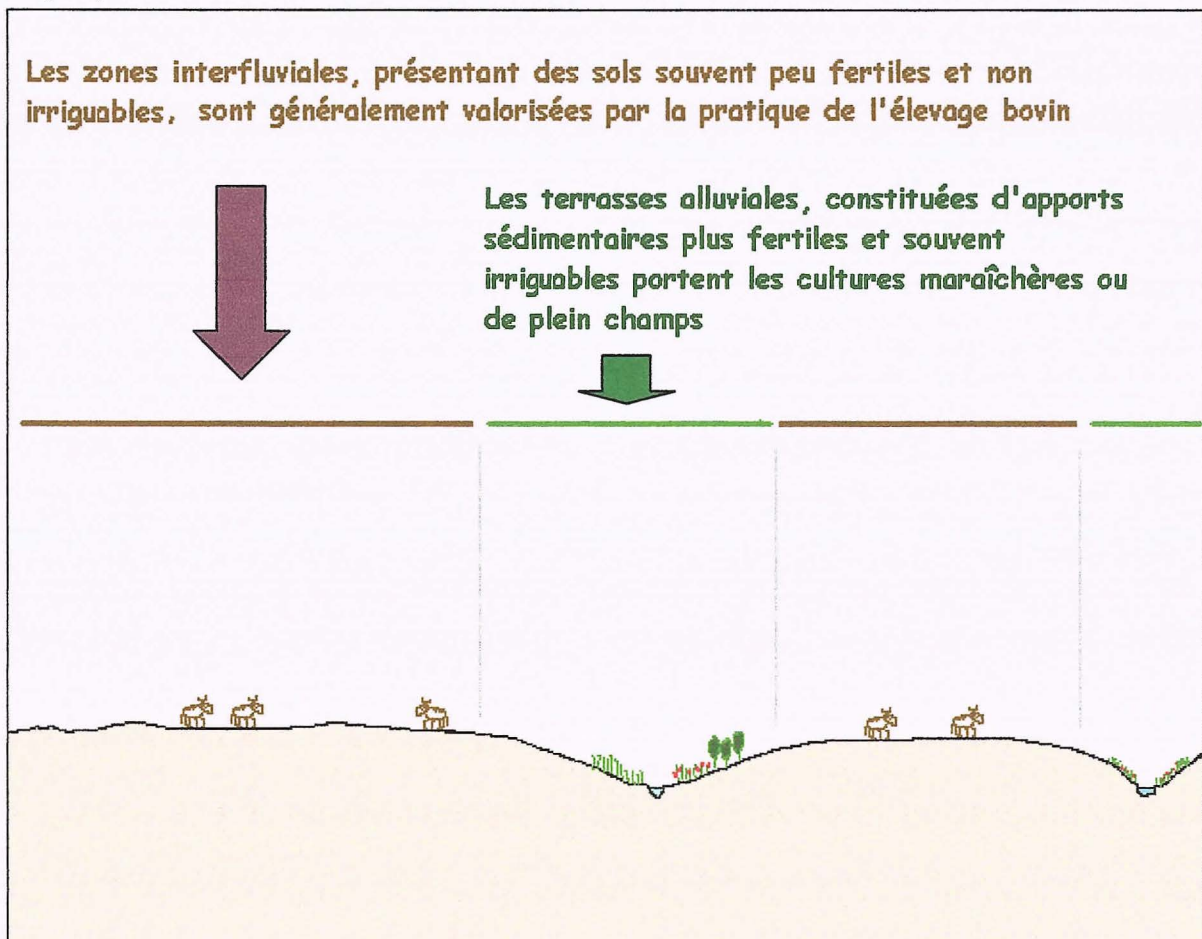


➤ Les différenciations nord-ouest/sud-est

Si l'on réalise un transect dans le sens nord-ouest/sud-est qui suit la direction des plaines côtières, en particulier pour la côte ouest, il apparaît une succession de zones inter-fluviales et fluviales qui déterminent deux espaces agraires distincts :

- L'espace interfluvial offre généralement des sols de fertilité faible et peu d'opportunités d'irrigation. Il est généralement valorisé par l'élevage et des pratiques extensives. Cependant, certains de ces sols correctement amendés et en particulier dans les zones de piémont, peuvent parfois porter des cultures (cas du maïs notamment).

Graphique n°7 : *Différenciations nord-ouest/sud-est*





- La zone des terrasses alluviales présente des sols plus riches. Elle offre des surfaces importantes aux cultures de plein champ ou pour le maraîchage. Les terrasses les plus proches du lit de la rivière sont souvent inondables mais l'irrigation, réalisée à partir du lit de la rivière ou de la nappe phréatique proche, permet une mise en valeur de contre-saison qui limite les risques de submersion par les crues. Certaines des terrasses alluviales les plus basses, donc les plus vulnérables, sont valorisées par l'élevage dont le bétail est déplacé en cas de crue sur d'autres « runs »<sup>21</sup>. Remarquons cependant que, du fait de l'histoire agraire de la Calédonie (voir § 2.3), de l'importance de la pluri-activité et de la modicité des impôts fonciers, des espaces à bonne valeur agronomique restent dévolus à des spéculations qui, telle l'élevage extensif, dégagent de faibles valeurs ajoutées à l'hectare. Remarquons également que dans les zones à forte pression urbaine (zone de la future usine du Nord : Voh-Koné-Pouembout) les objectifs spéculatifs interviennent également dans les processus d'acquisition foncière, dont la valorisation par l'activité agricole n'est que marginale.

En contre partie de la faiblesse de ses espaces agricoles, le territoire de la province Nord offre des zones à maquis ou arborées qui abritent des ressources cynégétiques importantes (cerfs, cochons sauvages, diverses variétés de pigeons...) qui, ajoutées à la pêche en lagon ou en rivière, représentent une part non négligeable de l'activité et des ressources alimentaires et dans une moindre mesure monétaire des ruraux (Djama M. in Mercoiret et al 1999, De Garine Igor 2000).

### 3.2) Le contexte climatique

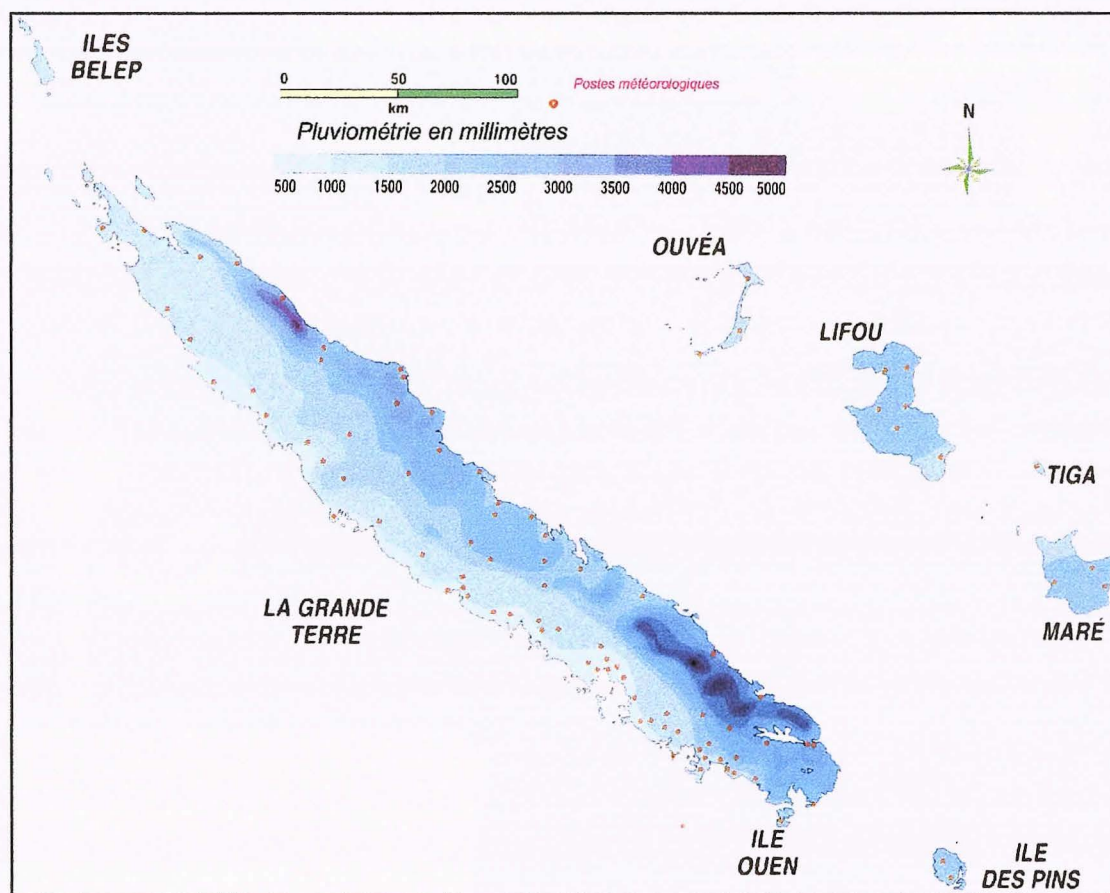
La pluviométrie moyenne est comprise entre 500 et 1000 mm/an sur la côte Ouest et entre 2000 et 3500 mm/an sur la partie habitée de la côte Est (voir carte ci-après).

---

<sup>21</sup> run : nom local provenant de l'anglais et désignant les différentes parcelles clôturées d'une propriété d'élevage permettant de réaliser une rotation raisonnée du bétail sur chaque parcelle en fonction des ressources fourragères de la parcelle et de l'effectif du troupeau.



Graphique n° 8 : **Isohyètes annuelles de Nouvelle-Calédonie (normales 1961/1990)**



Source : Météo France, 1995

Ces moyennes, qui semblent pouvoir autoriser des cultures pluviales sur la majorité de ces espaces, ne doivent pas occulter les fortes variations inter annuelles. Ainsi la commune de Voh sur la côte Ouest a reçu 384 mm en 1992 et 1582 mm en 1975 (Esculier 2000).

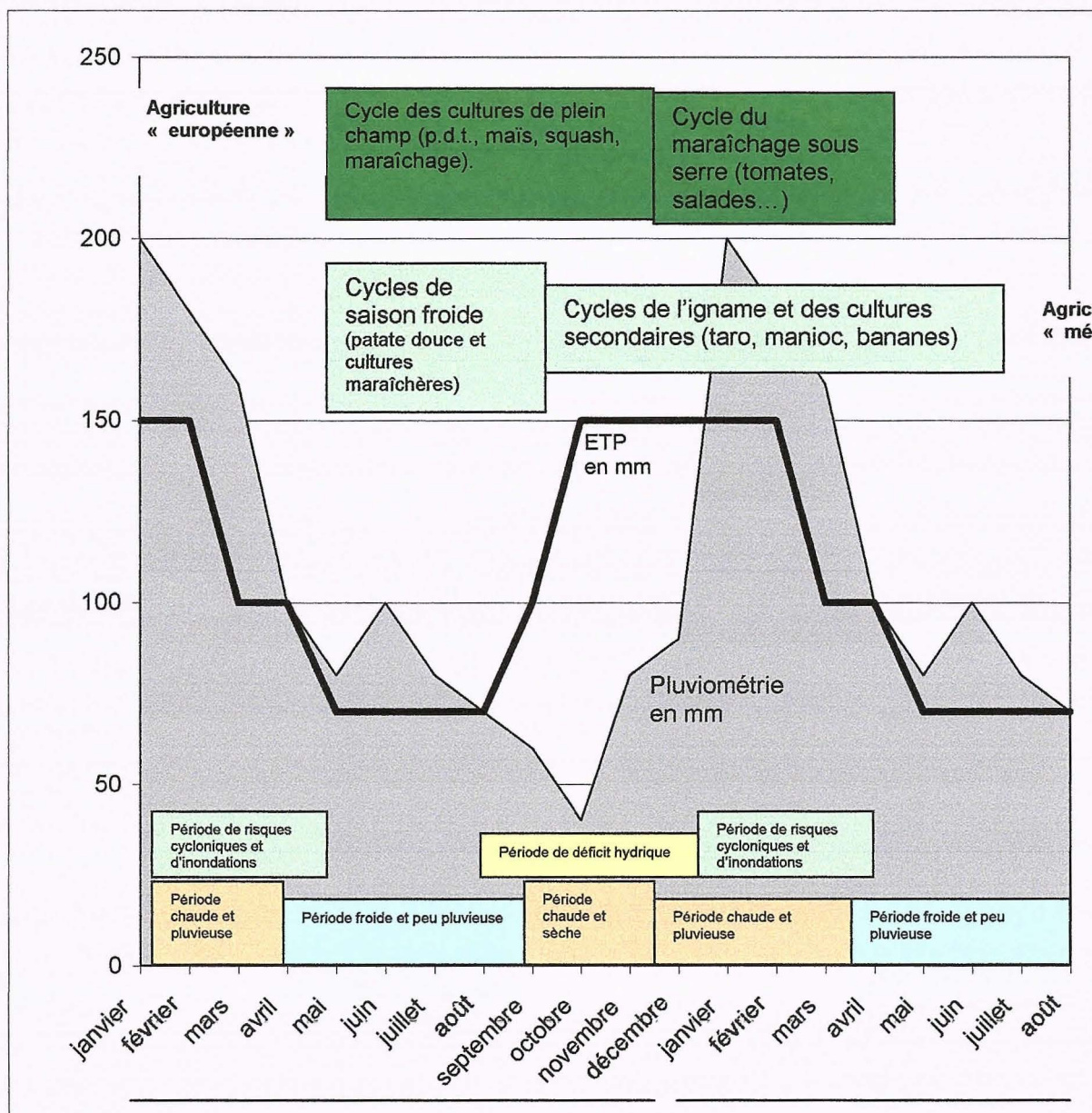
De même, la répartition de la pluviométrie sur l'année fait apparaître des périodes affectées par un déficit hydrique prononcé pour la côte ouest (voir graphique n° 9 ci-après établi pour la localité de Koné) et d'autres périodes où l'abondance des précipitations et l'humidité de l'air rendent problématique la conduite des cultures sensibles au parasitisme (cultures maraîchères, légumes de plein champs...).

Ainsi que cela a déjà été évoqué, des problèmes d'inondation, liées aux périodes à forte pluviométrie ou aux phénomènes cycloniques, affectent les basses plaines fertiles et limitent encore les espaces et les périodes où l'activité agricole peut-être conduite avec un niveau de risque acceptable.



Enfin les vents violents lors des épisodes cycloniques causent régulièrement des pertes sévères sur les cultures

**Graphique n° 9 : Représentation des cycles culturels en fonction des périodes climatiques annuelles (pour la localité de Koné)**



Finalement la période propice aux cultures de plein champ (céréales, squash, pomme de terre, cultures légumières) s'établit entre mai et décembre (8 mois/an) et correspond à une période fraîche, de moindre pluviométrie qui impose parfois, surtout sur la côte Ouest de la province Nord, le recours à l'irrigation pour garantir les rendements et même, certaines années où la sécheresse est prononcée, la récolte.



La période chaude et pluvieuse est parfois mise à profit par certains agriculteurs pour mettre en place des cultures de plein champ qui courent alors le risque d'être inondées ou versées<sup>22</sup> et surtout par les maraîchers équipés de serres qui leur permettent de produire en contre-saison à des prix rémunérateurs.

Le système de production mélanésien nécessitant des ressources alimentaires réparties tout au long de l'année, installé en règle générale sur des terrasses plus élevées par rapport au lit de la rivière et disposant de variétés relativement tolérantes au parasitisme (igname, taro, manioc...) cherche à valoriser l'ensemble des périodes climatiques de l'année calendaire (voir graphique n° 9 ci-dessus).

### 3.3) Le poids de l'histoire.

La dichotomie des systèmes productifs calédoniens résulte de la mise en présence de deux groupes humains réunis par l'histoire des découvertes et de la colonisation sur un même espace.

Avant la prise de possession par la France en 1853, la Nouvelle-Calédonie était occupée par les Mélanésiens depuis quelques 3000 ans (arrivée des Austronésiens en 1300 av. J.C.). Cette civilisation, basée sur la culture de l'igname (*Dioscorea alata*), avait pour patrimoine botanique également le taro (*Colocasia esculenta*) et le bananier (*Musa troglodytarum*) (Bourret D. 1981). Cette civilisation horticole ne connaissait pas le fer et pratiquait une agriculture manuelle à l'aide d'outils rudimentaires (bâton fouisseur, gourdin en bois pour l'émiettage des mottes...). Elle maîtrisait la culture du taro irrigué ainsi qu'en attestent les vestiges de certains sites et les quelques rares lieux résiduels encore en activité aujourd'hui (Tribu d'Atéu). Bien que la densité de population était relativement faible<sup>23</sup>, les clans mélanésiens s'établissaient sur l'ensemble de l'espace calédonien (Bensa 1981) et mettaient en œuvre des échanges de produits entre zones complémentaires (Doumenge 1982).

Le processus de colonisation va bouleverser brutalement cet arrangement social et spatial par la spoliation des terres mélanésiennes au profit des établissements pénitentiaires (de 1863 à 1897), des colons et des entreprises extractives (Doumenge 1982) et par le cantonnement des mélanésiens dans des « réserves »<sup>24</sup>. Malgré l'accaparement de la quasi-totalité des zones de plaine et les différents élans donnés par l'administration pénitentiaire ou publique française<sup>25</sup>, le développement agricole colonial fut limité par les conditions pédoclimatiques et d'accès aux marchés qu'il était difficile de maîtriser pour la plupart des petits colons européens (anciens libérés ou immigrants économiques ayant peu de compétences techniques et de moyens matériels).

---

<sup>22</sup> Ces cultures portent parfois le surnom de « cultures CAMA » du nom de l'institution qui assure le risque agricole et qui rembourse les agriculteurs victimes d'inondations ou de cyclones.

<sup>23</sup> on estime à 50.000 habitants la population mélanésienne en 1850 qui se répartissait sur un territoire de 18.575 km<sup>2</sup> soit 2.7 habitants/km<sup>2</sup> (Mathieu-Daudé 1992)

<sup>24</sup> Le terme de « réserve » désigne l'espace foncier reconnu par l'article 1 de la déclaration de 1855 comme propriété incommutable des tribus mélanésiennes (Saussol 1979).

<sup>25</sup> attributions de terres aux libérés du bagne, accueil des Bourbonnais de la Réunion en 1863, 24.000 ha concédés sur Gomen en 1875, plan du gouverneur Feuillet de 1894 à 1904, colonisation nordiste des 220 Lillois pour la production cotonnière en 1925...



Ainsi se sont progressivement mis en place deux espaces humains et agricoles distincts régis par des spéculations et des pratiques différentes.

Un espace mélanésien, situé le plus souvent dans les vallées intérieures, poursuivant ses pratiques horticoles manuelles et qui intègre pour quelques décennies la culture du café comme culture de rente.

Un monde agricole « européen », descendant des migrants et des anciens libérés établis dans les plaines côtières, dont le pivot de la production tourne autour de l'élevage extensif avec quelques tentatives de diversification plus ou moins durables ou réussies (canne à sucre, coton, café).

Cette dichotomie avérée<sup>26</sup> ne doit cependant pas occulter les ressemblances et les liens ayant existé et existants entre ces deux systèmes.

Dans les deux cas, surtout avant le boom du nickel et la diversification des activités et des revenus, l'agriculture de ces deux communautés est destinée également à l'autosuffisance alimentaire et à des pratiques d'échanges qui, bien que particulièrement codifiées dans le monde kanak, ont leur pendant en milieu européen.

Certains descendants des familles d'origine européenne établies dans le Nord du territoire rappellent qu'ils doivent beaucoup aux kanaks pour l'apprentissage de la connaissance des sols et des pratiques culturelles adaptées à ce pays dont ils ne connaissaient que peu de chose avant de s'y installer.

Avant les événements des années 1980, et bien qu'elle subsiste encore par endroit aujourd'hui, la complémentarité des élevages naisseurs kanaks en fond de vallée et des éleveurs européens de la basse vallée spécialisés dans l'embouche, fonctionnait de façon routinière.

Les exploitations d'élevage européennes ont également intégré et intègrent encore aujourd'hui de la main d'œuvre Kanak, dont certains des anciens employés sont devenus les gérants des GIE d'élevage mélanésiens créés lors de la réforme foncière. Une observation similaire pourrait être faite pour les quelques mélanésiens ayant fait un choix d'installation en agriculture « moderne » (avec mécanisation et vente majoritaire des produits) dont les parents (l'un Européen, l'autre Kanak) ou les trajectoires de vie (période salariée dans une exploitation européenne ou en ville) montrent que la détermination de leurs choix provient en partie d'un métissage génétique et/ou culturel qui leur a permis d'acquérir des pratiques et des savoir-faire issus des références des deux communautés.

Ainsi malgré une dichotomie forte qui marque le paysage agraire et les esprits, il paraît utile d'être attentif aux « expériences agricoles métisses<sup>27</sup> » qui préfigurent peut-être l'une des voies d'intégration des deux modèles agricoles et de renouvellement de la lecture sociale et agraire de ce pays.

---

<sup>26</sup> les différents conflits opposant les Mélanésiens aux colons ou au pouvoir colonial ainsi que le code de l'indigénat abrogé seulement en 1946, la mise à l'écart des Mélanésiens de l'enseignement et des postes qualifiés, jusqu'à une date relativement récente et les événements des années 80 témoignent des racines et de la réalité quotidienne de cette dichotomie

<sup>27</sup> il est probablement révélateur de noter qu'en Calédonie, contrairement à d'autres pays où les processus coloniaux ont mis en présence des populations noires et blanches, l'identité métisse n'est que peu ou pas affirmée. L'appartenance à un groupe (mélanésien ou européen) se base sur le milieu d'origine et de vie et non sur la couleur de la peau. Il y a ainsi, malgré un brassage génétique non négligeable, une permanence de la dichotomie Kanak/Européens.



### 3.4) La ressource foncière et les modèles de développement agricole.

Sous la pression de la mobilisation mélanésienne et des revendications identitaires et politiques<sup>28</sup>, la Calédonie a entrepris depuis une vingtaine d'années une importante réforme foncière qui a vu le rachat de 150.000 ha sur fonds publics (10% du territoire, 30% du foncier privé) dont 126.000 ha ont été ré-attribués majoritairement (84%) aux mélanésiens. Ces redistributions ont rééquilibré le foncier mélanésien (293.000 ha) et le foncier Européen (294.000 ha) sur la Grande Terre du point de vue quantitatif car les potentialités agricoles des terres restent largement inférieures en milieu kanak (nombreuses zones de montagne, anciens pâturages dégradés, zones de brûlis, etc..) (Sabourin E. et Pédelahore P. 2001).

Une part importante (63%) des terres attribuées aux mélanésiens l'ont été sous la forme d'une structure originale permettant de reconnaître les légitimités collectives<sup>29</sup> existantes sur une terre et de faciliter la mise en valeur<sup>30</sup> collective de cette ressource foncière : le Groupement de Droit Particulier local<sup>31</sup> (GDPL).

La culture mélanésienne ne pratiquant généralement pas la mise en valeur collective des terres<sup>32</sup>, les expériences de gestion des GDPL montrent que la société mélanésienne a su réintégrer ces espaces collectifs dans ses références de fonctionnement habituelles.

Certains GDPL ont été soit progressivement appropriés par une famille qui en assure l'essentiel de la gestion et en perçoit les bénéfices, soit intégré aux espaces communs du terroir clanique et les têtes de bétail, laissées en liberté et sans soins, sont prélevées en cas de besoin urgent du groupe selon une logique qui s'apparente plus à la cueillette qu'à l'élevage (deuil, mariage...) (Sabourin E. et Pédelahore P. 2001).

Plus récemment, la mise en location de terres de GDPL à des exploitants européens ou mélanésiens privés montre que la dichotomie « espaces en tribu/espaces hors tribu » évolue vers des modèles permettant de concilier légitimité coutumière et modèle productif marchand.

Ces évolutions positives ne doivent cependant pas masquer le fait que dans de nombreuses situations, sur terres de réserve ou de GDPL, la mise en valeur du foncier, en particulier pour des objectifs pécuniers individuels ou familiaux, ne va pas sans poser de problèmes au niveau du maintien de la cohésion des membres de la tribu.

Ces problèmes ont généralement deux origines. La première est liée à la difficulté d'identifier clairement les ayants droits fonciers du fait d'une superposition de droits coutumiers successifs remaniés par la période coloniale et les déplacements forcés.

<sup>28</sup> Les revendications sur le foncier étaient effectivement motivées par des ressorts identitaires et politiques avant d'être liées aux aspects productifs de ces terres.

<sup>29</sup> Légitimités issues de la reconnaissance des droits coutumiers historiques mais également légitimité liée parfois à la participation d'un clan à la mobilisation revendicative.

<sup>30</sup> Essentiellement à travers la pratique de l'élevage bovin

<sup>31</sup> GDPL dont la structure a souvent été associée à la création d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) pour en faciliter la gestion financière.

<sup>32</sup> Sauf dans des cas bien particuliers comme le travail collectif de la parcelle du chef ou de celle d'une personne âgée ou dans le besoin (malade, impotent...)



La deuxième raison, plus générale, provient de la non légitimation de l'enrichissement individuel dans un espace social hiérarchisé socialement mais régi par certaines formes d'égalitarisme matériel<sup>33</sup> (Bensa A. et Freyss J. 1994).

Cette non légitimation, et bien que ces règles sociales soient en rapide évolution, fragilise le droit du promoteur sur la terre et peut dans certains cas remettre en cause son maintien durable sur les lieux.

Au-delà de l'aspect « sécurisation foncière », cette réalité participe également à faire que les processus d'accumulation en capital des Mélanésiens résidents en tribu ne puissent généralement avoir lieu qu'en dehors de l'espace tribal, en particulier à travers le salariat (voir chapitre 3.6).

Les limitations en terres à bonne valeur agricole en milieu mélanésien et celles liées aux processus d'accumulation capitaliste donnent à penser que le modèle classique de l'exploitation agricole ne pourrait dans la plupart des cas ne jouer qu'un rôle marginal comme moteur du développement en tribu et de l'intégration des populations mélanésiennes au modèle productiviste/marchant. Cette hypothèse devra être approfondie dans la suite des travaux en portant une attention toute particulière aux conditions d'émergence des expériences de production agricole « moderne » conduites par des mélanésiens.

### **3.5) Des marchés agricoles restreints, saturés et fluctuants.**

Une des principales contraintes à laquelle doivent faire face les exploitations agricoles de la province Nord et du reste du territoire, est le caractère restreint et saturé de la plupart des marchés agricoles (voir Loch B. in Mercoiret et al 1999).

Cette situation est particulièrement affirmée dans les filières administrées qui bénéficient d'interventions de la puissance publique pour gérer les flux et garantir les prix payés au producteur.

Le marché de la viande bovine est aujourd'hui saturé et limite l'expansion des systèmes bovins-viande. La problématique est la même pour les filières porcines ou céréales (Pédelahore 2000) où après une phase de croissance rapide, qui confirme la réactivité des producteurs du Nord dès lors qu'un marché sécurisé leur est offert, les capacités d'absorption sont en voie de saturation.

Cette saturation des filières administrées génère des stratégies de lobbying, de clientélisme parfois et d'âpres négociations pour la répartition de ces marchés.

La situation des filières fruits, maraîchage et légumes de plein champ (pastèque, melon, oignon, igname mécanisé ...) également rapidement saturée, à part pour quelques produits exportés (litchi, squash...), génère également de fortes concurrences entre les différents producteurs et les différentes zones du territoire et introduit un niveau de risque souvent élevé pour ces spéculations. La connaissance des réseaux de distribution et de la situation du marché, et la proximité géographique, jouent un rôle important pour la survie des exploitations s'impliquant dans ces spéculations.

---

<sup>33</sup> « La société kanak est une société fortement hiérarchisée et qui présente des statuts distincts fondés sur l'ancienneté, elle-même manifestée par des noms de terre d'où l'on tire son identité lignagère. Les signes extérieurs de richesse acquis par les gains monétaires, soulignent un écart d'ordre économique qui n'est pas pris en compte dans le jeu des relations sociales effectives et dominantes ».... « tant et si bien que sur le plan économique prévalent un discours et une pratique fortement égalitariste ». « De surcroît les différences de fortune ont mauvaise presse et alimentent la jalousie de sorte que, pour échapper au qu'en dira t'on, chacun veille à ne pas dépasser la norme admise ». (Bensa A. et Freyss J. 1994).



Ainsi sous une apparente diversité importante des systèmes de production, le contexte calédonien limite le nombre de spéculations ou de systèmes viables et conduit à un niveau de risque qui explique en partie l'importance du développement de la pluri-activité chez les agriculteurs européens ou mélanésiens.

### **3.6) Une forte pluri-activité des ménages agricoles.**

Si les conditions pédo-climatiques et de marché rendent risquée l'activité agricole et incitent les ménages agricoles à diversifier leurs sources de revenu, il faut également remarquer que le difficile accès au salariat pour tous, les fluctuations du marché de l'emploi (récession des années 70 après le boum du Nickel) et les aspects patrimoniaux et identitaires les conduisent au contraire à maintenir leur activité agricole.

On assiste ainsi au développement, par les ménages, de stratégies<sup>34</sup> composites qui mêlent, selon les moyens de production de leur exploitation (foncier, matériel,...), leurs compétences et les opportunités salariales du moment, des activités agricoles et non agricoles.

#### **3.6.1) Des stratégies anti-risque et d'accumulation.**

##### **➤ Au niveau des chefs d'exploitation.**

Les statistiques du RGA 1991 (ITSEE 1993a) indiquent que si 25% des chefs d'exploitation de la Province Nord consacrent un plein temps à leur exploitation, 35% y consacrent moins d'un mi-temps. Près d'un quart des chefs d'exploitation exerce une activité rémunérée extérieure. La proportion de double-actifs est plus importante sur la côte Ouest (30%) et sur l'Est que dans l'extrême nord du fait des opportunités de travail salarié (ITSEE 1993a). Ces revenus non-agricoles jouent un rôle important dans la conduite et la survie de l'exploitation agricole ainsi que l'a mis en évidence Carl Frosio (Frosio C. 1998) pour la vallée de la Pouembout.

Cette dernière étude, menée sur 32 exploitations, montre qu'un nombre important des exploitations enquêtées (2/3 des élevages) ont des revenus agricoles en dessous du SMG<sup>35</sup> voire même négatifs (1/3 des élevages).

---

<sup>34</sup> Ainsi que le précise Elsa Faugère (Faugère E. 1996) l'utilisation du terme « stratégie » n'implique pas que les acteurs « programment et planifient leur comportements de façon systématiquement rationalisée et rigide, mais qu'ils évoluent plutôt dans un contexte d'incertitudes où ils font des choix souvent plus dus aux hasards qu'à de quelconques calculs »

<sup>35</sup> SMG = Salaire Minimum Garanti, équivalent à environ 76.000 FCFP net/mois



La principale cause de ces mauvais résultats, est selon l'auteur, relative à l'importance des investissements en matériel (les charges d'amortissement du matériel représentent plus de 50% du produit brut pour l'élevage) et aux remboursements des crédits d'équipements (ils représentent 56% de la VAN<sup>36</sup>) mal ou peu valorisés sur l'exploitation.

La survie ou la reproduction de l'exploitation et du ménage agricole n'est possible que grâce à l'existence de revenus extérieurs qui varient de 200.000 FCF/an à 6 millions et représentent souvent l'essentiel des revenus des ménages. Ainsi, les revenus non agricoles moyens (3.3 millions/exploitation) représentent deux fois le montant des revenus agricoles moyens (1.7 millions / exploitation) pour les exploitations d'élevage enquêtées.

Exprimé autrement, il est possible de remarquer que l'existence de revenus extérieurs permet à certains agriculteurs un sur-équipement qui n'est pas rentabilisable dans leur contexte de production (faibles surfaces concernées, spéculations choisies de faible rapport ...).

Ce travail souligne donc l'importance de la prise en compte des revenus non-agricoles dans la caractérisation des stratégies technico-économiques des exploitations.

#### ➤ Au niveau des ménages

Ces stratégies composites se retrouvent également au niveau des différents membres du ménage.

Les données de 1991 (ITSEE 1993a) indiquent que la population agricole du territoire comprend 44% d'enfants, d'élèves et d'étudiants, 44% d'actifs, qui se répartissent en 32.6% d'actifs agricoles et 11.3% d'actifs non agricoles, et 12% d'inactifs. Les chiffres relatifs à l'ensemble du territoire mettent en évidence l'importance des actifs non agricoles en tribu (ITSEE 1993b), qui représentent 22% de la population agricole en tribu.

C'est en province Nord que le taux d'actifs agricoles est le plus élevé puisque plus du quart de la population agricole se déclarent exploitants et 16% aides familiaux agricoles (ITSEE 1993a). Cependant, il faut remarquer que 8% des actifs déclarent travailler à l'extérieur de l'exploitation (80% de ces actifs extérieurs sont des salariés).

Ces données statistiques recouvrent par exemple le fait que les épouses de certains exploitants « à temps plein » sont salariées et leurs revenus jouent un rôle souvent déterminant dans le maintien et la reproduction de l'exploitation agricole ou le lancement d'une activité d'entrepreneuriat privé.

Il est donc important que les enquêtes ou le traitement des données qui seront réalisées retiennent l'unité familiale et non le chef d'exploitation comme unité d'observation pour l'enregistrement de la pluri-activité.

De même, des personnes absentes du foyer de recensement peuvent également participer de façon importante aux revenus de l'unité familiale. Ce cas est courant dans les unités familiales recensées en tribu où un certain nombre de membres originaires de la famille, résidant en dehors de l'espace tribal, envoient régulièrement une partie de leurs revenus à leur groupe familial d'origine (parents...).

---

<sup>36</sup> Valeur Ajoutée Nette = produit brut – consommations intermédiaires – somme des amortissements du matériel



- Au niveau des parcours de vie : processus d'accumulation et transferts de capitaux entre le secteur salarial ou entrepreneurial et le secteur agricole.

Les statistiques ne comptabilisent que les pluri-actifs menant au moment de l'enquête une activité agricole et une autre activité. Ces données sous-estiment probablement les stratégies de pluri-activité qui s'établissent également dans les trajectoires de vie des ruraux européens et mélanésiens.

Pour certains mélanésiens l'un des schémas en vigueur, et ce, depuis plusieurs générations, consiste en un investissement fort des classes d'âge jeunes vers la recherche d'emploi dans les zones minières ou urbaines (voir contribution de Djama M. in Mercoiret et al. 1999, Faugère E. 1996).

Si l'emploi est permanent et correctement rétribué, les individus maintiendront cette activité salariée jusqu'à leur retraite. Ils pourront pour certains d'entre eux réinvestir dans l'activité agricole au moment de leur retraite, qui correspond au retour à la tribu pour ceux qui avaient dû la quitter.

Si l'emploi est précaire ou s'avère non satisfaisant, la personne est contrainte de construire sa vie sur un aller-retour entre le milieu tribal où elle mène des activités agricoles de subsistance, et des périodes de salariat (dans la mine, le bâtiment, les chantiers de routes...) qui lui permettent d'améliorer ses entrées monétaires et son niveau de vie.

Pour l'ethnie mélanésienne, l'accès à des revenus salariaux obtenus hors tribu constitue généralement le passage obligé des processus d'accumulation en capital. Les opportunités de revenus en tribu sont rares et la légitimité des pratiques marchandes (Pédelahore et al 2002) et de l'enrichissement individuel peu reconnue dans l'espace coutumier.

Dans un certain nombre de cas une partie de l'argent accumulé durant la période salariale peut être réinvestie dans l'outil de production agricole (petite mécanisation, main d'œuvre salariée, plants...) et permettre l'accroissement de l'activité productrice.

Pour les calédoniens d'origine européenne, l'accès à l'éducation et aux postes correctement rémunérés a entraîné un mouvement important d'abandon du secteur agricole au profit du secteur tertiaire mais on observe également des retours à la terre après une période d'accumulation dans d'autres secteurs (salariat, entrepreneuriat...) ou au moment de la retraite. Ici également, comme pour l'ethnie mélanésienne, une part des capitaux dégagés des autres secteurs d'activité peut être ré-investie dans une activité agricole (achat d'une exploitation, créations de nouveaux ateliers productifs, mécanisation, irrigation...).

Ces trajectoires d'activité des ruraux calédoniens génèrent des transferts financiers importants entre les secteurs salariaux et entrepreneuriaux et le secteur agricole qui expliquent la création ou la permanence d'un nombre non négligeable d'exploitations agricoles.

Il sera donc important lors des enquêtes et de l'analyse des données de veiller à préciser les trajectoires de vie des exploitants et de tenter d'obtenir des informations concernant les diverses sources des capitaux ayant permis la création ou le maintien de l'exploitation.



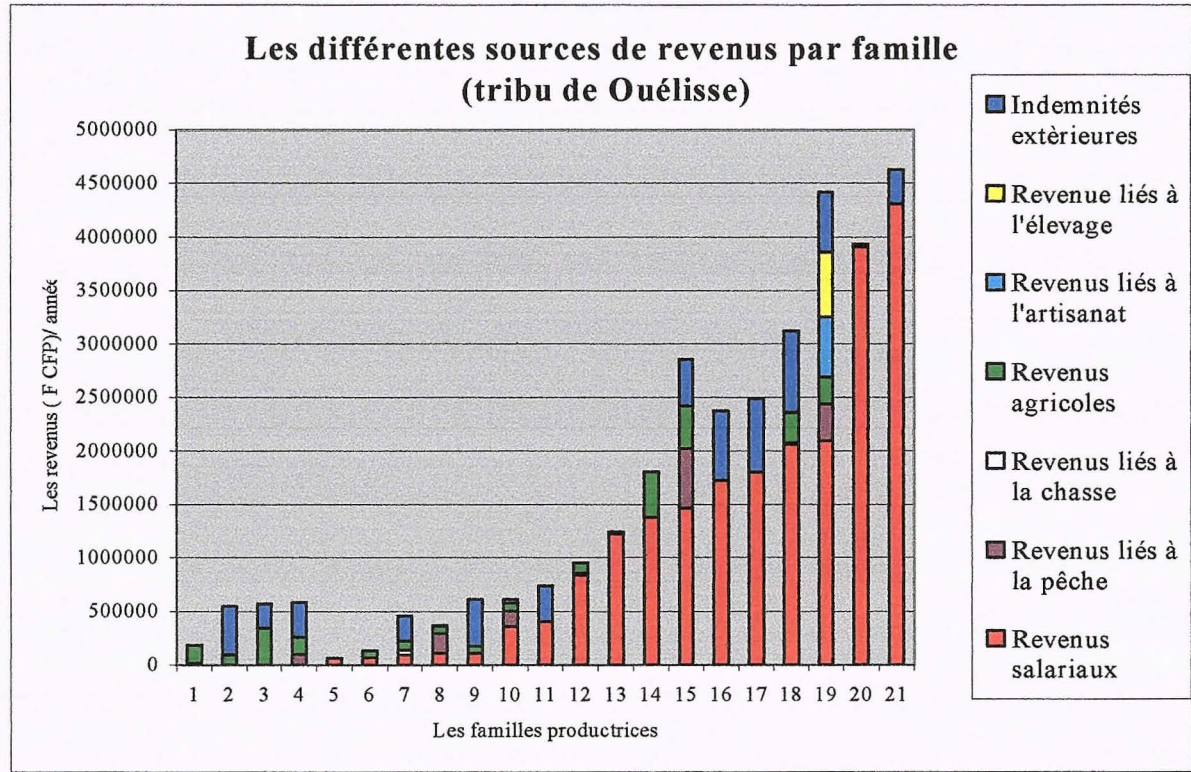
**3.6.2) Des niveaux de salaire attractifs qui déterminent les différentiations matérielles de la plupart des ménages ruraux.**

L'activité minière et les transferts métropolitains génèrent un niveau de salaire important et un coût de la vie élevé. Si la production agricole peut pour certaines exploitations dégager des revenus importants, cette activité ne génère que peu de revenus pour la plupart des petits agriculteurs européens ou mélanésiens et explique leur propension à saisir les occasions d'accès au salariat pour garantir le niveau de vie familial.

Remarquons que, en particulier en milieu mélanésien, bien souvent une culture (même d'igname) peut-être abandonnée ou peu suivie si un emploi, même temporaire, se présente car ce dernier offre des rémunérations généralement sans commune mesure avec celles procurées par (ou économisées grâce à) la parcelle agricole. Les données recueillies par certains chercheurs (Carine Esculier 2000, Djama M. in Mercoiret et al 1999) montrent bien que la différentiation matérielle des ménages en tribu, y compris pour ceux n'ayant pas accès à des emplois permanents, découle essentiellement des revenus salariaux et non des activités agricoles ou rurales (pêche, chasse, artisanat...).

Ainsi, à Ouélisse, Carine Esculier (Esculier C. 2000) a montré que les écarts de revenus monétaires annuels entre les 21 ménages enquêtés de la tribu vont de 60.000 FCFP à 5 millions. Le graphique n°10 ci-dessous montre l'importance des revenus salariaux (69% du total) dans les processus de différentiation matérielle des ménages.

Graphique n° 10



Source : Carine Esculier 2000



Ainsi Marcel Djama (M. Djama in Mercoiret et al 1999) indique que, même pour les ménages où aucun des deux membres du couple ne bénéficie d'une activité salariale permanente, la part des revenus provenant des activités salariales et des prestations qui leurs sont liées représente 54% des revenus totaux, loin devant les revenus liés à la vente des produits agricoles (19%), ou de la chasse (3%) et de la pêche (9%), ou aux transferts sociaux (13%),

Ces processus de différenciation matérielle sont-ils en accélération et ne vont pas sans poser des interrogations par rapport au modèle hiérarchique-égalitaire coutumier (Bensa A. et Freyss J 1994).

Ces travaux, même s'il sont partiels et doivent être confirmés par des relevés dans d'autres tribus, indiquent que l'accès à une activité salariée constitue un critère fort de différenciation des ménages agricoles et que cet élément devra être retenu comme l'un des critères essentiels du cadre typologique proposé.

### **3.7) Des objectifs multiples assignés à la production agricole.**

Si la recherche de revenus monétaires constitue l'un des éléments structurants des stratégies des ménages, la production agricole se voit assigner des objectifs d'autosuffisance alimentaire ou d'échanges coutumiers qui, en particulier en milieu mélanésien, dépassent largement la fonction commerciale.

Certains travaux de recherche apportent des premiers éléments permettant de quantifier l'importance respective de ces différentes valorisations de la production agricole.

Les travaux réalisés en 2001 par Raymond Tyuienon, sur huit familles de la tribu de Gélima, dans la zone de Canala (Sabourin et al 2002b) relatifs à la valorisation des produits agricoles en tribu indiquent que :

- 37% de la production agricole est auto-consommée,
- 56% est destinée à l'échange coutumier et aux dons
- 6.5% est vendue

Un travail précis de mesure de la totalité des parcelles de culture mené par Carine Esculier (Carine Esculier 2000 et Pédelahore et al 2002) sur la tribu de Ouélisse indique que si les revenus monétaires issus de la vente des produits agricoles ne représentent que 2.5 millions de FCFP et donc 8% des revenus monétaires totaux de la tribu, la valeur des productions agricoles auto consommées ou échangées coutumièrement serait estimée<sup>37</sup> à environ 23 millions de FCFP et donc 42% de la valeur totale créée par la tribu. Il est d'ailleurs significatif de constater, lors de la restitution de ces résultats aux habitants de cette tribu, que l'importance de la valeur ajoutée totale créée par la production agricole a constitué une source d'étonnement pour les intéressés.

Si ces travaux demandent à être confirmés par des mesures sur un échantillon de tribu plus conséquent, ils indiquent tout de même l'importance de la prise en compte des objectifs non marchands de la production agricole dans la définition du cadre typologique.

---

<sup>37</sup> Ce montant semble en partie surestimé du fait de la déclaration de rendements moyens probablement supérieurs à la réalité.



### **3.8) Un attachement fort à la terre et aux modes de vie ruraux.**

Le maintien d'une activité agricole dans les unités familiales bénéficiant de revenus non agricoles substantiels ne s'explique pas seulement pas des stratégies anti-risques mais traduit également l'attachement culturel des ruraux calédoniens à la terre.

En milieu mélanésien cette réalité est forte puisque l'identité des clans kanak est directement rattachée au terroir originel (Doumenge 1982) et à la culture de l'igname dont les échanges cérémoniels sont à la base du maintien et de la consolidation des liens sociaux et des alliances. De plus, le terroir tribal a constitué pendant plus d'un siècle le lieu de préservation et de transmission de la culture et des liens humains de la société kanak face à un « monde extérieur » dominé par les références coloniales ou celles du système productiviste-marchand.

Le maintien ou le retour à l'activité agricole est donc bien plus que la recherche d'une autosuffisance alimentaire ou de revenus complémentaires; elle participe directement à l'inscription de l'individu dans l'espace et dans son groupe humain de référence.

Les Calédoniens, d'origine européenne, issus du milieu rural présentent également un attachement à la propriété familiale et à la vie « en brousse » et cherchent à maintenir cette propriété dans leur patrimoine, même si la rentabilité de celle-ci n'est pas avérée ou impose des sacrifices financiers. On peut penser que le niveau élevé des salaires et la modestie des impôts fonciers en Calédonie rendent ces pratiques plus fréquentes que dans d'autres contextes.

### **➤ Conclusion**

L'analyse des interactions entre les activités agricoles et les autres ne devra pas seulement s'attacher à caractériser les relations de concurrence pour le temps de travail ou les ressources, mais également à comprendre les relations de complémentarité et de synergie existant entre ces deux types d'activités.

Les entretiens menés au cours des années antérieures (Pédelahore 2000, Pédelahore et al 2001) montrent que si l'existence de revenus non agricoles importants conduit certains exploitants à ne se soucier que peu de la performance de leur exploitation, elle peut parfois au contraire permettre à d'autres de réaliser des investissements ou d'apporter des soins au troupeau ou aux cultures générant une rentabilité élevée. Ces exemples rappellent que les déterminismes sont rarement simples et univoques et que l'analyse ne devra pas omettre de préciser les objectifs et les raisons qui sous-tendent les différents choix faits par l'exploitant, pour éclairer les contradictions apparentes relevées.



## **4) Revue des typologies existantes.**

Un certain nombre de travaux se sont déjà attachés à caractériser la diversité des ménages agricoles ou des exploitations et à tenter de la simplifier en proposant des typologies qui sont brièvement rappelées ci-dessous. Ces typologies sont partielles mais elles apportent un certain nombre d'informations sur les caractéristiques technico-économiques de ces systèmes et sont utiles pour en tirer des enseignements pour le cadre typologique général proposé au chapitre 5.2.

### **4.1) Typologie des éleveurs de bovins du territoire (1994).**

Suite aux données recueillies lors de l'enquête bovine de 1994, le service statistique de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt (ITSEE 1996) a élaboré une typologie de l'ensemble des élevages bovins du territoire basée sur deux critères principaux :

- les combinaisons de production (producteurs de veaux, engraisseurs, poly-culture élevage, sélectionneurs...)
- le niveau d'équipement (pas d'équipement, gyrobroyeurs seuls, matériel pour la culture et la récolte du fourrage...)

Le croisement de ces deux critères de stratification permet de classer les 799 exploitations bovines recensées pour le territoire en 1994 à l'intérieur de 19 types ou systèmes. Les quatre systèmes de production principaux en terme de nombre d'exploitations sont les suivants :

- Système 1 : production de jeunes animaux de boucherie avec un équipement permettant la mise en valeur du milieu (280 élevages soit 35 % des exploitations, 27% du cheptel et 28% de la surface). Ce système permet un turn-over rapide du capital investi.
- Système 2 : production d'animaux de boucherie sans spécialisation avec un équipement permettant la mise en valeur du milieu (89 élevages soit 11 % des exploitations, 14% du cheptel et 13% de la surface)
- Système 3 : production de jeunes animaux de boucherie avec mécanisation minimale. C'est un système relativement important en terme d'effectif (70 élevages soit 9 % des exploitations) mais qui regroupe peu de têtes (4% du cheptel) et de surfaces (3%). Il représente le système mis en œuvre par les nombreux éleveurs gérant leur troupeau de manière extensive et représentant une faible part de la production de la filière.
- Système 4 : production de gros animaux de boucherie avec un équipement permettant la mise en valeur du milieu (68 élevages soit 8.5 % des exploitations, 16% du cheptel et 15% de la surface).



Si l'on se réfère maintenant non plus au nombre d'exploitations mais à l'importance des différents systèmes en terme de participation à la production totale de viande bovine, l'ordre des différents systèmes est en partie modifié. On retrouve toujours en première position le système 1 (jeunes bovins + équipement) suivi du système 2 (bovin non spécialisé + équipement) mais le système 3 (jeunes bovins sans équipement) laisse sa place au système 4 (gros bovins + équipement) suivi des systèmes 11 (emboucheurs avec mécanisation/artificialisation du milieu) et 12 (animaux de boucherie + animaux en vif).

Remarquons qu'un tiers des exploitations (272/799) réalisent à elles seules 80% de la production. Ces exploitations se situent surtout dans les communes de Bourail, Boulouparis, la Foa, Pouembout et Païta.

Si cette typologie a le mérite de décrire et de quantifier les divers systèmes techniques d'élevage, il faut noter que les données structurelles de chaque type d'exploitation (surface, cheptel, charge à l'hectare, ...) présentent une forte variation à l'intérieur de chacun des types. Il est donc difficile de mettre en évidence des caractéristiques structurelles propres à chacun des types définis. Ceci indique que les caractéristiques structurelles ne constituent pas un déterminant ou un identifiant fort des systèmes de production mis en place par les éleveurs et/ou que les relations de causalité sont trop nombreuses et imbriquées pour qu'il soit possible d'en identifier les principales.

La même remarque peut être faite au niveau des résultats économiques (chiffre d'affaires, productivité brute du travail<sup>38</sup>...). Ils présentent une forte variabilité à l'intérieur d'un même type et rendent difficile l'établissement de différences statistiquement avérées entre les performances de chaque système.

Ces résultats soulignent la nécessité de préciser, avec des personnes ressources et sur la base d'études comparatives, les normes de référence attendues ou « normales » pour les performances de chacun des systèmes techniques identifiés pour pouvoir les comparer entre eux et mieux comprendre « les écarts par rapport à la norme de référence » constatés à l'intérieur de chaque type.

Ils rappellent également la nécessité d'aller plus loin dans la ségrégation des différents types d'élevages pour proposer des critères de stratification permettant de créer des groupes homogènes par rapport aux indicateurs de performance retenus.

La typologie présentée dans le paragraphe suivant apporte un exemple de ce type de ségrégation.

#### **4.2) La typologie des élevages bovins de la province Nord (1991).**

Cette typologie (Marchal 1991, Lhoste 1991) est basée sur les résultats d'enquête de 70 exploitations bovines réparties dans les 15 communes de la province Nord et représentant 12% des élevages bovins et 29% des effectifs animaux.

---

<sup>38</sup> La productivité brute du travail est définie ici comme le rapport entre le chiffre d'affaires agricole rapporté au nombre d'Unité de Gros Bovin/Unité de Travail Humain). .



Ainsi que le précise l'auteur (Lhoste 1991) « l'analyse multidimensionnelle et la classification hiérarchique ont amené ce programme à proposer une typologie en 8 groupes principaux basés sur les variables suivantes » :

- Des critères de structure (surface, effectif bovin),
- Des caractéristiques de l'intensification (% de pâturage naturel)
- Des facteurs zootechniques (% de femelles reproductrices)
- Et surtout des résultats techniques et économiques (taux d'exploitation, kg de viande produite par hectare, produit brut par hectare, % de charge dans le produit...)

Si, comme dans la typologie précédente, les critères structurels participent peu à différencier les types, les résultats zootechniques ou économiques présentent une forte variation entre types et trois principaux groupes homogènes pour ces critères peuvent être identifiés et caractérisés :

**Graphique n° 11 : Tableau des caractéristiques des différents types d'élevage**

Groupe (1 à 3)	Type (1 à 8)	Nb d'éle- vage	Surface pâturée (ha)	Nb d'unité de gros bétail (UGB)	Charge à l'hectare (UGB/ha)	viande produite par hectare pâturé (kg/ha)	Marge brute par hectare pâturé (FCFP/ha)
1 : Elevages techniquement maîtrisés, à finalité productive	1 : doubles actifs	29	145	65	> à 0.5	41.25	8950
	2 : simple actif		505	252			
	3 : ?		355	182			
	8 : élevage mélanésien		220	122			
2 : Elevages extensifs à productivité modérée	6 : élevage mélanésien sur ancienne propriété européenne	17	835	249	>0.17<0.3	9.5	2600
	7 : élevage mélanésien sur agrandissement de réserve		960	165			
3 : Elevages à faible productivité	4 : élevage européen de week-end	13	401	62		3	590
	5 : élevage mélanésien à gestion collective difficile		248	64			

Source : Lhoste 1991

Cette stratification de l'échantillon recoupe également des différences observées au niveau de la composition des pâturages (20 à 40% en amélioré pour les types 1,2,3 et proche de 0% pour les types 4, à 8) et du taux de fécondité (>à80% pour les types 1,2,3 et < à 70% pour les types 4 à 8).

Si les critères de stratifications retenus, liés aux résultats technico-économiques de chaque exploitation, permettent de porter un jugement intéressant sur les performances des différents types d'élevage, il faut remarquer que les services du développement ont jugé que bien que ce travail permettait une bonne description des systèmes d'élevage, il restait limité au niveau de l'interprétation et des conclusions opérationnelles.



Plus qu'une description des caractéristiques et des résultats des exploitations, l'appui aux exploitations implique que la recherche soit en mesure d'apporter des informations sur la compréhension des contraintes du milieu, des objectifs du producteur, et des processus qui engendrent ces résultats (Marchal et al 1991). Cet apport selon les auteurs n'était possible qu'à travers la réalisation d'un suivi précis des pratiques et des études de cas plus circonstanciées dont certaines ont été réalisées dans les années 90 (Tiavouane S. 1995, Marchal V. 1995, Guervilly T. 1998) et se poursuivent actuellement (étude en cours de T. Guervilly sur l'élevage bovin en province Nord, travaux du centre de gestion de la chambre d'agriculture...).

#### **4.3) Typologie des éleveurs de la province Nord ( 1998).**

Cette typologie (contribution de Bernard Faye in Mercoiret et al 1999), propose une stratification des exploitations d'élevage en fonction des objectifs et modes de fonctionnement des exploitations et présente l'intérêt de préciser les évolutions existantes entre les différents types :

- Type 1 : les élevages spécialisés principalement européens (mais pas seulement), dédiés à une logique marchande et concentrés sur la côte Ouest.
- Type 2 : les élevages des pluri-actifs, nombreux sur les deux côtes et en milieu européen et mélanésien. Certains de ces élevages de type 2 peuvent progressivement se spécialiser si les revenus tirés de l'élevage sont suffisants et évoluer vers le type 1. A l'inverse d'autres peuvent rencontrer des problèmes de rentabilité et se tourner progressivement vers d'autres productions agricoles correspondant à des créneaux porteurs.
- Type 3 : les élevages dont la vocation est essentiellement d'occuper l'espace en particulier en milieu mélanésien. Certains de ces élevages collectifs après clarification des légitimités foncières ou de gestion peuvent revenir à un membre ou à une famille et acquérir alors une logique marchande les faisant évoluer vers le type 1.

#### **4.4) Typologie des GIE/GDPL d'élevage réalisée par la DDRP (1994).**

Cette typologie (Varin D. 1998, ITSEE 1996) concernait les 76 groupements mélanésiens dénombrés en 1994 qui représentaient 13.990 têtes (13% du total NC) pour une surface de 31 760 ha (13% du total NC).

Les critères de stratification retenus sont liés au type de fonctionnement et aux objectifs des groupements et aboutissent à la création de 6 types distincts décrits dans le tableau n° 12 page suivante.



Tableau n° 12 : **Typologie des groupements d'élevage.**

Type	Nombre de gpts	Pâturages entretenus et prairies (en % du total des surfaces)	Rendements commerciaux (Kg/UGB)	Productivité brute du travail Millions FCFP/UTH
1 : Exploitation à tendance familiales issues de GIE décantés	20	47%	75	1.3
2 : Associations foncières pastorales inachevées	24	6%	40	1.4
3 : Entreprises d'élevage	11	59%	91	2.3
4 : GIE/outil de valorisation sociale d'un groupe	13	39%	88	0.9
5 : Caisses sociales	4	6%	32	0.5
6 : En sommeil ou en dissolution	4	58%	/	/
Total	76			

Source : tableau construit à partir des données contenues dans Varin D. 1998, ITSEE 1996.

Même si certaines données structurelles ou techniques présentent des valeurs voisines entre les exploitations appartenant à différents types, cette étude permet tout de même d'identifier des types qui se distinguent par leurs pratiques de gestion des pâturages et du troupeau et qui obtiennent des résultats économiques différenciés.

Cette étude incite également à intégrer les GIE mélanésiens à tendance familiale issus de GIE décantés dans les exploitations marchandes classiques pour passer d'une grille de lecture « ethnique » à une classification technico-économique des systèmes existants (voir la proposition de cadre typologique des systèmes de production et d'activité présentée au chapitre 5). Ce nouveau mode de classement des GIE semble de nature à contribuer à renouveler les lignes de clivage communément admises et la vision du monde rural calédonien.

Elle incite enfin à intégrer les entreprises d'élevage mélanésiennes dans la typologie générale proposée (voir chapitre n°5) dans le type « entreprise agricole » pour les mêmes raisons.

#### 4.5) Typologie des agriculteurs de la vallée de la Pouembout (1998).

Cette enquête (Carl Frosio 1998) a concerné 36 exploitations sur les 62 (58% du total) que compte la vallée de la Pouembout et a cherché à recouvrir la diversité des systèmes de production existants :

- 21 exploitations d'élevages (notées E1 à E4 dans la typologie)
- 11 exploitations de polyculture, associant élevage et maraîchage (notées P1 à P3 dans la typologie)
- 4 exploitations de maraîchage et/ou culture légumière de plein champ (notées M1 dans la typologie)



La typologie réalisée se base sur le croisement de deux critères de stratification, la surface agricole utilisée<sup>39</sup> par travailleur (SAU/UTA) et la valeur ajoutée nette<sup>40</sup> par travailleur<sup>41</sup> (VAN/UTA) et donne les résultats présentés dans le tableau suivant (tableau n° 13).

Tableau n° 13 : **Description des différents types d'agriculteurs de la vallée**

TYPE	Nombre d'exploitations	SAU/UTA (ha)	VAN/UTA (millions de FCFP/an)	Remarques
E1 : Elevages extensifs à forte valeur ajoutée	2	422 < x > 565	>7.4	
E2 : Elevages semi-intensifs à valeur ajoutée forte ou moyenne	6	60 < x > 300	3.2 < x > 6.86	
E3 : Elevages à valeur ajoutée faible sur surfaces moyennes »	7	Moyenne 277	0.14 < x > 1.37	Exploitations peu suivies et intégrant les 2 GIE en milieu mélanésien
E4 : Elevages à faible productivité sur faibles surfaces »	4	5.3 < x > 65	1.7	
P1 : exploitations performantes tournées vers l'élevage bovin »	2	400 ha	4.9 < x > 5.6	
P2 : exploitations performantes à dominante maraîchère »	5	93 ha	2 < x > 5.6	
P3 : exploitations peu performantes sur surfaces moyennes ou réduites »	3	5 < x > 100	< à 1	Exploitations en fin de vie ou secondaires pour l'exploitant
M1 : Exploitation peu performante	3	2 < x > 15	< à 1.3	
M2 : Expl. performante	1	10	7	

Source : tableau réalisé à partir des données de Frosio C. 1998

Cette typologie rappelle à nouveau la forte variabilité des résultats économiques à l'intérieur d'un même système de production et s'attache à regrouper les exploitations en fonction de leurs performances. Ainsi, si des performances moyennes différentes sont obtenues pour les trois systèmes de production étudiés (élevage, polyculture-élevage et maraîchage), cette forte variabilité intra-système observée invite, ici encore, à préciser les performances de référence ou « normales » pour chacun de ces systèmes.

<sup>39</sup> La surface agricole utilisée = surface toujours en herbe + grandes cultures (céréales, fourrages...) + légumes frais, fleurs et cultures permanentes + jachères

<sup>40</sup> La valeur ajoutée nette = produit brut – consommations intermédiaires – somme des amortissements du matériel

<sup>41</sup> Unité de travail Annuel : quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps (39 heures ou plus par semaine, 20 jours ou plus par mois).



Une faible corrélation entre la surface par travailleur et les performances économiques de l'exploitation est également mise en évidence pour les élevages bovins, et rappelle la plasticité du système extensif et la nécessité de mettre au point des indicateurs économiques pertinents pour comparer le niveau de valorisation des moyens de production (terre, travail capital) par les différents systèmes techniques.

#### 4.6) Typologie des agriculteurs marchands de la côte-Est (2001).

Cette étude (Pédelahore et Al 2002), issue d'une collaboration entre l'ADRAF la DDEE et l'IAC, a porté sur un échantillon, constitué à dire d'expert, de 44 producteurs marchands<sup>42</sup> de la côte Est. Cet échantillon a visé à retenir des agriculteurs des différentes communes, pratiquant des spéculations marchandes diverses, et d'âges différents. Trois types principaux ont été identifiés sur la base des objectifs globaux du ménage et des résultats de l'activité agricole :

- Type 1 : les héritiers de l' « époque du café ». Ce sont généralement des ménages ou des producteurs âgés et dont la plupart n'ont pas de successeurs. Ils bénéficient d'un capital plantation et de savoir-faire et tirent quelques modestes revenus de cette activité qui constitue pour nombre d'entre eux (retraités avec une pension modeste) une part décisive de leurs ressources monétaires. Ce groupe est important dans l'échantillon retenu (38%) et également dans la réalité, puisque une part importante des agriculteurs marchands de la côte Est sont des producteurs de café âgés.
- Type 2 : des pluri-actifs à la recherche d'une diversification agricole de leurs revenus. Ce groupe rassemble des ménages pour lesquels l'activité agricole procure la majorité des revenus monétaires. Il comporte aussi des ménages ayant un membre salarié dont les revenus non agricoles sont majoritaires et leur permettent d'investir dans des productions agricoles rémunératrices, mais parfois risquées (tubercules) ou à long terme (arboriculture fruitière). C'est un groupe important dans l'échantillon enquêté (37%) et probablement celui le plus représenté sur la côte Est.
- Type 3 : les agriculteurs « professionnels ». Ce sont des producteurs qui se sont résolument engagés (investissements lourds) dans une stratégie de professionnalisation dans le secteur agricole (culture mécanisée d'ignames) et ne disposent pas de revenus extérieurs. Ils représentent 25% de l'échantillon enquêté mais beaucoup moins dans la réalité où il n'existe que quelques rares cas de ce type.

---

<sup>42</sup> Les agriculteurs marchands représentent ici des agriculteurs fortement insérés dans des filières agricoles marchandes (café, fruits, igname en mécanisé, miel) et connus ou suivis par les services techniques de la Province Nord.



Une première estimation de la productivité brute du travail présentée dans le tableau ci-dessous (voir tableau n°14) fait apparaître des différences notables entre les spéculations développées par chaque type de producteur identifié.

Tableau n° 14 : *Caractéristiques technico-économiques des diverses cultures.*

Culture	Surface/ famille en ha	Rendement en kg/ha	Production/an en kg/famille	Prix en FCFP/kg	Chiffre d'affaire de la famille en FCFP	Temps de travail estimé en heures/ha	« Productivité du travail » <sup>43</sup> en FCFP/heure
Café soleil	0.5	800	400	54 (= 650 F/touque)	21600	250	173
Litchi	10 arbres (0.2 ha)	2500 (50 kg/arbre)	500	250	125000	200	3125
Agrume	10 arbres (0.2 ha)	2500 (50 kg/arbre)	500	150	75000	200	1875
Igname	1 ha	5000	5000	250	1250000	280	4464
Salaire Minimum Garanti (SMG)	Calcul réalisé sur la base de 47 semaines de travail par an et de 39 h par semaine.				900000	1833	490

Source : Pédelahore Philippe et al 2001.

Si cette typologie éclaire les différentes stratégies à l’œuvre en milieu agricole mélanésien et les liens entre ces types de producteurs et les filières qu’ils privilégient, il semble important d’élargir ce type d’enquête et les données mobilisées pour tester la validité de ces résultats sur l’ensemble des producteurs mélanésiens de la province-Nord et préciser avec les intéressés les résultats économiques obtenus pour les différentes spéculations pratiquées.

#### 4.7) Typologie des ménages ruraux en milieu mélanésien (2000).

Cette étude réalisée par Marcel Djama (Djama M. in Mercoiret et al, 1999) se base sur l’identification des différents types de stratégies mises en œuvre par les ruraux en tribu. L’auteur précise que les individus développent, en fonction de leur position sociale (aîné ou cadet, clans ayant droits fonciers ou clans accueillis) et de leurs possibilités d’intégration à l’économie de marché (proximité des lieux de salariat, intégration dans les réseaux de captation des emplois, niveau de formation...) diverses stratégies qu’il est possible de regrouper autour de cinq principaux types :

<sup>43</sup> Attention cette « productivité du travail » est calculée sur la base du bénéfice brut et non du bénéfice net et ne tient donc pas compte des consommations intermédiaires (intrants...) et de l’amortissement des investissements. Elle est donc surestimée, en particulier pour les productions utilisant des pesticides et/ou de la mécanisation.



- jeunes dominés par le souci d'émancipation économique et sociale rendue parfois difficile par la prégnance du rapport aîné/cadet, les contraintes foncières et la force de la pression sociale. Ces stratégies peuvent se décliner en trois types principaux :
  - des stratégies majoritaires des jeunes focalisées sur les activités salariées
  - des jeunes en situation d'attente ou de repli qui s'orientent vers des stratégies opportunistes notamment la pluri-activité
  - des stratégies minoritaires de jeunes qui passent par le développement d'activités agricoles pour gagner leur vie.
- chefs de famille salariés qui recherchent ou souhaitent maintenir un ancrage rural
- offensives entrepreneuriales agricoles d'un certain nombre de chefs de famille cadres ou salariés
- pluri-actives et opportunistes de la très grande majorité des chefs de familles ruraux d'âge mûr.
- préservation d'un certain mode de vie des anciens.

Ainsi que cela a déjà été signalé dans les chapitres antérieurs, l'auteur précise qu'il n'y a pas de « cloisonnement étanche » entre ces diverses stratégies que les acteurs mettent en œuvre alternativement ou de façon complémentaire et selon les différentes étapes de leur vie.

Cette typologie est intéressante pour les données qualitatives et explicatives qu'elle présente mais ce type d'information devra être complété dans la typologie à réaliser en 2003 par des données quantitatives permettant d'évaluer l'importance numérique et la localisation des différents types de ménages identifiés.

#### **4.8) Typologie des habitants de la tribu de Ouélisse (2000).**

Ce travail (Carine Esculier 2000) concerne 21 familles des 25 qui résident à la tribu de Ouélisse (commune de Voh). La typologie est basée sur les systèmes d'activité de la famille :

- Type 1 : familles dont les membres n'exercent aucun emploi salarié (retraité, sans emploi) et qui trouvent dans l'activité agricole l'essentiel de leur revenus monétaires et leur alimentation. Ces familles regroupent 20% des familles enquêtées et ont des revenus monétaires compris entre quelques dizaines de milliers de FCFP et 550.000 FCFP/an.
- Type 2 : familles dont l'un des membres exerce un emploi temporaire et qui diversifient leurs activités et leurs sources de revenus (agriculture, pêche, chasse). Ce groupe représente 28% des familles qui disposent de revenus compris entre quelques dizaines de milliers de FCFP et 550.000 FCFP/an.



- Type 3 : familles bénéficiant d'un emploi stable et développant ou non d'autres activités. Ce groupe est majoritaire avec plus d'une famille sur 2 (52%) et dispose de revenus compris entre 600.000 FCFP et 5 millions de FCFP/an.

Si cette typologie présente l'avantage d'avoir pris en compte la quasi-totalité des ménages de la tribu et d'apporter des données précises et quantifiées, cette démarche devrait être étendue à un nombre plus important de sites pour en confirmer les résultats.

#### **4.8) Conclusion.**

Les différentes typologies présentées apportent d'intéressantes informations sur les stratégies et raisons des choix des ménages agricoles, sur l'importance quantitative des types identifiés, leurs caractéristiques et, pour certaines d'entre elles, sur leurs performances technico-économiques.

Le caractère lacunaire et l'hétérogénéité des données présentées du point de vue des critères de stratification ou des indicateurs de performance n'autorisent pas la réalisation d'une synthèse de ces différents matériaux mais les enseignements que l'on peut en tirer sont utiles pour guider la construction d'un cadre typologique pertinent pour l'ensemble de la province (voir paragraphe n°5.2 pour le cadre typologique proposé).



## 5) Proposition d'un cadre Typologique.

### 5.1) Remarques préalables pour la construction et l'utilisation d'une typologie.

Il est possible de réaliser un nombre important de typologies différentes sur une même réalité agricole ou rurale. Ce qui constitue la valeur d'une typologie, outre sa puissance de ségrégation des différents types existants, réside en grande partie dans la clarification des questions pour lesquelles on attend qu'elle apporte des éléments de réponse.

- Réaliser un choix pertinent des critères de stratification en fonction des questions posées à la recherche.

Au-delà de l'utilité de la typologie pour caractériser et comprendre la diversité des stratégies, un certain nombre de questions a déjà été exprimées par les partenaires des services du développement et de la profession agricole :

- Qui aider en priorité avec des fonds publics ?
- Quels sont les systèmes qui valorisent le mieux l'hectare de terre, le travail familial, l'argent investi ?
- Quels systèmes de production et d'activité proposer aux jeunes qui s'installent en agriculture ?
- Vers quels systèmes de production et d'activité faire évoluer les systèmes actuels ?
- ...?

L'atelier qui sera organisé le 21 mai 2003 sur ce thème permettra de préciser les questions et attentes des services du développement et de la profession agricole.

Ces questions étant clarifiées, la définition des critères de stratification est alors possible et retiendra généralement ceux pour lesquels on fait l'hypothèse ou la preuve qu'ils permettent de discriminer efficacement les différents types existants sur le terrain (mono ou pluri-activité, agriculture familiale ou collective...).

- Trouver le bon équilibre entre une volonté de simplification de la diversité et la prise en compte de cette diversité : un pari particulièrement difficile dans le contexte agricole calédonien.

La construction d'une typologie vise à réduire la diversité existante en construisant des groupes « dits homogènes » caractérisés par un certain nombre de variables structurelles, fonctionnelles ou de résultats et des stratégies. Le nombre de groupes doit être suffisamment important pour rendre compte de la diversité existante et ne pas se limiter à énoncer des banalités, mais doit éviter la multiplication des types qui limiterait la lisibilité de la typologie et son impact heuristique.



Dans le contexte agricole calédonien caractérisé par l'importance de la pluri-activité, l'imbrication des objectifs identitaires, économiques et fonciers, et le poids important des trajectoires familiales ou individuelles sur les choix stratégiques ou techniques, cet équilibre est d'autant plus difficile à trouver du fait que chaque exploitation est quasiment un cas unique et distinct des autres. On peine ainsi parfois à identifier les facteurs structurels (surface, mono ou pluri-activité...) qui constituent des déterminants forts et explicatifs des stratégies de l'ensemble des agriculteurs et faciliteraient la construction des messages techniques et la définition de politiques d'appui équitables et porteuses de développement.

Cette réalité impose donc un choix particulièrement judicieux des critères de stratification pour limiter le nombre de type et préserver la lisibilité de la typologie proposée.

➤ Choisir des indicateurs pertinents.

La clarification des questions qui motivent la réalisation de la typologie permet également de définir les indicateurs les plus pertinents pour caractériser chacun des types identifiés.

Au vu des typologies antérieures, des caractéristiques des exploitations et des objectifs de la typologie à construire, il paraîtrait utile de retenir préférentiellement des indicateurs permettant de comparer des systèmes de production et d'activité très divers (élevage, maraîchage, vivrier, salariat...).

Les indicateurs économiques, permettant de traduire la performance de ces systèmes pour la valorisation des divers moyens de production apparaissent comme pouvant constituer l'une des réponses possibles à cette exigence :

- productivité du travail en FCFP/heure ou FCFP/UTA,
- marge brute ou nette à l'hectare
- taux de profit du capital investi

Cependant ces indicateurs économiques devront être associés à d'autres modes d'évaluation pour rendre compte des différents objectifs de la production agricole (auto-consommation, échanges coutumiers ...).

➤ Définir « des valeurs de référence » pour les indicateurs choisis pour caractériser chaque système de production et d'activité.

Les travaux déjà réalisés par les différents auteurs montrent une forte dispersion des données structurelles (surface ...) et des résultats économiques pour un système de production donné. Exprimer les indicateurs économiques par unité de facteur de production (marge brute par hectare) et non par exploitation (marge brute de l'exploitation) permet déjà de réduire cette diversité.

Cependant l'importance de la variabilité des performances et des trajectoires (exploitations en phase d'installation, en vitesse de croisière, en fin de vie, ...) des exploitations d'un même type nécessite de poursuivre cette réduction de la diversité en identifiant comme valeur de référence celle qui traduit la réalité d'une exploitation gérée correctement et en vitesse de croisière.



Ces valeurs de référence des indicateurs doivent être définies sur la base des données issues des suivis technico-économiques des exploitations mais également définies à partir de l'expertise des personnes compétentes pour chacun des systèmes étudiés. C'est cette double source d'information qui permettra de préciser les valeurs des indicateurs traduisant les performances « normales » de chacun des systèmes de production étudiés et d'identifier les cas atypiques (exploitation en fin de vie, élevage de « loisirs »...) ou traduisant un contexte particulier (année de sécheresse, année de mévente de la production...).

La comparaison des potentialités « normales » de chaque système de production et d'activité pourra alors prendre toute sa signification.

- Le périmètre d'utilisation de l'outil typologique : une photographie de l'existant utile mais généralement insuffisamment précise et détaillée pour déboucher sur du conseil technique individuel.

Si la typologie peut permettre de mieux appréhender les caractéristiques (structurelles, résultats économiques...) des différents types de systèmes de production ou les stratégies des exploitants, son faible niveau de détail ne permet généralement pas de décrire précisément les contraintes techniques et financières de chacune des exploitations et donc d'identifier les éléments à améliorer pour chacune d'entre elle. Le travail de recueil de données pour la typologie doit donc être prolongé par un suivi des exploitations et une analyse précise de leurs moyens, pratiques et objectifs pour définir avec l'exploitant les mesures d'amélioration réalisables. La typologie ne remplace donc pas, même si elle peut l'éclairer, le travail du conseiller technique ou du conseiller en gestion.

- En guise de conclusion.

Les précisions faites dans les chapitres antérieurs sur la démarche et l'utilisation de l'outil typologique visent à renseigner les débats à venir et à circonscrire le périmètre d'usage d'une typologie pour prévenir des attentes excessives qui par le passé ont pu être déçues, mais également à rappeler l'utilité de cet outil.

Les débats sur l'utilité et l'usage d'une typologie n'est pas clos et il sera largement abordé lors des ateliers réunissant les chercheurs, les services techniques, la chambre d'agriculture et les représentants de la profession agricole.

De même ces ateliers devront contribuer à préciser les questions auxquelles devra cette typologie devra aider à répondre et les critères pertinents à enregistrer et qui pourront servir de critères de stratification.

Pour apporter des éléments constructifs à ces débats le chapitre suivant propose une typologie dont la pertinence sera débattue lors de ces ateliers et en particulier lors de celui du 21 mai qui réunira l'IAC et la DDEE.



## 5.2) Proposition d'un cadre Typologique.

Les différents facteurs de différenciation présentés dans le chapitre 3, les critères mentionnés dans les typologies déjà existantes présentés dans le chapitre précédent, l'analyse des données d'enquêtes recueillies sur les agriculteurs marchands en 1998 (Pédelahore P. et Bosc P.M. 2000) et les premières interrogations portées par les services du développement et la profession agricole conduisent à proposer le cadre typologique décrit ci-après pour la classification des systèmes de production et d'activité en province Nord.

Ce cadre typologique, défini lors de la mission d'appui de M. Bonnal du CIRAD (Mercoiret M.R. et Bonnal P. 2002), est basé sur deux niveaux de différenciation :

- les systèmes d'activité
- les systèmes de production et techniques

### 5.1.1) Les systèmes d'activité.

**Le premier niveau** est basé sur la combinaison des trois principaux critères de stratification :

- La forme juridique de l'exploitation (familiale, collective ou entreprise)
- L'orientation générale de l'exploitation et la ou les finalités de la production agricole
- L'existence d'activités non-agricoles pour le chef d'exploitation

La forme juridique apparaît comme un critère utile pour rendre compte des différentes formes d'exploitation du milieu (familiale, collective ou entrepreneuriale) et « rebattre » en quelque sorte les cartes pour tenter de dépasser les clivages « en tribu/hors tribu » qui ne traduisent qu'imparfaitement les dynamiques et les expériences novatrices en cours. La typologie des élevages collectifs mélanésiens déjà présentée (Varin 1998) illustre bien cette nécessité de faire évoluer les cadres d'analyse pour mieux traduire les évolutions conduites par les promoteurs agricoles en milieu mélanésien telles que celle illustrée par l'avènement des « exploitations à tendance familiales issues de GIE décantés » ou les GIE claniques avec gérant et main d'œuvre salariée qui s'apparentent plus à une structure d'entreprise. De même, l'émergence de la filière aquacole et son poids dans le secteur agricole incite à élargir à l'entrepreneuriat les formes juridiques étudiées.



Le critère d'orientation générale de l'exploitation a été retenu pour rendre compte de la finalité essentiellement commerciale ou coutumière des exploitations sachant cependant que les exploitations dites coutumières commercialisent également une partie de leur production (cultures « dites de rente » comme le café ou le litchi ou « dites vivrières » comme les tubercules), mais que les objectifs assignés à cette production sont également ceux de l'autoconsommation et de l'échange coutumier. Cette opposition commerciale/coutumière semble mieux rendre compte de la diversité existante que la dichotomie marchande/vivrière habituellement retenue.

Les données exposées ont démontré l'importance de la pluri-activité dans la réalité et les stratégies des agriculteurs calédoniens. Cette typologie fait l'hypothèse que la plus ou moins grande importance de l'activité non agricole, en terme de captation de temps de travail de l'exploitant et d'apport de revenus monétaires, détermine de façon importante les systèmes de production qui pourront être mis en place et se révélerait donc un puissant critère de stratification.

Sur la base de ces trois critères de stratification successifs, six grands types de systèmes d'activités ont ainsi été définis (voir tableau n°15 ci-dessous). Des critères supplémentaires (source des revenus existant au niveau du ménage, type d'activité non-agricole, type d'entreprise) utiles pour l'analyse sont rappelés ici et permettent d'affiner la typologie en sous-types tels que présentés dans le tableau n°15 ci-dessous.

Tableau n° 15: *Critères de différenciation pour le niveau 1 de la typologie proposée*

Forme	FAMILIALE								COLLECTIVE		ENTREPREUNARIALE		
Finalité	commerciale				coutumière				commerciale	Coutumière	commerciale		
Pluri-activité	Sans activité non agricole		Avec activité non agricole		Sans activité non agricole		Avec activité non agricole		Sans objet				
Sous types	Sans revenus non agricoles	Avec revenus non agricoles (immobilier, salaire d'un membre de la famille)	Activité salariale (emplois fixes ou temporaire)	Activité entrepreneuriale (agro-alimentaire ou colportage)	Sans revenus non agricoles	Avec revenus non agricoles	Activité salariale	Activité entrepreneuriale			Entreprise agricole avec salariés	GIE clanique avec gérant et main d'œuvre salariée	Entreprise agricole du secteur public ou mixte (aqua-culture)

Les six principaux types de systèmes de production et d'activité sont décrits ci-dessous.

### Type 1 : les exploitations familiales commerciales sans activités non-agricoles.

Ce sont des exploitations familiales dont l'objectif premier est la mise en marché des produits agricoles même si une partie de la production peut-être utilisée pour la consommation familiale ou les échanges. Ces exploitations se retrouvent majoritairement en milieu européen mais existent également en milieu mélanésien. L'élément spécifique de ce groupe est l'absence d'activité non agricole pour le chef d'exploitation qui se consacre donc exclusivement à son exploitation et est en mesure de réaliser en règle générale un plein temps sur ses activités agricoles.



Ce type peut utilement être décomposé en deux sous-types :

- Sous-type 1.1 : les familles ne bénéficiant pas de revenus non agricoles, et devant donc subvenir aux besoins de l'unité familiale et de leur exploitation sur les seuls produits alimentaires ou monétaires issus de leur activité de production agricole (agricole au sens large y compris la pêche et la chasse) .
- Sous type 1.2 : les familles disposant de revenus complémentaires non agricoles composés généralement par le salaire d'un membre de la famille, l'existence de retraités dans le groupe familial ou de revenus immobiliers.

## **Type 2 : les exploitations familiales commerciales développant des activités non agricoles.**

Ce sont des exploitations familiales à vocation commerciale dans lesquelles l'exploitant partage son temps de travail entre son activité agricole et une activité non agricole.

Ces unités familiales bénéficient donc de revenus non agricoles qui peuvent être parfois supérieurs aux revenus dégagés par l'activité de production agricole.

Quatre sous types ont été créés pour différencier les chefs d'exploitation qui bénéficient d'un travail salarié (permanent ou temporaire) ou qui développent une activité d'entrepreneuriat privé dans l'agro-alimentaire ou le commerce (colportage...) :

- Sous-type 2.1 : producteur ayant un emploi fixe et bénéficiant donc d'une sécurité de revenus lui permettant de supporter de fortes variations de ses revenus agricoles et éventuellement d'investir dans son exploitation à partir des revenus non agricoles.
- Sous-type 2.2 : producteur ayant un emploi temporaire et/ou des revenus complémentaires épisodiques. L'agriculteur est limité dans ses choix techniques et stratégiques par l'incertitude pesant sur la régularité de ses ressources financières.
- Sous-type 2.3 : producteur associant une activité agricole et une activité d'entreprise agroalimentaire. Les produits agricoles de l'exploitation font l'objet d'une transformation à la ferme de type entrepreneuriale (statut spécifique, recours à la main d'œuvre salariée). Pour faire fonctionner au mieux l'unité de transformation, des produits agricoles peuvent être achetés auprès d'autres producteurs.
- Sous-type 2.4 : producteur associant une activité agricole et une activité commerciale de type collecte mise en marché. Ces producteurs peuvent souvent collecter et mettre en marché des produits achetés en dehors de leur propre exploitation.



### **Type 3 : les exploitations familiales coutumières sans activités non-agricoles.**

Ces sont des exploitations familiales généralement situées en tribu dont la finalité de production est multiple et intègre l'autoconsommation, les échanges coutumiers, expression des solidarités claniques et de l'identité du groupe familial, et la vente de produits alimentaires (tubercules...) ou dits de rente (café, litchi, agrumes, ...) via les marchés de proximité, les associations ou groupements de collecte (Arbofruit, Gapce...) ou les colporteurs.

Ici encore, comme pour les exploitations familiales commerciales, l'existence de revenus non agricoles (membre de la famille salarié) conduit à distinguer deux sous-types :

- Sous-type 3.1 : les familles ne bénéficiant pas de revenus non agricoles, et devant donc subvenir aux besoins de l'unité familiale et de leur exploitation sur les seuls produits alimentaires ou monétaires issus de leur activité de production agricole (agricole au sens large y compris la pêche et la chasse) .
- Sous type 3.2 : les familles disposant de revenus complémentaires non agricoles composés généralement par le salaire d'un membre de la famille, l'existence de retraités dans le groupe familial ou de revenus immobiliers.

### **Type 4 : les exploitations familiales coutumières développant des activités non agricoles.**

Le chef de famille des exploitations coutumières associe également de façon fréquente des activités salariales ou entrepreneuriales à son activité agricole. Ici encore des sous-types ont été créés pour rendre compte de la diversité des situations existantes :

- Sous-type 4.1 : producteur ayant un emploi fixe et bénéficiant donc d'une sécurité de revenus lui permettant de supporter de fortes variations de ses revenus agricoles et éventuellement d'investir dans son exploitation à partir des revenus non agricoles.
- Sous-type 4.2 : producteur ayant un emploi temporaire et/ou des revenus complémentaires épisodiques. L'agriculteur est limité dans ses choix techniques et stratégiques par l'incertitude pesant sur la régularité de ses ressources financières.
- Sous-type 4.3 : producteur associant une activité agricole et une activité d'entreprise souvent dans le domaine des transports (bus scolaires, taxi local...) ou du bâtiment.
- Sous-type 4.4 : producteur associant une activité agricole et une activité commerciale de type collecte mise en marché. Ces producteurs peuvent souvent collecter et mettre en marché des produits achetés en dehors de leur propre exploitation.



## **Type 5 : Agriculture collective.**

Le terme agriculture a ici un sens générique puisqu'il s'agit essentiellement d'unités de production d'élevage et plus particulièrement des GIE/GDPL établis en milieu mélanésien. Parmi les différents systèmes identifiés par la DDRP (Varin 1998), nous n'avons retenu ici que les élevages gérés par un collectif d'individus. Les « GIE décantés à tendance familiale » où le troupeau a été accaparé par un seul producteur nous semble relever essentiellement d'une logique d'exploitation familiale commerciale (Type 1). De même, les GIE ayant recours à un personnel salarié et une délégation complète de la gestion à un gérant correspondent à une agriculture de type entrepreneuriale privée (Type 6) (citation Mercoiret M.R. et Bonnal P. 2002).

Il est possible de scinder ces exploitations collectives en deux groupes selon la finalité de leur activité.

### **Sous -type 5.1 : Agriculture collective à finalité commerciale.**

Ce type regroupe les GIE à finalité économique (noté 10.2 dans la typologie de la DDRP, Varin 1998) où il existe une véritable gestion de la ressource fourragère et du troupeau et où la production est commercialisée via l'OCEF ou les bouchers de l'intérieur. Le troupeau collectif est géré par un membre du groupe qui reçoit une compensation. Les revenus dégagés sont répartis entre les membres

### **Sous -type 5.2 : Agriculture collective à finalité coutumière.**

Ce type regroupe les GIE dont la finalité économique est plus celle d'une caisse sociale utilisée en cas de besoin urgents (maladie) ou collectifs (abattage d'une tête de bétail pour une fête locale) et où il n'existe pas de véritable gestion de la ressource fourragère et du troupeau (noté 10.3 et 10.5 dans la typologie de la DDRP, Varin 1998).

## **Type 6 : Agriculture entrepreneuriale.**

Ce type regroupe les exploitations où l'activité agricole est assurée par des travailleurs salariés.

Trois sous types permettent de rendre compte des différentes situations rencontrées en province Nord :

- Sous-type 6.1 : l'entreprise patronale familiale. Le producteur est le seul membre de la famille qui travaille dans l'exploitation où il assure la fonction de coordination et de gestion. L'ensemble du travail est assuré par des travailleurs salariés.
- Sous-type 6.2 : les GIE d'élevage conduits comme une entreprise (entreprises claniques) mentionnées antérieurement. La gestion de l'entreprise est assurée par un gérant salarié.
- Sous-type 6.3 : les entreprises du secteur public ou mixte telles que celles existantes dans le domaine de l'aquaculture. La gestion de l'entreprise est assurée par un gérant salarié.



### 5.1.2) Les systèmes de production et techniques.

**Le second niveau** de stratification fait référence aux systèmes de production agricole retenus par les exploitants, à leur niveau d'intensification et aux techniques mises en œuvre. C'est à ce niveau de précision que pourront être mesurées les performances économiques des systèmes de production étudiés à partir du calcul des résultats de chacune des productions mises en œuvre par l'exploitant.

Sur la base, en particulier, des données de l'enquête de 1998 (Pédelahore P. et Bosc P.M. 2000) , 17 principaux systèmes de production ont ainsi été identifiés et permettent de rendre compte de la diversité rencontrée. Ces seize systèmes sont définis par la spéculation principale de l'exploitation (élevage, maraîchage, apiculture...) et sont subdivisés en plusieurs sous-systèmes en fonction des productions de diversification développées par l'exploitant (bovin-céréale, bovin-cerf...) et/ou des caractéristiques techniques des productions (naisseur/engraisseur, maraîchage de plein champ ou sous-serre...).

Les détails de cette typologie sont présentés dans le tableau n°16 page suivante.

Si la plupart des systèmes de production et techniques figurant dans le tableau n°16 ne nécessitent pas de commentaires particuliers, il semble cependant utile de préciser la définition des systèmes n°14 et n°15, dénommés « coutumiers » et « coutumiers avec spéculation de diversification à visée commerciale ».

Ainsi que cela a déjà été mentionné les systèmes coutumiers dont la production est destinée à l'autoconsommation et à l'échange consacrent une partie de celle-ci à la vente pour l'obtention de revenus monétaires. Les systèmes n°14 et 15 permettent de distinguer l'importance de cette activité marchande au regard des finalités d'autosuffisance alimentaire ou d'échange.

Le système n°14 concerne les ménages agricoles où la quantité vendue (ou les surfaces consacrées aux produits mis en marché) est inférieure à 10% de la production agricole (ou des surfaces cultivées de l'exploitation).

Le système n°15 s'applique lorsque la quantité vendue, ou les surfaces consacrées aux produits mis en marché sont compris entre 10% et 75% de la production agricole ou des surfaces cultivées de l'exploitation.

Au-delà de 75% des surfaces ou de la production destinée à la mise en marché, les exploitations ne seront plus classées dans le type agriculture coutumière mais feront partie des « exploitations familiales commerciales ».

Il faut remarquer que les exploitations agricoles mécanisées à finalité commerciale, gérées par des mélanésien(ne)s qui conservent leur parcelle horticole coutumière, mais où celle-ci ne représente qu'une infime partie de leur production, sont classées dans les exploitations familiales commerciales du type 1. La parcelle horticole mélanésienne étant ici l'équivalente du jardin familial des exploitants d'origine européenne.



Graphique n°16 :

**Classement des systèmes et sous-systèmes de production et techniques.**

Numéro et nom du système de production	Numéro et nom du sous-système
1 Elevage bovin	1.1 bovin allaitant naisseur
	1.2 bovin engraisseur jeunes bovins (JB)
	1.3 bovin engraisseur finisseur
	1.4 bovin allaitant tous stades
2 Bovin + spéculation de diversification	2.1 bovin + céréale (maïs)
	2.2 bovin + maraîchage ou culture légumière de plein champ (igname...)
	2.3 bovin + fruitiers
	2.4 bovin + autre élevage de plein air (cerf, porc, volaille...) ou hors sol
3 Elevage porcin	
4 Porc + spéculation de diversification	4.1 porc + maraîchage
	4.2 porc + autre élevage de plein air (cerf, volaille...) ou hors sol
5 Elevage de cerf	
6 Ovin viande – caprin viande	
7 Aviculture	
8 Divers élevages	
9 Apiculture	
10 Maraîchage	10.1 maraîchage plein champ
	10.2 maraîchage sous-serre ou hors sol
11 Production légumière de plein champ	
12 Production fruitière ou café	12.1 banane
	12.2 autres fruits
	12.3 café
13 Céréaliculture	
14 Agriculture coutumière	
15 Agriculture coutumière + spéculation de diversification à visée commerciale	15.1 agriculture coutumière + café
	15.2 agriculture coutumière + banane
	15.3 agriculture coutumière + litchi
	15.4 agriculture coutumière + fruits divers
	15.5 agriculture coutumière + culture de plein champ mécanisée (igname, taro...)
	15.6 agriculture coutumière + maraîchage plein champ
	15.7 agriculture coutumière + élevage (bovin, aviculture...)
16 Divers élevage et cultures	
17 Aquaculture	



### 5.3) Classification des 360 exploitations marchandes de la province Nord dans le cadre typologique proposé.

#### 5.3.1) Quantification de l'importance de chaque type.

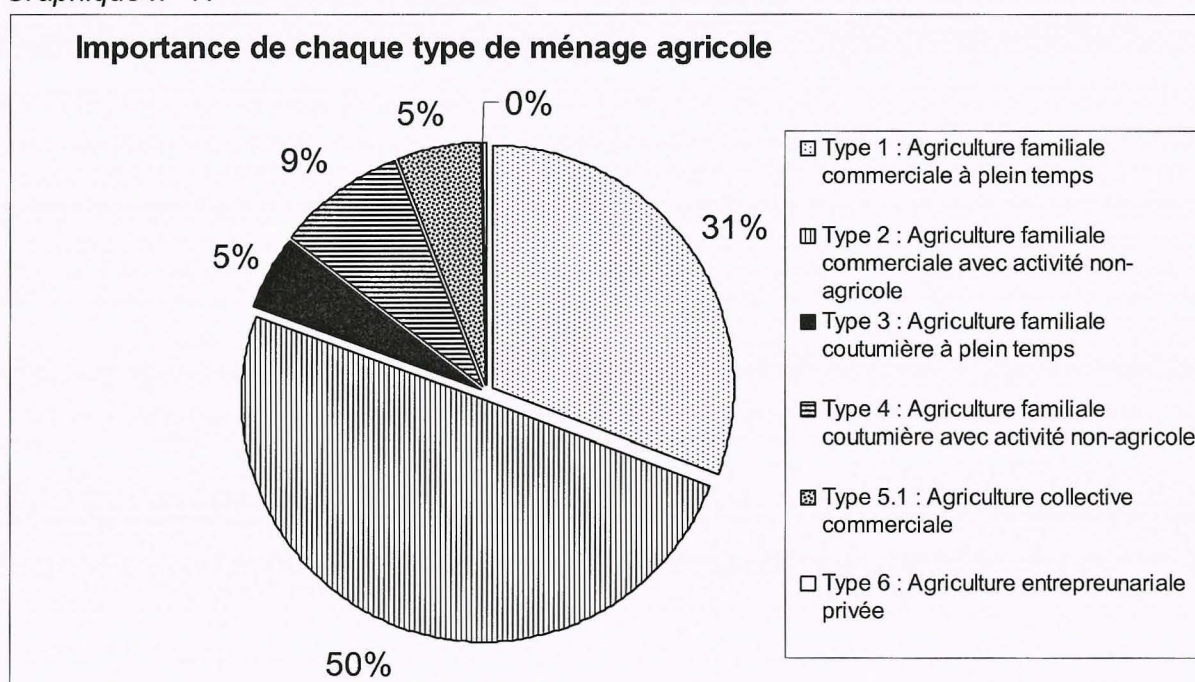
La proposition de cadre typologique faite dans le chapitre précédant peut-être appliquée au fichier réalisé en 1998 (Pédelahore P. et Bosc P.M. 2000) sur les exploitations marchandes de la province Nord.

Bien que partiel<sup>44</sup> et devant être complété et actualisé par les travaux à venir, ce fichier permet de dégager un certain nombre de caractéristiques des systèmes de production et d'activité des exploitations à finalité commerciale<sup>45</sup> et de valider les capacités de stratification du cadre typologique proposé.

- Les données recueillies permettent de classer 330 exploitations, sur les 360<sup>46</sup> enquêtées, dans les **6 principaux types de systèmes de production et d'activité** proposés.

Leur classement (voir graphique n°17 ci-dessous et graphique en annexe n°2) fait apparaître l'importance numérique (50%) des ménages de type 2 pratiquant une agriculture commerciale à temps partiel et bénéficiant de revenus salariaux. Ces ménages pluri-actifs bénéficient pour les trois quart d'entre eux de revenus salariaux stables (emplois fixes).

Graphique n° 17



<sup>44</sup> En particulier ce fichier ne comporte que peu ou pas d'information sur les exploitations familiales coutumières peu insérées dans les filières agricoles commerciales.

<sup>45</sup> Les exploitations marchandes ont ici été identifiées et décrites à dire d'expert à partir de la connaissance de terrain des techniciens des différentes antennes de la DDRP en 1998. Ce sont les exploitations connues des services techniques qui sont insérées dans les filières commerciales agricoles et ont une finalité marchande.

<sup>46</sup> 30 exploitations présentent des réponses manquantes ou incohérentes rendant leur classement hasardeux.



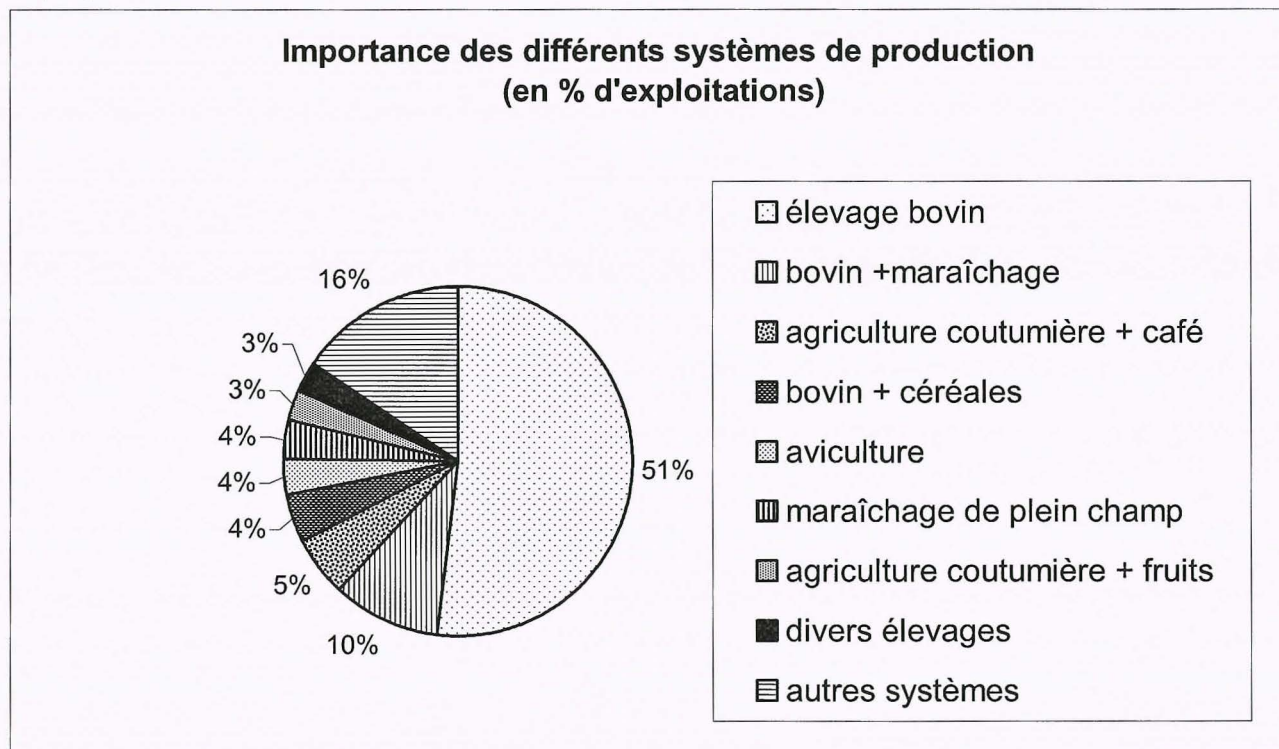
Les agriculteurs à temps plein de type 1 représentent moins d'un tiers (31%) du total des ménages agricoles et un de ces exploitants sur quatre bénéficie de revenus non agricoles (revenus immobilier, placements, membre de la famille autre que le chef d'exploitation salarié...).

L'agriculture coutumière associée à des productions marchandes<sup>47</sup> concerne 20% des exploitations recensées et, ici encore, l'importance des revenus non agricoles (type 4) est forte puisque 2 ménages sur trois bénéficient de ce type de revenus.

Dernier type important du point de vue des effectifs qu'il regroupe, le type 5.1 de l'agriculture collective, essentiellement constitué des GIE d'élevage du milieu mélanésien.

- Le classement des exploitations<sup>48</sup> dans les 16 types de systèmes de production et technique fait apparaître la prédominance de l'élevage bovin qui représente 51% des exploitations (voir graphique n°18) et 65% si l'on y ajoute celle pratiquant l'élevage bovin plus une culture de diversification (bovin + maraîchage, bovin + céréales).

Graphique n°18



Les systèmes secondaires, en terme d'effectif, sont les systèmes bovin-maraîchage (10%), bovin-céréale (4%) et l'aviculture (4%) en milieu européen et agriculture coutumière-café (5%) en milieu mélanésien.

Ces cinq systèmes de production représentent les trois quart des systèmes de production des exploitations marchandes de la province Nord.

<sup>47</sup> remarque : en l'absence de données précises sur la part mise en marché, on suppose que les exploitations familiales coutumières présentées dans ce graphique sous les types 3 et 4 recouvrent des exploitations mettant en marché moins de 75% de leur production agricole.

<sup>48</sup> Seules 301 exploitations sur les 360 enquêtées présentent des données permettant de les classer dans les 16 systèmes de production



- **Les relations entre le type de « système d'activité » du ménage et le choix « des systèmes de productions et techniques »** adoptés par les ménages sont présentées dans le graphique figurant en annexe n°3.

Ce graphique permet de dégager trois profils distincts de systèmes de production et techniques pour les 8 types et sous-types de systèmes d'activité. Ils confirment donc l'existence d'un certain déterminisme des types de systèmes d'activité sur le choix des systèmes de production et techniques adoptés par les différents types de ménages agricoles.

**Le premier profil** est celui des exploitations familiales commerciales sans activité non-agricole ou avec une activité non-agricole temporaire (emploi temporaire). Ce profil est caractérisé par un système de production où l'élevage bovin n'est choisi que par 40 à 50% des exploitations concernées et où les productions agricoles exigeantes en main d'œuvre et procurant des revenus capables de faire vivre une famille, telles que le maraîchage ou l'aviculture, sont bien représentées. L'inexistence de revenus non agricoles ou leur irrégularité obligent ces exploitants à valoriser au maximum leur force de travail dans l'activité agricole.

**Le deuxième profil** est celui des exploitations familiales commerciales bénéficiant d'une activité salariée permanente ou celui des structures collectives de production commerciales (GIE mélanésien). Ce profil est caractérisé par l'importance de l'activité d'élevage choisie par 65 à 85% des exploitations. Cette activité lorsqu'elle est menée de façon extensive autorise en effet le chef d'exploitation à ne lui consacrer qu'une partie de son temps de travail. La céréaliculture pure ou associée à l'élevage bovin est également surtout développée par les familles pluri-actives car la culture du maïs totalement mécanisée et dont l'itinéraire technique est bien balisé s'avère compatible avec une activité salariée.

**Le troisième profil** est celui des familles, essentiellement mélanésiennes, qui développent des systèmes associant une agriculture coutumière avec une ou des spéculations à visée commerciale. Il est intéressant de noter que les familles ne bénéficiant pas de revenus salariés sont souvent celles qui développent la culture du café. Il s'agit en grande partie des familles constituées de personnes âgées héritières de l'âge d'or de la caféiculture de la côte Est et pour qui cette spéculation représente un revenu d'appoint faible mais essentiel à leur survie. Les familles bénéficiant de revenus salariés, disposant de meilleures capacités d'investissement et à la recherche de profits plus motivants développent des cultures fruitières ou de l'aviculture pour compléter leurs revenus<sup>49</sup>.

Il faut cependant remarquer que même si un certain nombre de relations entre un type de ménage et les spéculations qu'il développe peuvent être mises à jour, il apparaît que les déterminismes ne sont pas univoques et qu'il serait nécessaire de préciser les différentes modalités techniques de ces spéculations (niveau d'intensification, surface ou nombre de têtes, marges brutes ...) et les objectifs de chaque ménage pour mieux définir les relations de causalité existantes et les raisons des choix des producteurs.

---

<sup>49</sup> Ces résultats confirment donc en partie des données concernant la typologie des agriculteurs marchands de la côte Est présentées en §4.6



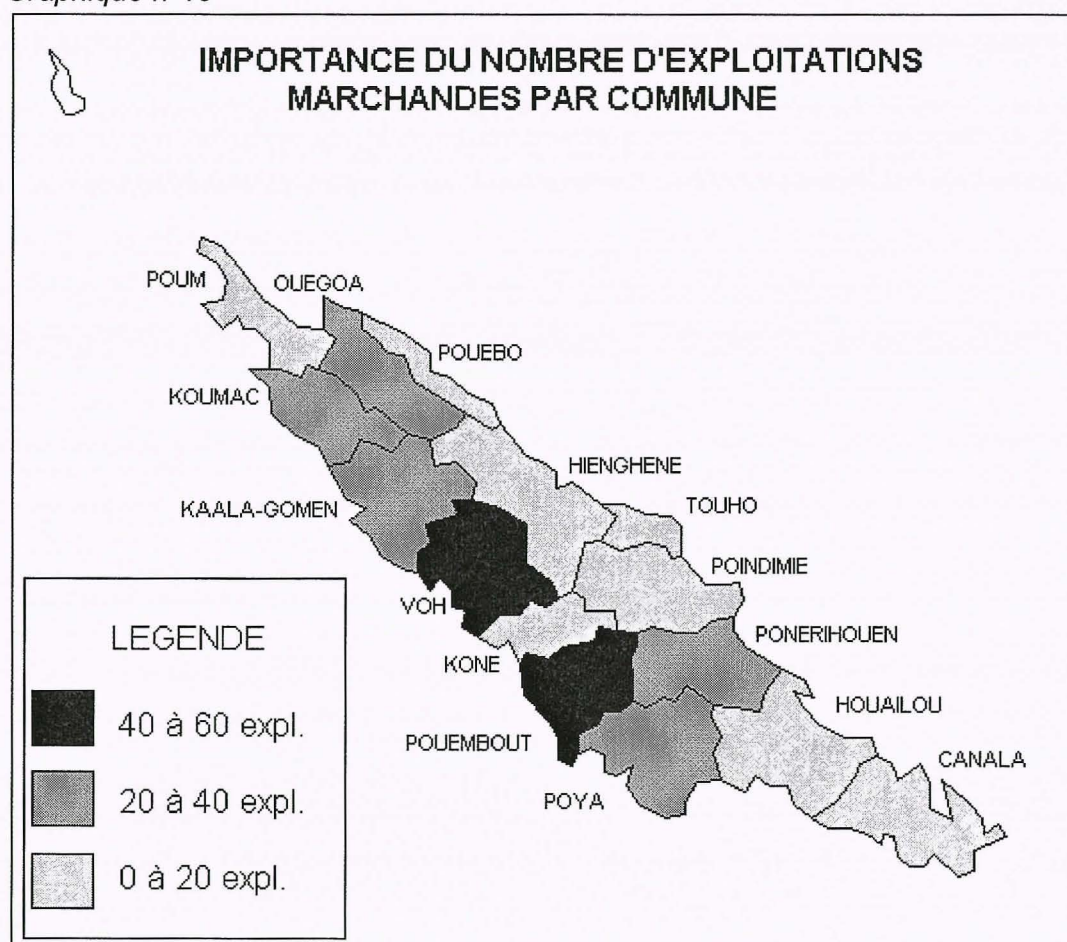
### 5.3.2) Une première représentation spatiale.

La caractérisation des systèmes de production et d'activité et leur quantification numérique peut être complétée par l'indication de la répartition spatiale des différents types identifiés.

Cette première représentation est basée sur les données déjà mentionnées et issues de l'enquête agriculteurs marchands de 1998.

Si, ainsi que le montre le graphique numéro 19 ci-dessous, la répartition des exploitations agricoles marchandes indique qu'elles sont surtout situées sur la côte Ouest, il paraît intéressant de préciser la répartition des différents types identifiés dans les 15 communes de la province Nord (la commune de Bélep n'est pas prise en compte).

Graphique n°19



source : Pédelahore et Bosc 2000



Si les données fournies par l'enquête agriculteurs marchands donnent certaines indications sur la répartition communale des différents types de systèmes d'activité et des systèmes de production et techniques, le traitement de ces données par communes a mis en évidence les lacunes de ce fichier<sup>50</sup> et impose de compléter les informations qu'il fournit par des données d'autres sources (ITSEE 1993 a et b, Varin 1998, Pédelahore et al 2001 et 2002). La compilation de ces différentes sources fait apparaître les spécificités décrites ci—dessous (voir également graphique n°20 page suivante).

➤ Au niveau des types de systèmes d'activité.

Si la localisation (voir détails en annexe n°4) des exploitations commerciales ou coutumières (ouest/est) et des structures collectives (Est) et entrepreneuriales (Ouest) est rendue possible par les données disponibles, celles-ci demandent à être complétées et précisées pour les critères de stratification relatifs au type d'activités (agriculture à plein temps ou à temps partiel avec une activité non agricole ).

Remarquons enfin que c'est sur la côte Ouest que se développent les rares expériences associant des productions agricoles familiales à une activité d'entrepreneuriat dans l'agro-alimentaire.

➤ Au niveau des systèmes de production et techniques.

La différenciation Ouest-Est permet de localiser l'essentiel des systèmes techniques cités dans la typologie.

On retrouve sur la côte Ouest l'élevage bovin qui représente la principale spéculation en production unique ou combinée avec les céréales (communes de Pouembout, Voh, Kaala-Gomen et Koumac) , le maraîchage (Pouembout, Koumac) ou d'autres types d'élevage (cerf, caprin, volailles...).

C'est également sur cette côte que les principaux maraîchers, dont certains disposent d'installations leur permettant des productions de contre-saison et qui consacrent une partie de leur activité au colportage, sont installés bénéficiant des marchés locaux offerts par les bourgades rurales.

C'est aussi sur cette côte que l'on trouve les productions légumières de plein champ associées ou non à l'élevage, même si quelques rares exploitations de ce type existent sur la côte est (commune de Ponérihouen).

Cette côte concentre également la majorité des élevages de porcs.

C'est enfin sur cette côte que se sont développées les productions aquacoles des entreprises mixtes qui bénéficient de sites naturels et d'un contexte foncier propices à la création des bassins et à la captation d'eau salée.

---

<sup>50</sup> Absence de données sur les communes de Hienghène et Pouébo, peu ou pas de GIE répertoriés sur la côte Est alors qu'ils sont nombreux dans la réalité, faible nombre d'exploitations pour certaines communes rendant la répartition par type ou sous-type peu significative surtout en l'absence des exploitations considérées dans cette enquête comme non marchandes...



La côte Est se caractérise par l'importance du système coutumier avec des productions dites de rentes qui présentent des spécificités selon les communes :

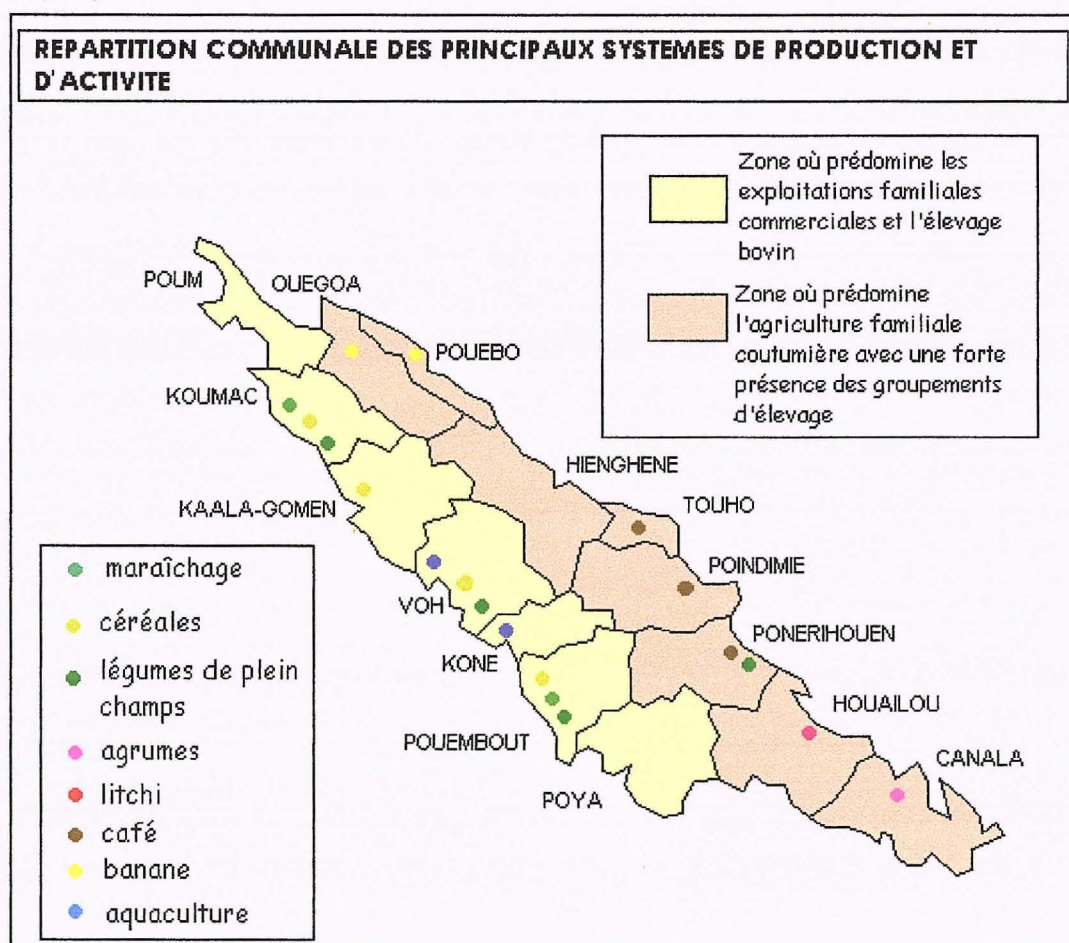
- La banane sur Pouébo et Ouégoa
- Le café sur Ponérihouen et dans une moindre mesure sur Touho, Poindimié
- Le litchi sur Houaïlou
- Les agrumes sur Canala

L'élevage bovin familial y est présent, mais cette côte se caractérise surtout par le fait qu'elle concentre plus de 50% de l'élevage bovin collectif.

Cette côte regroupe également l'essentiel des élevages de volailles recensés dans l'enquête « agriculteurs marchands ».

Les différentes informations peuvent être synthétisées par la carte suivante (graphique n°20).

Graphique n° 20



Cette première localisation spatiale des données devra être confirmée et précisée lors de la réalisation de la typologie globale pour la Province Nord.



#### **5.4) Démarche pour la réalisation d'une typologie complète et actualisée.**

La synthèse qui vient d'être présentée et la première proposition de cadre typologique qui en est issue doivent être prolongées par un travail à mener de juin à décembre 2003 pour renseigner le cadre typologique proposé pour l'ensemble des ménages agricoles de la province Nord et préciser le zonage esquissé dans les paragraphes antérieurs.

##### **5.4.1) Les sources d'information.**

La construction de cette typologie se basera sur cinq sources principales d'information :

- La valorisation des données du RGA 2002.

Les services statistiques de la Nouvelle-Calédonie ont réalisé en 2002 un recensement de la totalité des exploitations agricoles calédoniennes. La fixation de seuils de surface modestes pour la définition de l'exploitation retenue par le RGA 2002 (voir détails en annexe n°5) et l'existence de questions traitant de l'activité non agricole de l'ensemble des membres du ménage et des sources de revenus non agricoles rendent ces données tout à fait utilisables dans le cadre de la réalisation d'un classement typologique de l'ensemble des ménages agricoles y compris les exploitations dites non-marchandes situées en particulier en tribu. Les premiers contacts initiés avec le Service des Statistiques Agricoles (SESA) chargé du RGA 2002 montrent que si ces structures n'ont pas pour objectif la réalisation d'une typologie des exploitations, ils sont tout à fait disposés à un travail en collaboration avec l'IAC pour construire de nouvelles requêtes de traitement des données utiles pour renseigner la typologie proposée pour la Province Nord. Ils montrent aussi que les services statistiques sont également engagés dans une volonté de renouveler la lecture de la réalité agraire calédonienne et en particulier de réviser les classifications tribu/hors tribu, marchandes/vivrières et de proposer de nouveaux critères de classification.

Par ailleurs, si la communication de l'information, pour des raisons de confidentialité, ne peut faire état des fichiers nominatif ou par exploitation, l'unité géographique la plus précise proposée par le RGA est celle du bassin versant et permettra donc tout de même de réaliser un travail de représentation spatiale des types identifiés et de leur importance à une échelle relativement précise et opérationnelle.



- Actualisation et compléments d'informations pour la base de données existantes sur les agriculteurs marchands de la province Nord (1998).

Ce fichier nominatif, déjà cité, donne les caractéristiques en 1998 de 360 exploitations marchandes de la province Nord. Son actualisation et l'apport de compléments d'information, à réaliser en collaboration avec les agents des différentes antennes de la DDEE peut permettre à la province Nord de disposer d'un fichier précis des agriculteurs marchands et constituer l'une des bases permettant de renseigner la typologie proposée. Ce travail d'actualisation et de valorisation de ce fichier peut également offrir la possibilité de mener des échanges entre l'IAC et les agents de la DDEE sur la construction de cette typologie et la valorisation qui peut en être faite.

Une réflexion sera à mener avec la DDEE et la DAVAR pour éviter les données ou les requêtes redondantes entre ce fichier et celui plus récent constitué lors du RGA 2002 .

- Le recensement général de la population de 1996.

Ce recensement devrait permettre de compléter les données des deux sources précédentes, en particulier sur les données traitant de l'activité agricole et non-agricole des ménages mélanésiens résidant en tribu (ITSEE 1996, ITSEE 1997).

La valorisation de ces données passe par l'obtention de précisions sur les conditions de recueil et de traitement des données présentées en 1997 et les premiers contacts avec le responsable de ce travail montrent que l'ISEE est ouvert à ce type de collaboration avec l'IAC.

Ce recensement général de la population est en cours d'actualisation et devrait être achevé dans le milieu de l'année 2003. Ici encore les premiers contacts avec le responsable de ce travail montrent qu'il sera possible d'établir des requêtes précises pour renseigner la typologie prévue.

- Les enquêtes auprès des personnes ressources.

Au-delà des données chiffrées nécessaires pour quantifier les différents types de ménages agricoles et leur situation géographique, il importe de réaliser un certain nombre d'enquêtes avec des personnes ressources pour préciser :

- Les caractéristiques et les résultats technico-économiques des différents systèmes techniques identifiés par la typologie. Ces entretiens concerneront certains exploitants agricoles particulièrement représentatifs d'un type donné.
- Les données plus qualitatives relatives au contexte historique, foncier et aux dynamiques socio-économiques locales qui permettront de resituer les observations quantitatives de la typologie dans le contexte local et de mieux comprendre les mécanismes en jeu. Ces entretiens concerneront les responsables communaux ou coutumiers et les personnes dont la fonction ou la position sociale leur ont permis d'acquérir une vision précise des réalités (historiques, foncières, agricoles, socio-économiques...) de leur localité et des évolutions en cours.



- Les échanges au sein du réseau « systèmes de production et d'activité ».

Dans le prolongement de la réunion de concertation prévue entre la DDEE et l'IAC le 21 mai, l'IAC propose la constitution d'un groupe informel d'échanges sur le thème de la caractérisation des systèmes de production et d'activité en Province Nord. Les premiers contacts pris montrent que ce groupe informel pourrait rassembler outre les agents de la DDEE intéressés par la question, le responsable de la cellule gestion de la chambre d'agriculture en province Nord, le responsable du RGA 2003, et certains producteurs particulièrement engagés dans la promotion du secteur agricole en province Nord.

La composition de ce groupe informel pourra changer suivant les questions traitées et les zones géographiques concernées avec la possibilité de réunions délocalisées.

Ce réseau devrait en particulier participer à la définition des références à retenir pour caractériser les résultats technico-économiques attendus pour chacun des types de système technique étudié.

#### **5.4.2) Le traitement cartographique de l'information.**

Au-delà de la réalisation de cartes précisant la répartition des différents types de ménages agricoles dans les différentes communes de la province Nord, la représentation cartographique des données devra être utilisée pour préciser les critères qui déterminent, ou qui ont de fortes répercussions sur cette répartition.

Les hypothèses concernant les déterminants de la répartition spatiale des différents types d'exploitation ou systèmes techniques constitueront un guide pour l'échantillon des personnes ressource à enquêter et pour le traitement des données.

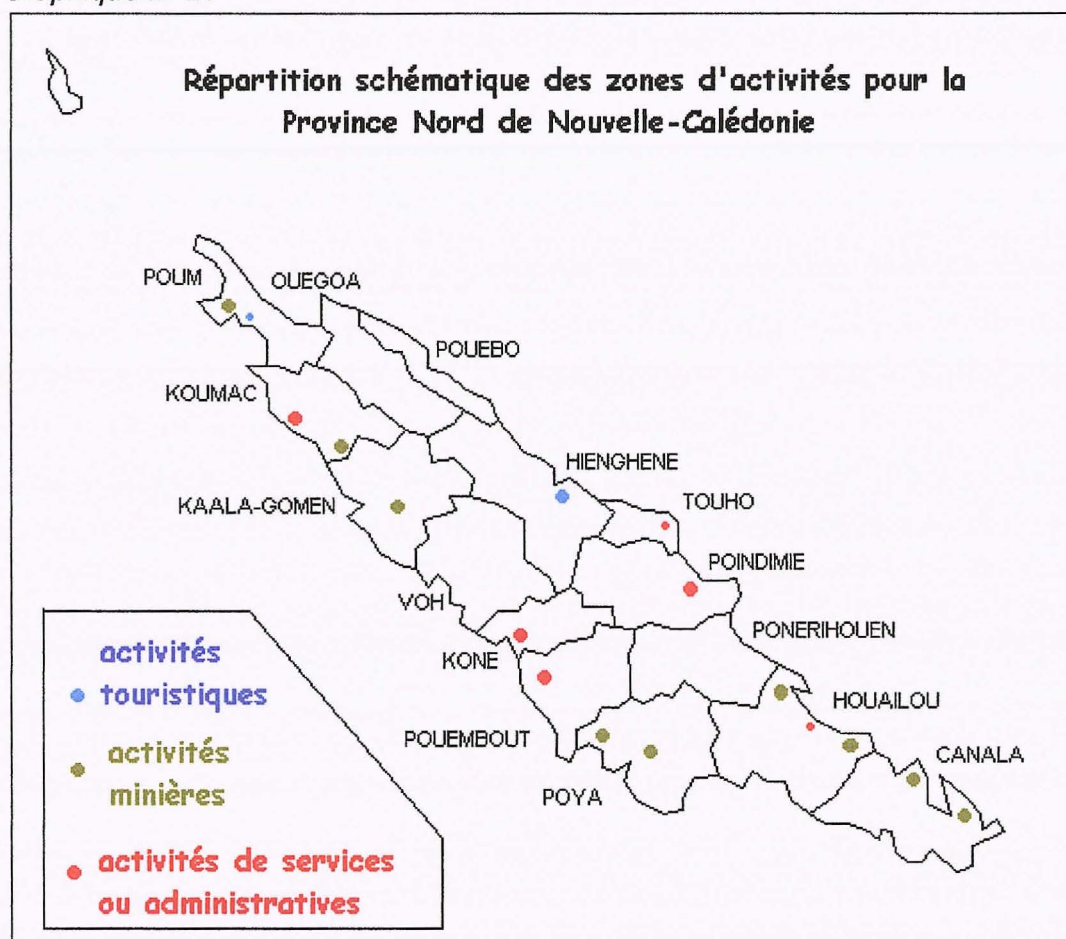
Deux de ces hypothèses sont rappelées ici pour illustrer cette démarche.

- Les zones d'activité salariales ou entrepreneuriales.

La répartition des activités salariales (administration, mines, services) ou entrepreneuriales en Province Nord avantage certaines communes au détriment d'autres ainsi que l'illustre le graphique n°21 ci-après.



Graphique n° 21



Source : A partir des données de l'atlas de Nouvelle-Calédonie, Editions du Cagou 1992

Cette distribution des opportunités d'emplois ou de création d'entreprises détermine probablement de façon forte les stratégies possibles pour les agriculteurs des différents villages ou tribus de la province et leur plus ou moins grande propension à investir leur force de travail et/ou leurs revenus non agricoles dans l'agriculture.

Lors du travail de typologie des systèmes de production et d'activité, il sera intéressant de rapprocher la répartition géographique des différents types identifiés de celle du niveau d'activité et d'emploi des communes pour préciser et quantifier les relations existantes entre le contexte économique d'une zone et les stratégies des agriculteurs qu'ils soient d'origine européenne ou mélanésienne.

Ainsi que cela a déjà été exprimé dans les paragraphes antérieurs et par d'autres auteurs (Bosc P.M. in Mercoiret et al 1999) les relations entre l'activité économique non agricole (mines, services) et l'agriculture ne sont pas univoques et il n'y a pas de concurrence systématique entre ces différentes activités. Les cartes précédentes montrent par exemple que le fort développement des activités non agricoles de la zone de Pouembout-Poya ne sont pas incompatibles avec le fait que cet espace regroupe également une part importante des exploitations marchandes de la province Nord.



Outre les effets de synergie entre les activités non agricoles et agricoles déjà évoquées dans les chapitres antérieurs, il faudra faire appel aux éléments se rapportant au contexte historique, foncier et socio-économique du lieu pour mieux comprendre et expliciter les déterminismes à l'œuvre pour chacune des zones ou communes étudiées.

➤ Les différenciations bord de mer/fond de vallée.

A l'hétérogénéité inter-zone ou inter-communale s'ajoute une segmentation de l'espace mélanésien relatif à la position de la tribu dans la vallée. Les grands axes routiers et les principales activités économiques étant situés sur les bordures maritimes ouest et est, il semble probable que les tribus situées dans la partie amont des vallées connaissent d'importantes difficultés de déplacement vers les centres d'activité, de captation des emplois existants et de mise en marché de leurs produits agricoles.

Cette hypothèse est en partie étayée par certains des résultats des entretiens menés sur la côte est (Pédelahore et al 2002) qui ont révélé des différences de niveaux de rémunérations offerts pour la collecte du café en fonction des opportunités d'embauche non agricole et de la main d'œuvre disponible dans les différentes tribus. Elle est également étayée par les travaux menés sur les marchés de proximité (Sabourin et al 2002) qui ont mis en évidence l'importance du coût du transport (3000 à 4000 FCP/voyage) dans les possibilités de vente de leurs produits pour les agriculteurs mélanésiens.

Il sera intéressant lors du travail de typologie, et en particulier lors des enquêtes à réaliser au niveau des personnes ressource en commune ou tribu et lors de l'analyse des données statistiques concernant les actifs en tribu, de préciser ces hétérogénéités relatives à la position des tribus le long des vallées intérieures de la chaîne centrale.

Ici encore les déterminismes ne sont pas univoques et il faudra faire appel aux éléments se rapportant aux réseaux familiaux ou claniques qui interviennent également dans l'obtention d'emplois y compris dans des zones géographiques éloignées (Nouméa...) ou à d'autres éléments du contexte pour préciser les relations de causalité.

Ainsi, la localisation spatiale des différents types d'exploitations ou des différents systèmes techniques n'est pas seulement intéressante pour situer et quantifier l'importance d'un type dans une zone ou commune, elle sera également l'occasion d'interpréter cette typologie à la lumière des divers éléments du contexte local (historiques, foncier, socio-économiques) qui ont présidé à sa construction et de mieux comprendre ainsi les mécanismes à l'œuvre.



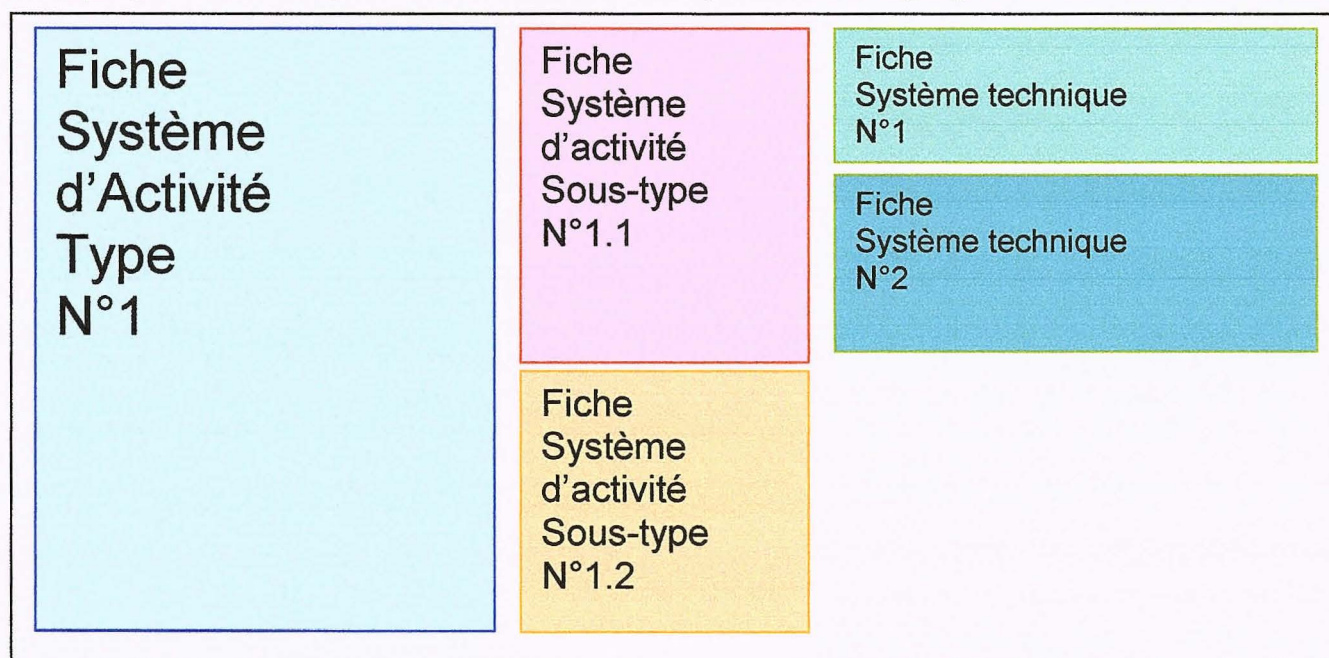
### 5.4.3) Produits attendus.

Le renseignement du cadre typologique proposé permettra l'identification des différents types de systèmes, la quantification et la localisation des exploitations de chaque type et la caractérisation technico-économique des différents types.

Les résultats seront présentés sous forme de fiche (voir modèle proposé en annexe n°6) décrivant les caractéristiques et la localisation de chacun des types et sous-types identifiés.

Comme l'illustre le graphique numéro 22 ci-dessous, les résultats seront regroupés par niveaux d'agrégation successifs (sous-système technique, système technique, sous-type, type) pour permettre une utilisation des données à différentes échelles de précision.

*Graphique n°22 : Une présentation des résultats par niveau d'agrégation successif.*



Une représentation spatiale de la répartition et de l'importance quantitative de chacun des types et sous-types identifiés complétera les fiches.

Les fiches descriptives et les documents cartographiques pourront être réunis dans un document unique qui présentera une courte première partie rappelant les modes de recueil et d'analyse des données et synthétisera les principaux résultats obtenus.



## **6) Conclusion générale.**

S'il existe un nombre non négligeable de données intéressantes concernant la caractérisation des différents types de ménages agricoles existant en province Nord, un travail exhaustif et cohérent pour l'ensemble de ces ménages reste à réaliser.

Ce document a mis en perspective les contraintes et les atouts qui déterminent la différenciation de ces ménages et qui ont guidé la définition d'un cadre typologique adapté aux questions posées par le développement rural et les acteurs locaux.

Le renseignement de ce cadre typologique durant l'année 2003 devrait offrir aux structures d'accompagnement du développement rural en Province Nord une grille de lecture renouvelée de la réalité agraire de cette province et un outil susceptible de les aider à mieux appréhender les rapides évolutions que connaît le monde rural depuis une quinzaine d'années et à mieux accompagner les transitions en cours.



## BIBLIOGRAPHIE

- BENSA A. 1981 : clans autochtones, situation pré-coloniale *in* Atlas de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. ORSTOM, Paris, planche n°18.
- BENSA A. et FREYSS J. 1994 : la société kanak est-elle soluble dans l'argent ?... Revue Terrain du 23 octobre 1994, pp 11-26.
- BOURRET D. 1981 : Ethnobotanique de la Nouvelle-Calédonie *in* Atlas de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. ORSTOM, Paris, planche n°17.
- DE GARINE Igor 2002 : Etudes des aspects socioculturels de la chasse en Nouvelle-Calédonie. IAC, Nouvelle-Calédonie. 45p.
- DER-SESA 1989 à 2001 : Mémentos de l'année agricole. Direction de l'Economie Rurale. Service de l'économie et des statistiques agricoles. Nouméa. Feuillelet dépliant de 8 pages par mémento.
- DER-SESA 2000 : L'agriculture calédonienne de 1989 à 1998. Direction de l'Economie Rurale. Service de l'économie et des statistiques agricoles. Nouméa. 95p + annexes.
- DOUMENGE J.P. 1982 : Du terroir à la ville, les Mélanésiens et leurs espaces en Nouvelle-Calédonie. Travaux et documents de géographie tropicale n°46. CNRS, Bordeaux.
- ESCULIER C. 2000 : Place de l'agriculture mélanésienne dans les systèmes d'activité. Tribu de Ouélisse, Province Nord, Nouvelle-Calédonie. CNEARC, Montpellier. 94p + annexes.
- FAUGERE Elsa 1996 : Analyse socio-économique des systèmes de production de Maré, province des Iles Loyauté (Nouvelle-Calédonie). Document de travail du Cirad-SAR n°9. CIRAD, Montpellier. 79 pages.
- FROSIO C. 1998 : Le système agraire de la plaine de Pouembout. Province Nord, Nouvelle-Calédonie. Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Institut d'Etude du Développement Economique et Social. Paris. 92p + annexes.
- GUERVILLY T. 1998 : Stratégies d'affouragement en période de sécheresse. Etudes monographiques de 10 exploitations d'élevage en Province Nord. CIRAD, mandat de gestion. Nouvelle-Calédonie.
- ISEE-DAVAR 2002 : Recensement général de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie, 2002. Manuel d'instruction aux enquêteurs. Institut de la Statistique et des Etudes Economiques (nouveau nom donné en 2002 à l'ancien ITSEE) – Direction des Affaires Vétérinaires Alimentaires et Rurales, Nouméa. 121 pages + annexes.



- ISEE-DAVAR 2003 : Recensement général agricole 2002. Fiche Nouvelle-Calédonie et fiche Province Nord. Institut de la Statistique et des Etudes Economiques (nouveau nom donné en 2002 à l'ancien ITSEE) – Direction des Affaires Vétérinaires Alimentaires et Rurales, Nouméa. 8 pages.
- ITSEE 1993a : Recensement général de l'agriculture 1991 en Nouvelle-Calédonie. Tome 1, principaux résultats. Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques. Nouméa. 74p + annexes.
- ITSEE 1993b : Recensement général de l'agriculture 1991 en Nouvelle-Calédonie. Tome 2, l'agriculture en tribu. Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques. Nouméa. 39p + annexes
- ITSEE 1996 : L' élevage bovin. Etude complémentaire issue de l'enquête bovine 94 complémentaire. Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques. Nouméa. 81p + annexes
- ITSEE 1997 : Recensement de la population de la Nouvelle-Calédonie. Principaux tableaux. Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques. Nouméa. 250p.
- ITSEE 1998 : Panorama des tribus. Province Nord. Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques. Nouméa. 277p.
- LHOSTE P. 1991 : Programme de recherche-développement sur les systèmes d'élevage de la province Nord. Rapport de mission. IEMVT, CIRAD. Montpellier. 19 pages + annexes.
- MATHIEU-DAUDE J. 1992 : Atlas de la Nouvelle-Calédonie. Les Editions du Cagou, Nouméa.
- MARCHAL V. 1991 : Etude des systèmes d'élevage bovin allaitants en province Nord (Nouvelle-Calédonie). Mise au point d'une typologie de résultat, illustrée par les pratiques des éleveurs. Mémoire de fin d'étude ENITA, IEMVT, CIRAD. Païta, Nouvelle-Calédonie. 48 pages + annexes.
- MARCHAL V, DELZESCAUX D et LHOSTE P. 1991 : La diversité des systèmes d'élevage bovin allaitant en Province Nord de Nouvelle-Calédonie. Les cahiers de la recherche développement n°32 – 2/1992. CIRAD. Montpellier. Pages 31 à 37.
- MARCHAL V. 1994 : Etude des systèmes d'élevage bovin allaitant en province Nord. Premiers référentiels technico-économiques. Propos d'étape. IEMVT, CIRAD. Païta, Nouvelle-Calédonie.
- MARCHAL 1995 : Analyse des pratiques des producteurs, diagnostic des systèmes d'élevage. CIRAD, mandat de gestion. Nouvelle-Calédonie. 60p.



- MERCOIRET M.R., DJAMA M., BOSC P.M. et al 1999 : Dynamiques rurales et développement régional dans la province Nord de Nouvelle-Calédonie. CIRAD-TERA, Montpellier. 225 p + annexes.
- MERCOIRET M.R. et BONNAL P. 2002 : Aide mémoire des missions d'appui au programme Systèmes Ruraux et Développement Local (SRDL) de l'Institut Agronomique Calédonien (IAC). CIRAD, Montpellier. 46p + annexes.
- PEDELAHORE P. 2000 : Diagnostic des filières céréales. IAC, Nouvelle-Calédonie. 41p
- PEDELAHORE P., BOSC P.M. 2001 : Les agriculteurs marchands de la Province Nord. IAC, Nouvelle-Calédonie. 26p.
- PEDELAHORE P., SABOURIN E., TYUIENON R., GROCHAIN S. 2001 : Eléments de caractérisation de quelques filières agricoles de la côte Est (café, litchi, agrumes, igname). IAC, Nouvelle-Calédonie. 48p.
- PEDELAHORE P., ESCULIER C., BLANFORT V., KAMOU M. 2002 : Restitution du thème « agriculture et système d'activité » à la tribu de Ouélisse. Document présenté le 10.04.2002. IAC, Nouvelle-Calédonie. 20p
- PEDELAHORE P., SABOURIN E., TYUIENON R., GROCHAIN S. 2001 : Les agriculteurs marchands de la côte Est. Réalités, attentes et voies d'amélioration des conditions de mise en marché. IAC, Nouvelle-Calédonie. 52p.
- SABOURIN E., PEDELAHORE P. 2001 : Terres coutumières et systèmes de gestion collective en Province Nord de Nouvelle-Calédonie. Communication au séminaire de Brisbane, Australie, organisé en sept 2001 par l'IASCP (International association for the study of common property).
- SABOURIN E., TYUIENON R., DJAMA M. 2002 : Dynamiques des marchés de proximité en Province Nord. IAC-CIRAD, Montpellier. 58 p + annexes.
- SABOURIN E., TYUIENON R., DJAMA M. 2002 : Mise en marché des produits vivriers des tribus de la Province Nord. IAC-SRDL, Nouvelle-Calédonie. 32 p
- SAUSSOL A. 1979 : L'héritage. Essais sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie. Publication de la Société des Océanistes N°40. Musée de l'Homme. Paris. 485 p
- TIAVOUANE S. 1995 : Bilan technico-économique des trois années de sécheresse (1992-1994) des élevages bovins du réseau CIRAD/IEMVT. Mémoire CNEARC. IEMVT, CIRAD. Païta, Nouvelle-Calédonie. 33 pages + annexes.



VARIN D. (coord.) 1998 : Situation, bilan et perspectives de l'agriculture dans la zone Nord et Est après 9 années d'interventions provinciales (communes de Canala à Hienghène). Série de documents : (i) A. Généralités, 11p. (ii) B1, la filière bovine, 39p. (iii) B2, l'apiculture, 6p. (iv) B3, la filière cerf, 10p. (v) B4, l'aviculture, 29p. (vi) B7, les cultures annuelles : tubercules tropicaux, riz et maraîchage, 45p. (vii) C, synthèse et conclusion, 7p. (viii) D1, les interventions au titre du CODEV dans le secteur rural, zone Nord-Est de 1988 à mai 1997. DDRP antenne Nord-Est de Poindimié. Nouvelle-Calédonie.



# ANNEXES



# Annexe n°1

Estimation des tonnages et de la valeur monétaire de la production vivrière réalisée à partir des données de surface du RGA 1991 (ITSEE 1993b)

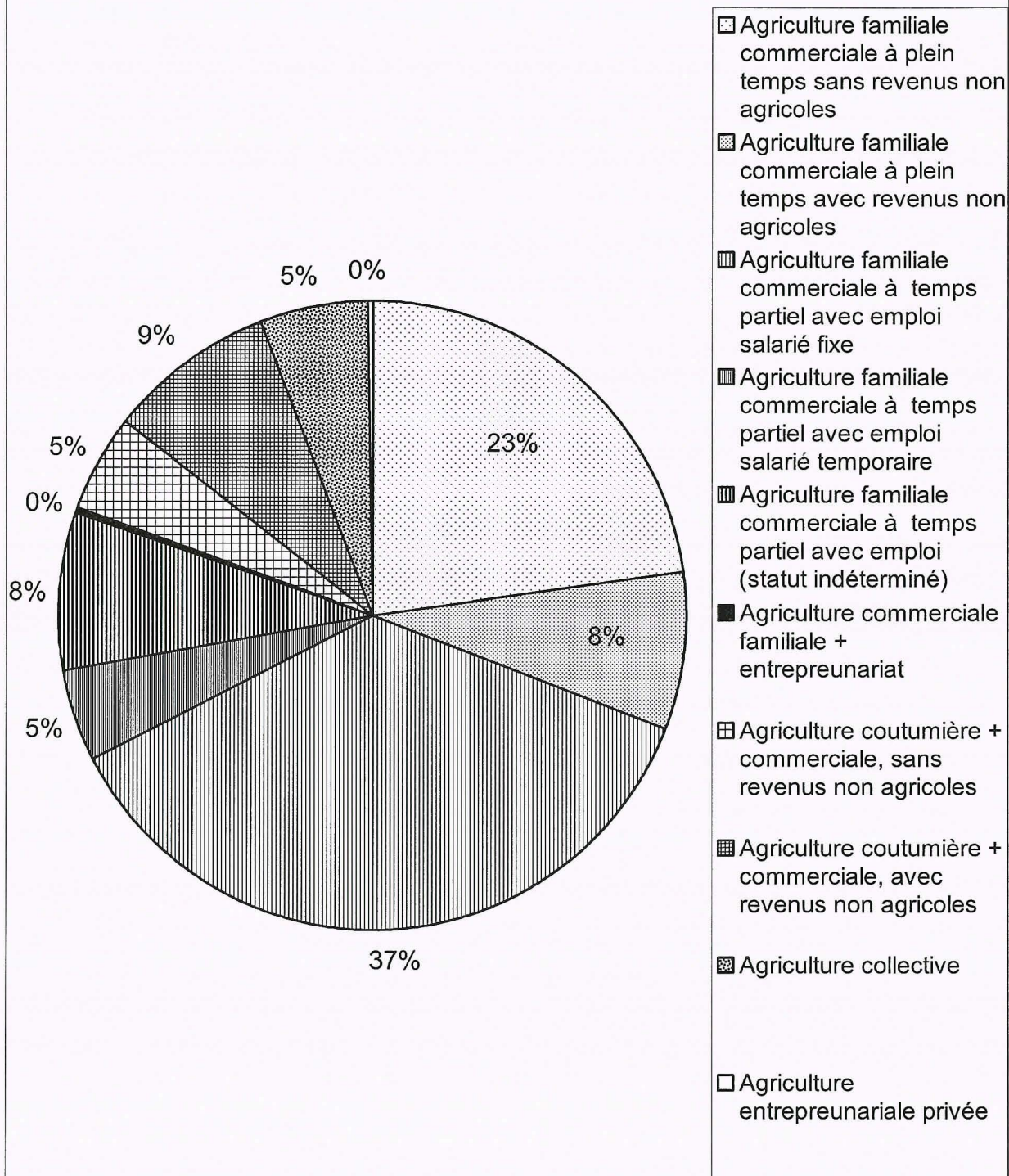
	Surfaces vivrières recensées par le RGA en 1991 (ITSEE 1993b) en ha	Estimation de la production des cultures vivrières à partir des rendements moyens de chacune des cultures (en kg)		Estimation de la valeur des cultures vivrières à partir du prix moyen de chacun des produits (en FCFP)	
		rendement en kg/ha	production en kg/an	prix moyen en FCFP/kg	valeur en FCFP/an
<b>Tubercules</b>					
Igname	320	6000	1920000	280	537600000
Waël & ouaré	70	6000	420000	280	117600000
Manioc	199	21000	4179000	100	417900000
Patate douce	40	5000	200000	150	30000000
Taro d'eau	35	1250	43750	230	10062500
Taro bourbon	6	1500	9000	150	1350000
Taro de montagne	36	1500	54000	150	8100000
Pomme de terre	6	1500	9000	55	495000
Ambrevade	25?			?	
Canne à sucre	18	2000	36000	80	2880000
Banane à cuire	265	3000	795000	100	79500000
Maïs doux	11	700	7700	70	539000
Légumes verts	57	2000	114000	100	11400000
Chouchoute	34	2000	68000	100	6800000
Ananas	17	3000	51000	100	5100000
Autres	1	2000	2000	100	200000
<b>Ensemble</b>	<b>1 142</b>		<b>7908450</b>		<b>1 229 526 500 F</b>
		Le tonnage total mis en marché est estimé selon le RGA 1991 à 34% du tonnage produit. Le tonnage non mis en marché serait donc estimé à 66% du tonnage produit et correspondrait à : 7908 tonnes x 0,66 = <b>5219 tonnes/an</b>		Le tonnage total mis en marché est estimé selon le RGA 1991 à 34% du tonnage produit. Le tonnage non mis en marché serait donc estimé à 66% du tonnage produit et correspondrait à : 1229 millions x 0,66 = <b>811 millions de FCFP/an</b>	

Source : résultats du RGA 1991 (ITSEE 1993b) pour les surfaces des cultures vivrières. Pour les rendements et les prix : personnes ressources des services techniques et des agriculteurs (données indicatives à confirmer par des études plus poussées).



## ANNEXE N°2

### Importance de chaque sous-type de ménage agricole

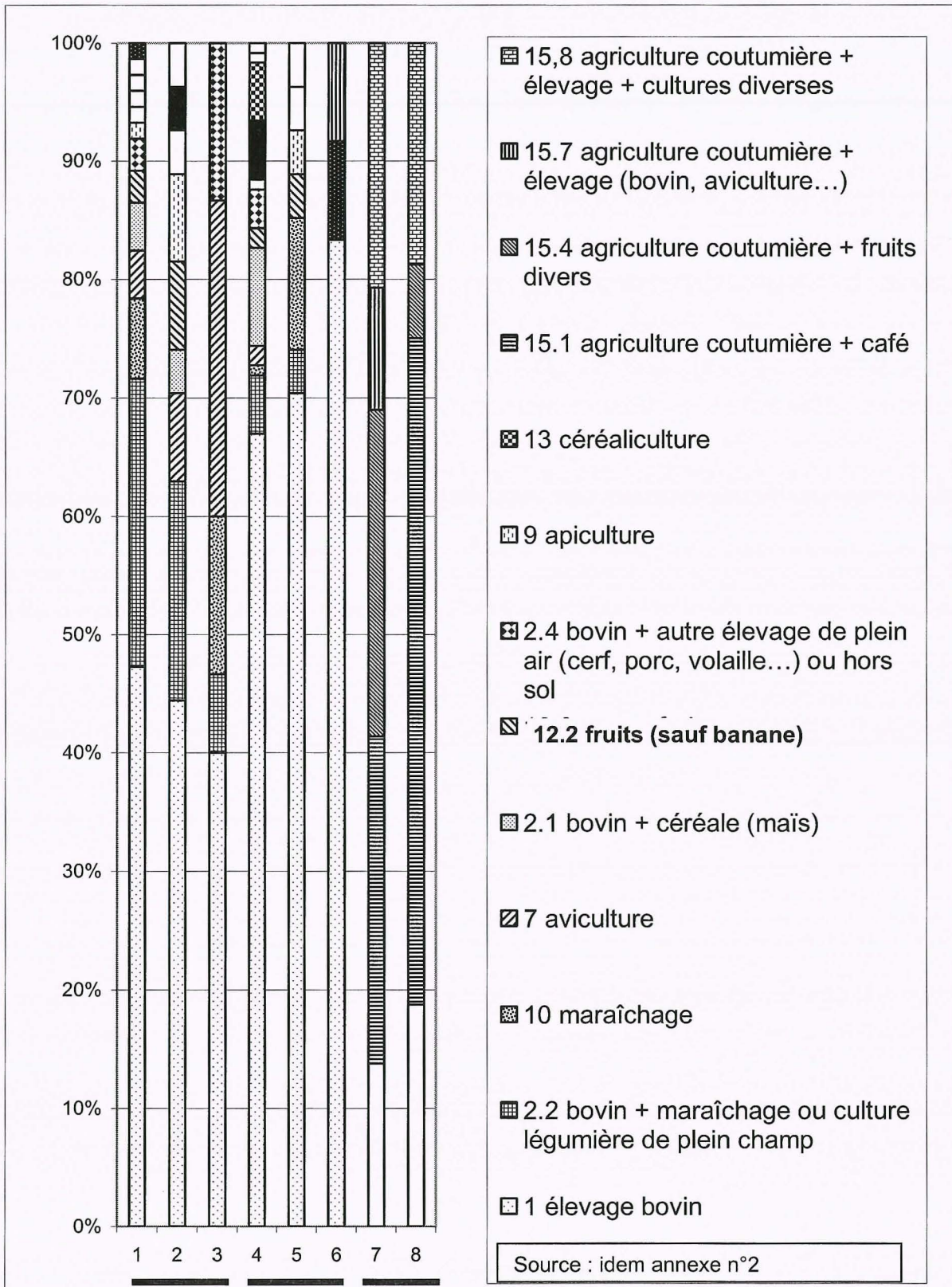


Source : graphique construit à partir des données de l'enquête agriculteurs marchands, Pédelahore P. et Bosc P.M. 2000



### ANNEXE N° 3

Distribution des systèmes de production à l'intérieur de chaque type de ménage agricole



- 1 : agriculture familiale commerciale sans revenus non agricoles  
 2 : agriculture familiale commerciale avec revenus non agricoles (placements...)  
 3 : agriculture familiale commerciale + emploi temporaire  
 4 : agriculture familiale commerciale + emploi fixe  
 5 : agriculture familiale commerciale + emploi  
 6 : agriculture collective (GIE, ...)  
 7 : agriculture coutumière + culture commerciale + emploi  
 8 : agriculture coutumière + culture commerciale



## ANNEXE N°4

### Localisation des différents types de systèmes d'activités des ménages agricoles de la province Nord.

Type de système d'activité	Localisation géographique et remarques
Type 1 : les exploitations familiales commerciales sans activités non-agricoles	L'enquête « agriculteurs marchands » donne les communes de Kouaoua, Ouégoa, Voh et Kaala-Gomen comme celles présentant les plus fort taux d'exploitations agricoles à plein temps (40 à 50%). Cependant, les différences observées entre communes demandent à être confirmées et précisées pour une valorisation spatiale. Le RGA de 1991 indique l'importance des agriculteurs à plein temps pour l'extrême Nord de la province..
Type 2 : les exploitations familiales commerciales développant des activités non agricoles	L'enquête « agriculteurs marchands », déjà citée, donne les communes de Koumac, Poum, Pouembout, et Poindimié comme celles présentant les plus fort taux (60%) d'exploitations agricole à temps partiel mais ce taux reste fort (30 à 60%) dans les autres communes hormis celle de Canala (0%). Ici encore, ces données sont à confirmer et à préciser avant leur utilisation dans le cadre d'un zonage.
Type 3 : les exploitations familiales coutumières sans activités non-agricoles	Si des données générales du RGA 1991 (ITSEE 1993a et b) permettent de situer l'essentiel des exploitations coutumières sur la côte Est et dans les vallées fluviales, la localisation donnée par l'enquête agriculteurs marchands s'avère bien trop partielle au niveau des exploitations en milieu mélanésien pour que ces données puissent être utilisables.
Type 4 : les exploitations familiales coutumières développant des activités non agricoles	
Type 5 : Agriculture collective	Les données les plus fiables concernent le recensement des GIE d'élevage publié en 1996 (ITSEE 1996) et indiquent que la majorité des GIE se localisent sur la côte Est (53%), le reste se répartissant sur la zone Nord (25%) et Ouest (22%)
Type 6 : Agriculture entrepreneuriale	Les entreprises agricoles privées ou d'aquaculture se localisent sur la côte Ouest de la province Nord.

Sources : Pédelahore P. Bosc P.M. 2000, ITSEE 1993 a et b, ITSEE 1996



## ANNEXE N°5

Définition de l'exploitation agricole au sens du RGA 2002.

Conditions relatives à la surface agricole utile et au nombre de points.  
(pour l'ensemble des conditions se reporter au document original)

*(source : ISEE/DAVAR 2002)*



## DÉFINITION STATISTIQUE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

### Définitions importantes à connaître :

*L'exploitation agricole est définie, au sens de la statistique agricole, comme une unité économique et de production répondant simultanément aux trois conditions suivantes :*

- elle produit des produits agricoles ;
- elle atteint ou dépasse une certaine dimension (superficie, nombre d'animaux, production...);
- elle est soumise à une gestion courante indépendante ;

*Ces trois notions sont examinées en détail aux pages 9 à 13.*

*Dans la plupart des cas, une exploitation agricole s'identifie à une unité juridique, ou légale, unique. On établira un questionnaire par unité juridique. Cette unité juridique correspond à une personne physique pour une exploitation individuelle et à une personne morale pour un G.I.E., une S.C.E.A. ou une autre forme sociétaire.*

*Toutefois, on peut parfois être amené à regrouper des unités juridiques lorsqu'on ne peut pas décrire, pour chacune d'elle, les éléments d'une gestion courante indépendante. Un seul questionnaire est alors renseigné afin de reconstituer une unité technico-économique cohérente (voir "Regroupement d'unités juridiques" page 13). A l'inverse, on peut constater une réelle autonomie de gestion entre deux (ou plusieurs) sites de production d'une même unité juridique, par exemple du fait de l'éloignement géographique de ces sites. Dans ce cas, on recensera plusieurs exploitations distinctes et on établira plusieurs questionnaires.*

**Le responsable économique et financier** de l'exploitation est la personne, physique ou morale, pour le compte de laquelle l'exploitation est mise en valeur ; elle perçoit les bénéfices et supporte les pertes éventuelles de l'exploitation.

**Le chef d'exploitation** est la personne qui assure la gestion quotidienne de l'exploitation ; c'est toujours une personne physique ; pour la statistique, par convention, une seule personne sera désignée par exploitation.

**Le siège de l'exploitation** est un lieu défini qui sert, pour la statistique agricole, à affecter l'exploitation à une commune, dite commune-siège. C'est le bâtiment principal de l'exploitation, ou à défaut de bâtiment d'exploitation, la parcelle agricole la plus importante se trouvant sur le territoire de la commune où est située la majeure partie des terres agricoles.

⇒ Les notions de responsable économique et financier, de chef d'exploitation et de siège sont précisées pages 17 et 18.



## L'EXPLOITATION AGRICOLE

### Condition 1 : l'exploitation produit des produits agricoles

**L'exploitation est une unité de production** : elle doit produire de manière organisée *l'un au moins des produits* énumérés dans la *liste des produits agricoles* qui figure en annexe 1, page 103 ou sur le mémento de l'enquêteur.

Dans tous les cas litigieux, par exemple exploitation pratiquant une seule spéculation jugée un peu en marge de l'agriculture, l'enquêteur se réfère à cette liste pour trancher.

Exclure : (voir en annexe 2 la liste des produits exclus)

- Les produits de cueillette et de ramassage dans la nature,
- Les produits de la chasse,
- Le gazon de plaquage, le terreau,
- Le gibier d'élevage s'il est destiné à la chasse,
- Les animaux d'agrément et les animaux sauvages,
- Les animaux de laboratoire (cobayes, souris...),
- Les poissons, crustacés, mollusques, algues, escargots, *sauf les écrevisses*.

Inclure : (sous réserve que les autres conditions soient remplies)

- les serres municipales qui ont une activité de production de plants, même s'ils sont destinés aux espaces verts de la commune,
- les couvoirs,
- les bassins d'écrevisses...

Une prairie fournit un produit agricole si elle est fauchée (pour faire du foin) ou si elle est pâturée. L'existence de pâturages (de plus de 1,75 hectare) destinés à l'entretien de chevaux de selle ou de course suffit donc à définir une exploitation agricole (même s'il n'y a pas de jument poulinière).

### Condition 2 : l'exploitation atteint ou dépasse une certaine dimension

**L'exploitation est une unité économique** : elle doit jouer un rôle d'acteur économique, c'est à dire atteindre une taille suffisante qui, en théorie, lui permet de participer à un processus de transaction (ou assimilé), *marchand ou non*, comme la vente sur un marché, l'échange ou l'autoconsommation.

En pratique, des seuils de taille ont été déterminés. Les exploitations à enquêter doivent répondre à l'une des deux conditions suivantes :

- avoir une *superficie agricole utilisée* (SAU) supérieure ou égale à **1,75 hectare** ;
- *sinon*, présenter une *activité suffisante de production agricole* estimée en nombre d'animaux ou en surface de production, ou en volume minimum de production.

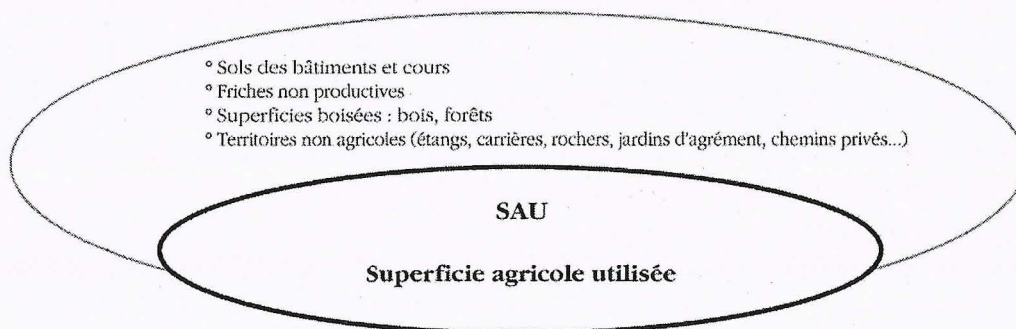
#### 1<sup>re</sup> catégorie : la superficie agricole utilisée est supérieure ou égale à 1,75 hectares

La superficie agricole utilisée comprend :

- **les terres labourables** : céréales, cultures industrielles, légumes secs, fourrages, pommes de terre, légumes et fruits de plein champ et jachères ;
- **les fleurs et plantes ornementales** ;
- **les cultures permanentes** (vergers, caféières, petits fruits, pépinières ligneuses, cocoteraies...) ;
- **les pâturages** ou superficies toujours en herbe (y compris les pâturages peu productifs, parcours, pâturages en forêts...) ;
- **les jachères** (terres au repos) et autres terres arables ;
- **les jardins et vergers familiaux, potagers, cultures mixtes**.



En d'autres termes, la superficie agricole utilisée correspond à la superficie totale de l'exploitation, diminuée du sol des bâtiments et cours, des friches non productives, des bois et du territoire non agricole (étangs, carrières, rochers, jardins d'agrément, chemins privés...).



Si cette superficie est **clairement supérieure ou égale à 1,75 hectares**, il est **inutile d'envisager une autre condition de dimension**. Si elle s'avère légèrement inférieure à 1,75 ha, mais n'est pas connue avec précision, **considérer qu'il s'agit d'une exploitation**.

## 2<sup>ème</sup> catégorie : l'activité de production agricole est égale ou supérieure à un minimum de 350 points

Étudier ce seuil de 350 points **dans le seul cas où le seuil de 1,75 ha en superficie agricole utilisée n'est certainement pas atteint**.

Chaque production agricole peut être traduite en nombre de points, selon les critères adoptés pour être inscrit au registre de l'agriculture.

*Pour être inscrite au registre de l'agriculture, l'exploitation doit avoir 500 points, chaque surface de culture ou chaque animal reproducteur (ou chaque nombre d'animaux produits) représentant un certain nombre de points (exemples : 1 are de vanille ou 22 plants/ 50 points ; 1 caille/ 1 point ; 1 vache mère/ 40 points ...).*

**Remarque :** Si l'exploitation est inscrite au registre de l'agriculture, **retenir l'exploitation**, sans examiner les productions dans le détail.

Les **productions agricoles et leurs équivalences en nombre de points** sont détaillées dans le **mémento**. L'enquêteur pourra facilement consulter ce document pour effectuer son évaluation avant de conclure sur le maintien ou non de l'unité de production dans le champ d'enquête.



## A 2002 - EXPLOITATION AGRICOLE ... RGA 2002 - EXPLOITATION AGRICOLE

### Équivalences entre productions et nombre de points

Végétaux	Unité	Nombre de points	Nombre d'unités pour 350 points
Céréales (blé, maïs, sorgho...), oléagineux, protéagineux pluviaux	are	1	350 ares (3,5 ha)
Céréales, oléagineux, protéagineux irrigués	are	2	175 ares (1,75 ha)
Culture fourragère destinée à la vente (maïs fourrage/ensilage, sorgho fourrager, graminées, légumineuses...)	are	1	350 ares (3,5 ha)
Pommes de terre de plein champ	are	4	87 ares
Cultures légumières de plein champ (haricots secs, squashes...)	are	10	35 ares
Cultures maraîchères	are	20	17,5 ares
Cultures vivrières	are	20	17,5 ares
Cultures hydroponiques (maraîchères, fruitières ou florales)	are	50	7 ares
Plantes florales ou ornementales (sous serre ou sous abri)	are	50	7 ares
Plantes florales ou ornementales de plein champ	are	30	12 ares
Plantes aromatiques ou médicinales (sous serre ou sous abri)	are	40	9 ares
Plantes aromatiques ou médicinales de plein champ	are	30	12 ares
Pépinière sous abri ou sous serre	are	50	7 ares
Pépinière de plein champ	are	30	12 ares
Vergers ou cultures fruitières irriguées	are	20	17,5 ares
Vergers ou cultures fruitières non irrigués	are	10	35 ares
Café sans ombrage	are	10	35 ares
Café sous ombrage	are	5	70 ares
Poivrier	are	30	12 ares
Vanille	are	50	7 ares
Santal	are	2,5	140 ares (1,4 ha)
Pinus planté	are	0,8	438 ares (4,4 ha)
Essences arboricoles non fruitières	are	1,5	233 ares (2,3 ha)

Animaux	Unité	Nombre de points	Nombre d'animaux pour 350 points
Étalon agréé	unité	100	3
Jument poulinière agréée	unité	40	9
Vache mère	unité	40	9
Bovin à l'embouche (de plus de 1 an)	unité	33	11
Vache laitière	unité	100	3
Bélier	unité	40	9
Brebis mère	unité	20	18
Agnelle de remplacement	unité	15	23
Agneau destiné à la boucherie	unité	10	35
Bouc	unité	30	12
Chèvre laitière	unité	40	9
Chèvre mère	unité	20	18
Chevrette de remplacement	unité	10	35
Cabri destiné à la boucherie	unité	5	70
Cerf mâle reproducteur	unité	40	9
Biche mère	unité	33	11
Bichette et daquet 18 mois et +	unité	25	14
Faon	unité	10	35
Verrat et truie mère	unité	100	3
Cochette de remplacement	unité	50	7
Place de porc à l'engrais	unité	33	11
Poule pondeuse	unité	2	175
Place de poulet de chair	unité	2	175
Oie ou dinde ou cane	unité	3	117
Couple de pigeons reproducteurs	unité	5	70
Pintade ou faisane ou perdrix	unité	2	175
Caille	unité	1	350
Volailles d'1 jour (toutes espèces)	unité	0,025	14 000
Chapon ou place de canard à l'engrais	unité	3	175
Lapin mâle reproducteur	unité	8	44
Lapine mère	unité	10	35
Place de lapin à l'engrais	unité	2	175
Autruche	unité	15	23
Ruche	unité	20	18
Chien de bétail reproducteur inscrit	unité	15	23
Aquaculture - bassin en eau douce	are	5	70



## 2002 - EXPLOITATION AGRICOLE ... RGA 2002 - EXPLOITATION AGRICOLE

Produits	Unité	Nombre de points	Quantité pour 350 points
Coprah produit	tonne	67	5,2 tonnes
Huile de santal produite	kg	10	35 kg
Essence de niaouli produite	kg	2,5	140 kg
Charbon de bois	tonne	100	3,5 tonnes
Bois abattu	m <sup>3</sup>	7	50 m <sup>3</sup>

⇒ **Attention : Ces productions sont cumulables pour atteindre 350 points.**

Exemple 1 : *une unité de production a :*

- 5 ruches	5 X 20 points =	100 points
- 70 kg d'essence de niaouli produits au cours des 12 derniers mois	70 X 2,5 points =	175 points
- 1 truie	1 X 100 points =	100 points
- 8 chèvres pâturant à l'attache en bords de routes	8 X 20 points =	160 points
- 10 poules pondeuses	10 X 2 points =	20 points
	ayant ainsi 100 + 175 + 100 + 160 + 20 =	<b>555 points</b>

lui permettant largement d'être enquêtée, sans même avoir 20 ares de terrain.

Exemple 2 : *une unité de production a :*

- 3 ares de légumes	3 X 20 points =	60 points
- 5 ares d'ignames	5 X 20 points =	100 points
- 10 ares de verger non irrigué	10 X 10 points =	100 points
- 1 truie mère	1 X 100 points =	100 points
	ayant ainsi 60 + 100 + 100 + 100 =	<b>360 points</b>

lui permettant d'être enquêtée.

Parfois, l'exploitant ne connaît pas les surfaces qu'il cultive mais connaît très bien le nombre de pieds cultivés. Dans ce cas, l'enquêteur cherchera à déterminer la surface cultivée, en comptant le nombre de pieds sur une petite surface (par exemple sur un carré de 10 m X 10 m, ou 10 grands pas X 10 grands pas) et en extrapolant le résultat par le nombre de pieds déclarés.



## ANNEXE N°6

Modèle de fiche proposé pour la présentation des données de la typologie des systèmes de production et d'activité en Province Nord.

**Nom du Système**

**Quantification** (nombre d'exploitations)

**Aspects structurels** (surface, main d'œuvre, équipement, troupeau)

**Objectifs et fonctions des activités agricoles et non agricoles**

**Fonctionnement technique et résultats économiques** (variations observées à l'intérieur du type et normes de référence)

**Forces**

**Faiblesses**

**Distribution géographique**



CIRAD-D  
Unité bib  
Lavalette

CIRAD-DIST  
Unité bibliothèque 83  
Lavalette